

Enlèvement en Amérique centrale

En un peu plus d'un an, la crainte a succédé à l'espoir en Amérique centrale. Au moment même où, sur d'autres fronts, la voie d'un règlement pacifique des conflits semble possible, le plan de paix présenté le 7 août 1987 par le président du Costa-Rica s'enlise dangereusement.

L'approbation par le Sénat américain, le mercredi 10 août, d'une poursuite de l'aide humanitaire de 27 millions de dollars à la Contra antisandiniste n'est pas de bon augure, même si cette décision - qui doit encore être approuvée par la Chambre des représentants - est avant tout le reflet d'un affrontement préélectoral entre démocrates et républicains.

Il y a en effet plus grave. Le dialogue entre les autorités nicaraguayennes et la Contra est, pour l'heure, au point mort. Après une période d'ouverture, le gouvernement de Managua semble être revenu à une position plus dure, multipliant arrestations et fermetures d'organes de presse.

La Contra poursuit le combat, malgré le cessez-le-feu prolongé unilatéralement par les sandinistes, et les nombreux appels désespérés de M. Arias, lauréat du prix Nobel l'année dernière pour son action, n'ont reçu aucun écho. Plus encore, la récente tournée dans la région du secrétaire d'Etat américain George Shultz a mis en évidence les divisions au sein même des pays signataires du plan de paix.

L'échec des pourparlers s'accompagne, en plus, d'une dégradation sensible de la situation interne dans la quasi-totalité des pays de l'isthme. Qu'il s'agisse du Guatemala, confronté à des risques de coup d'Etat militaire, du Salvador, où l'extrême droite et la guérilla relèvent le tête alors que le président Duarte souffre d'une maladie incurable, sans parler du Panama, victime d'un affrontement interminable avec les Etats-Unis par son « homme fort » interposé.

Même dans le tranquille Costa-Rica, le président Arias, hier héros d'un plan régional, rencontre des difficultés politiques de plus en plus grandes au sein de son parti et du gouvernement.

Les Etats-Unis ne font plus comme autrefois la loi dans leur « arrière-cour », mais ils sont les seuls à y intervenir, à temps et à contretemps, avec une seule obsession : mettre à genoux le gouvernement sandiniste. Elle est avant tout le fait du président actuel, dont le règne touche à sa fin. Et il est évident que si M. Michael Dukakis devait être appelé à lui succéder, les choses se présenteraient différemment.

En attendant, les chances paraissent faibles de voir le plan de paix adopter l'an dernier - malgré l'opposition de la Maison Blanche - déboucher à brève échéance sur un accord comparable à ceux qui viennent de mettre fin aux conflits du Golfe et de l'Afrique du Sud-Ouest.

La violence en Irlande du Nord

Lire page 5 l'article de notre envoyé spécial

M 0147 - 08120 - 4,50 F



3790147004500 08120

Des dizaines de morts à Rangoun

L'opposition armée au régime militaire ne cesse de s'étendre en Birmanie

L'agitation antigouvernementale a pris un tour nouveau en Birmanie, le mercredi 10 août. Pour la première fois depuis le début des affrontements, lundi, les opposants au régime militaire ont fait usage d'armes, saisies dans des commissariats de police. Les combats auraient fait une centaine de morts dans la seule ville de Rangoun. Ils s'étendent en province où, selon des sources diplomatiques, plusieurs

Les combats ont été violents à Rangoun, notamment dans les banlieues populaires, particulièrement touchées par la hausse vertigineuse du prix du riz (+ 400 % depuis le début de l'année). Des dizaines de milliers de manifestants, en petits groupes, ont, selon un témoin suisse, « joué au chat et à la souris » avec les quelque huit mille soldats qui quadrillent la ville. Dans certains quartiers, les émeutiers ont abattu des arbres pour édifier des barricades.

Le bilan officiel est lourd : selon Radio-Rangoun, il est de trente-trois morts et cinquante-neuf blessés ; six policiers ont été tués, dont trois décapités, lors de la prise de leur commissariat. Mais, de source étrangère à Rangoun, on donne le chiffre d'au moins cent morts et de milliers d'arrestations.

Les témoignages parvenus à Bangkok font état de tirs d'armes automatiques et de fusils-

mitrailleurs contre les manifestants. Des soldats ont mitraillé une file de gens faisant la queue pour donner leur sang, les prenant à tort pour des opposants. D'autres ont pénétré à l'intérieur de l'hôpital général de Rangoun pour exiger du personnel qu'il leur remette les blessés. Après leur refus, ils ont ouvert le feu, tuant et blessant plusieurs personnes. Les manifestants, pour leur part, ont incendié trois commissariats, des bus, des bâtiments officiels et arraché des rails de chemin de fer. Des violences se poursuivent également en province.

Des rares touristes encore à Rangoun sont expulsés les uns après les autres avant l'expiration de leur visa, certains même après avoir été détenus quelques heures par la police. Mardi, des soldats avaient interpellé l'attaché militaire britannique qui prenait des photos, avant de le relâcher. Mer-

credi, ils ont tiré sur la voiture d'un diplomate américain qui avait été contraint par des manifestants à transporter des blessés. Devant la gravité de la situation, Washington a décidé de fermer temporairement son ambassade à Rangoun.

Selon certaines informations, les principaux dirigeants du régime du président Sein Lwin se sont réunis toute la nuit dans un bâtiment officiel du centre de la capitale. Des employés sont venus dans un hôtel voisin pour emprunter des matelas. Des sources birmanes indiquent que le chef de l'Etat dirigeait personnellement la répression de son quartier général, situé à la mairie. L'unité chargée du maintien de l'ordre à Rangoun, la 22^e division d'infanterie légère, passe pour lui être très fidèle.

P. de S.

(Lire la suite page 4.)

Enjeu des négociations entre l'Iran et l'Irak

La rivière des Arabes

Les premiers détachements de « bérets bleus » de l'ONU arrivés à Bagdad et à Téhéran ont commencé les préparatifs de leur mission de contrôle du cessez-le-feu, qui deviendra officiel le 20 août. M. Rafsanjani, commandant en chef de l'armée iranienne, a rappelé, le mercredi 10 août, que son pays exigeait que l'Irak soit « puni » pour avoir déclenché la guerre.

Chott-Al-Arab (la Rivière des Arabes) ou Arvand Roud en persan : ces deux termes désignent le même fleuve, celui qui forme, en mêlant leurs eaux, le Tigre et l'Euphrate avant de se perdre dans celles du Golfe. Le Chott-Al-Arab fut à la fois le prétexte immédiat de la guerre et l'un de ses enjeux. Huit ans plus tard, son statut politique et légal demeure en question. Tout porte donc à croire que ce fleuve litigieux nourira l'un des plus difficiles « dossiers de la paix » parmi ceux que les négociateurs iraniens et irakiens examineront à Genève à partir du 25 août.

Long de 255 kilomètres et large de 500 mètres en moyenne, coulant dans un vaste delta marécageux, le Chott-Al-Arab est plus qu'un fleuve (1). C'est aussi, depuis toujours, une frontière politique, historique et culturelle entre deux empires - l'ottoman et le perse - deux mondes - l'arabe et l'aryen (malgré la présence à l'est du fleuve de 2 millions d'Arabes au Khouzistan iranien), deux légitimités musulmanes, l'une sunnite, l'autre chiite. Comment s'étonner que le Chott-Al-Arab ait, au fil des siècles, plus divisé qu'unis ses riverains ?

Perses et Ottomans délimitent pour la première fois la frontière fluviale en 1847, le souveraineté sur le Chott-Al-Arab revenant aux seconds. Après la découverte des premiers champs pétroliers au début du siècle et l'essor du trafic portuaire, le tracé est modifié en 1914 aux termes du protocole de Constantinople.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

(1) Lire Fronts et Frontières de Michel Foucher, Fayard, pp. 320-330.

Un entretien avec le président d'Air France

L'obsession de la sécurité aérienne

Le gouvernement s'impatiente des lenteurs des enquêtes sur les accidents ferroviaires et aéronautiques de l'été. Il voudrait pouvoir annoncer des mesures propres à mettre fin à la « série noire » des dernières semaines.

Le président de la SNCF a fait les frais de l'impatience officielle, mais Air France aussi se trouve dans le collimateur, car on y annonce, seulement pour le 15 septembre, les conclusions des recherches en cours.

M. Jacques Friedmann, président du conseil d'administration d'Air France, se défend vigoureusement contre les accusations de mollesse et de temporisation formulées ici et là. « J'ai suspendu, dès le lendemain de l'accident, les participations de nos avions à des meetings aériens et, dans mon esprit, cette mesure est définitive, déclare-t-il. J'ai découvert à cette occasion que notre compagnie mettait sa fierté à promouvoir l'aéronautique française et les avions français. Elle avait commencé avec Caravelle, continué avec le Concorde. Il lui semblait normal de

présenter son nouvel Airbus. Ce n'est pourtant pas notre métier. Dans l'état de pénurie en hommes et en machines où nous nous trouvons, face à une demande croissante, nous avons mieux à faire que de réaliser des baptêmes de l'air ».

Toutefois, le ministre des transports, M. Michel Delebarre, a eu des mots très durs sur la légèreté dont avait fait preuve Air France dans l'affaire. « Ce n'était pas un vol de meeting, réplique M. Friedmann. Comme je l'ai dit au ministre, c'était un vol tout à fait étudié qui aurait dû se dérouler sans problème. » M. Friedmann ne veut pas aller plus loin dans l'analyse des responsabilités tant que les trois enquêtes en cours n'auront pas été closes.

« En plus de l'enquête spécifique sur l'accident lui-même, j'ai aussi chargé M. René Ploger, inspecteur général du personnel navigant, de réaliser une étude approfondie sur les procédures de sécurité en vigueur et sur leur application.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 16.)

Pressions sur le franc

Alors que la remontée du dollar s'essouffle la nervosité des marchés financiers pèse sur la monnaie française

PAGE 20

Augmentation de la redevance TV



Elle passera en 1989 de 506 à 541 francs pour un poste couleurs

PAGE 6

Visite à Alexandre Dubcek

Vingt ans après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie

PAGE 5

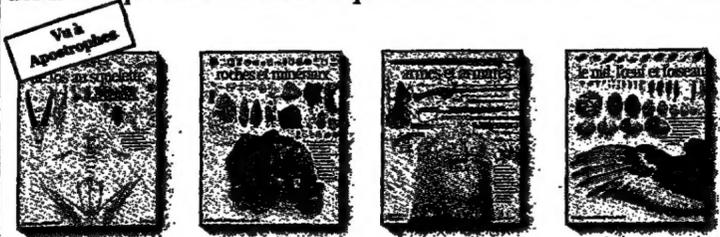
Les discussions sur la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement espère pouvoir respecter son calendrier

PAGE 6

Le sommaire complet se trouve en page 20

des livres qui vous montrent ce que les autres livres vous racontent



"C'est si beau, si riche, si séduisant qu'aucune personne dotée de deux yeux ne peuvent raisonnablement y résister".

TELERAMA

"Des remarquables photographies mises en valeur par un texte clair et vivant".

Télé 7 Jours

LES YEUX DE LA DECOUVERTE

Une encyclopédie visuelle qui s'adresse à tous. Gallimard. Albums reliés à couverture cartonnée. Prix de lancement : 85 F jusqu'au 31/08/88.

Le Monde

LIVRES

- Francis Ponge, l'artisan du mot, par Serge Kostor.
- Les dimanches siciliens de Vitaliano Brascati.
- Le Dit du Genji, ou la vie de cour dans l'ancien Japon.
- Lettres d'Amérique latine : Julio Cortazar, Roberto Junroz, Fernando Butazzoni.
- François Augiéras, l'écrivain masqué ; Les spectres d'Henri Thomas.
- La mort de Raymond Carver, par Jean Vastrin.

Pages 9 à 12

Chronique de 1739

La Grande Peur

Page 2

CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

24. La Grande Peur

Juillet 1789

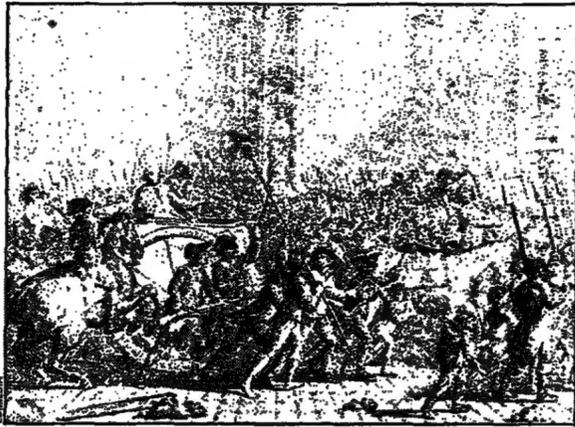
Les brigands arrivent ! Qui les a vus ? tout le monde et personne. Qui sont-ils ? nul ne sait très bien. Mais la chose est sûre : ils arrivent. Dans la deuxième quinzaine de ce mois de juillet 1789, la rumeur, comme un feu de broussaille, court la campagne française, semant la peur et la panique. C'est le complot des aristocrates, disent certains. Pas du tout, répliquent d'autres, c'est le complot des révolutionnaires. En vérité, ni l'un ni l'autre, mais un phénomène incontrôlé qui se nourrit, au début des moissons, de la crainte de la famine et de l'insurrection de Paris... L'occasion, en tout cas, pour les paysans de s'armer et de se joindre au mouvement national.

par MICHEL WINOCK

La Grande Peur est le mot que les historiens ont inventé pour désigner les troubles qui ont affecté les campagnes, dans la seconde quinzaine du mois de juillet 1789, et qui ont révélé la puissance de l'imaginaire collectif, soudainement débridé. L'anno de la peur, diront aussi pendant longtemps les paysans de l'Aquitaine, en évoquant 1789. Ailleurs, on a parlé d'« alarme », d'« effroi », de « terreur panique »... qui s'est emparée de la population des bourgs et des villages dans les jours qui ont suivi la prise de la Bastille. Un bruit a traversé le pays : les brigands attaquent. Des bandes de plusieurs milliers de personnes ont été vues ici et là ; des témoins confirment ; on s'affole ; on sonne le tocsin ; certains font leurs dernières prières ; on se réfugie dans les bois ; on se cache où l'on peut... Mais le résultat le plus clair est qu'on s'arme, qu'on organise l'autodéfense, et qu'au-delà de son propre village on se porte vers les autres communes pour prêter main-forte. « Grande Peur » peut-être, nous dit Georges Lefebvre, son historien, mais aussi immense ardeur, progrès de l'esprit national, préface de la levée en masse.

Le phénomène est étrange, difficile à saisir, souvent mal interprété. L'alarme soulevée vient de la ville, et pas forcément de Paris. Par exemple, à la nouvelle du renvoi de Necker, un soulèvement se produit à Nantes. Là-dessus, une onde de panique parcourt la ville : des dragons arriveraient par la route de Montigny pour mater le mouvement. Alors, des armes sont distribuées, le pont de Pirmil est placé sous bonne garde, des cavaliers battent la campagne jusqu'au lac de Grandlieu. Cette sortie en force jette elle-même la frayeur dans les environs : prend-on ces bourgeois nantais pour des « brigands » ? Craint-on qu'ils viennent prendre les blés encore disponibles ? Toujours est-il qu'à partir de la nuit du 20 au 21 juillet la panique se répand au sud de la Loire, de proche en proche, de Cissé à Cholet, de Cholet à Montagne, et à travers les Mauges... A peu près en même temps, le Maine est gagné, la peur, cette fois, venant on ne sait d'où : Chartres ? Dreux ? Nonancourt ? Laigle ? De Bonnétable, où elle est répétée, elle gagne surtout vers l'ouest : Mamers, Ballon, La Flèche... A Ballon, le 23 - « jeudi fou » - un lieutenant de maire au Mans ainsi que son gendre sont massacrés par des paysans attroupés. Autre foyer de diffusion : la Franche-Comté, à partir de laquelle la peur va gagner progressivement la Méditerranée, courant le long des vallées, contournant les montagnes, soufflant bientôt comme le mistral. Dans le Clermontois, en Champagne, dans le Sud-Ouest encore, on assiste à la propagation rapide, de paroisse en paroisse, de cette fièvre - car c'est une fièvre, on le saura bientôt - que les vies et les propriétés sont menacées par les « brigands ».

Qui répand la rumeur ? Tout le monde et chacun : des voyageurs, des médecins, des curés, des employés des messageries... Voici Rochechouart, dans l'actuelle Haute-Vienne. Nous sommes le matin du 29 juillet. Un cavalier arrive par la route de Chabanais ; il vient de Champagne-Mouton, où il a vu, dit-il, égorger femmes, vieillards et enfants, le pays mis à feu et à sang ; il se hâte vers Oradour-sur-Vayres, pour y défendre les siens. Il crie : « Soutenez-



Le 23 juillet 1789, Bertier de Sauvigny, intendant de Paris, est conduit au supplice, place de Grève (photo ci-dessus). Face au pillage de ses châteaux, la noblesse n'a plus de choix : elle émigre.

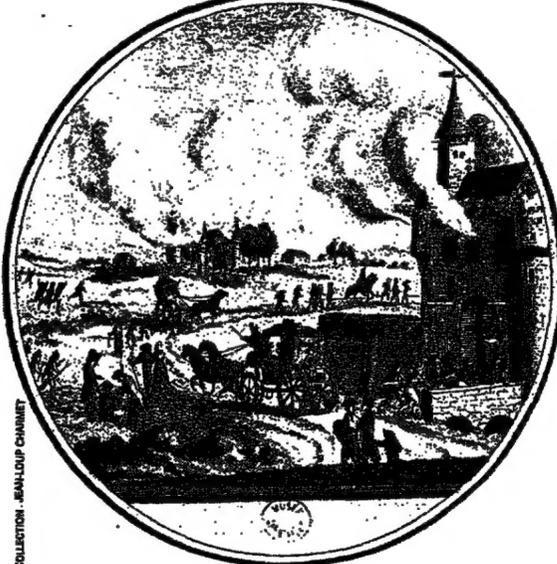
Cependant, les autorités s'en mêlent. Dans la crainte d'une attaque imminente, elles informent elles-mêmes les villages du danger : les municipalités et les comités envoient des exprès, des circulaires imprimées ; les autorités d'Ancien Régime, juges royaux et subdélégués, entendent aussi faire preuve de vigilance, invitent les curés à sonner le tocsin, expédient des lettres alentour... et les autorités militaires ne sont pas de reste. La rumeur frappe parfois à la borne du scepticisme. Mais gare à celui qui prendrait la menace à la légère ! Le colporteur du message, fort déprimé de n'avoir pas été pris au sérieux, se répand en accusations contre celui qui a voulu faire la sourde oreille. C'est le cas de Limoges, où un moine de Rochechouart est venu alerter l'intendant d'Ablois. Celui-ci, goguenard, accueille le prieur en plaisantant, et, comme il était à table, lui offre de prendre une côtelette : « Les brigands vous en donneront le temps. » Mais l'autre, piqué au vif, raconte incontinent à travers la ville que d'Ablois veut le livrer, au point que celui-ci doit prendre des mesures à son corps défendant. Le même, le lendemain, recevait un architecte qui, cette fois, annon-

Babeuf : « A mon arrivée [à Paris], on ne s'entretenait que d'une conspiration dont le comte d'Artois et d'autres princes étaient les chefs. Il ne s'agissait [de] rien moins, pour eux, que de faire exterminer une grande partie de la population parisienne. »

çait l'arrivée de « quarante mille Espagnols » ! Car aux brigands s'ajoutait ici et là la peur des soldats étrangers, depuis les pandours jusqu'aux Polonais ou aux Anglais. La panique nourrit la panique. Ces mouvements de foule, ces armements, ces déplacements déconcertent. Ceux qui marchent contre les brigands sont pris pour des brigands, les rumeurs s'amplifient, les langues brodent à l'infini. Il suffit d'un rictus, d'un vagabond, d'un étranger à longue barbe, d'un contrebandier, d'un homme surpris par la pluie et qui demande asile, la fumée des mauvaises herbes qu'on brûle, les jeux du soleil qui miroitent dans les vitres d'un château, le bruit d'un chariot dans la nuit... On fait peur du moindre indice. L'auto-gestion est à son comble. Une certitude sans preuve s'ancre dans les esprits : tout le monde a vu ou entendu des « brigands », on vu ou entendu celui ou celle qui a vu ou entendu les « brigands ». Rien ne peut ébranler la crédulité publique dans ces temps de tradition orale : la bouche-à-oreille transmet l'alarme sans réserve, sans méfiance, grossissant à chaque relais le contenu de la rumeur.

TRES vite, un peu partout, l'arrivée soudaine de ces « brigands » est interprétée comme le fruit d'un complot. Sur le coup, on parle du complot aristocratique. A Paris, le renvoi de Necker a éveillé tous les soupçons. Menée par les princes, une contre-offensive armée contre l'Assemblée est attendue : il s'agit ni plus ni moins que de « faucher Paris ». Le prince de Condé et le comte d'Artois doivent rentrer dans la capitale à la tête de nombreuses trou-

pe pour amener le peuple à résipiscence. Babeuf, dans une lettre du 23 juillet, écrit : « A mon arrivée [à Paris], on ne s'entretenait que d'une conspiration, dont M. le comte d'Artois et d'autres princes étaient les chefs. Il ne s'agissait [de] rien moins, pour eux, que de faire exterminer une grande partie de la population parisienne... »



pe pour amener le peuple à résipiscence. Babeuf, dans une lettre du 23 juillet, écrit : « A mon arrivée [à Paris], on ne s'entretenait que d'une conspiration, dont M. le comte d'Artois et d'autres princes étaient les chefs. Il ne s'agissait [de] rien moins, pour eux, que de faire exterminer une grande partie de la population parisienne... »

L'EMIGRATION des princes après le 14 juillet confirme la thèse : ils reviendront avec des régiments étrangers. L'aristocratie veut se venger ! Elle enrôle donc des milliers d'hommes sans aveu dans Paris et les grandes villes. Il s'agit pour elle d'affamer le peuple, de couper le blé en herbe, de faire passer les grains à l'étranger, afin de provoquer une immense colère contre l'Assemblée nationale et l'abbate. On cite des faits à l'appui. Par exemple, au château de Quincy, en Franche-Comté, un baril de poudre a explosé dans une resserre, qui a fait plusieurs tués et de nombreux blessés parmi les soldats de la garnison de Vesoul, lesquels, mêlés à des habitants du lieu, étaient venus se faire servir à boire. Il est probable qu'au des hôtes improvisés et épris de boisson s'était rendu dans la resserre pour retirer le plein moni d'une lumière qui fit tout le mal. Mais une seule version s'impose, celle du guet-apens contre le Tiers Etat ! Des meneurs, en divers endroits, savent aussi chauffer les esprits en faisant circuler de faux placards du roi. Quand il est révélé que les « brigands » n'ont fait des ravages que dans les imaginations, on met encore au compte du « complot aristocratique » la fausse rumeur qui a bouleversé tant de lieux : on a joué aux paysans un mauvais tour et on leur a fait perdre une journée de travail.

L'idée du complot fait florès aussi chez les adversaires de la Révolution. L'événement s'étant montré défavorable aux tenants de l'Ancien Régime, ceux-ci s'employaient à démontrer - à qui le cœur profite - que la Grande Peur a été machinée par les états-majors parisiens en vue de l'armement général de la population.

Arthur Young s'entend dire, le 25 septembre, à Turin, par un commensal, que les atrocités commises ont résulté d'« un plan formé par quelques messeurs de l'Assemblée nationale, avec l'argent d'un grand personnage ». Autrement dit, le duc d'Orléans. Le raisonnement est simple : les événements étant simultanés dans toutes les provinces, toute spontanéité est exclue, il faut bien qu'il y ait complot. Dès l'été 1789, cette interprétation « diabolique » est donc émise ; elle devient une « vérité historique » pour l'école contre-révolutionnaire. Le dix-neuvième siècle la répète. En 1910, Edouard Forestié, « lauréat de l'Institut », entend prouver une fois pour toutes, dans un ouvrage consacré à la Grande Peur de 1789, que celle-ci a été « le résultat d'un complot organisé pour qu'elle éclatât au même instant dans toute la France ». Organisé par qui ? L'auteur reprend la dénonciation du duc d'Orléans, expédiant ses courriers à travers le pays pour susciter l'épouvante et encourager l'armement du peuple. Mais ce n'est qu'un nom, et derrière ce nom il y a un parti : le duc d'Orléans « était le prisonnier des loges, qui l'avaient mis à leur tête probablement sans lui faire connaître leur dessein... » Tout devient clair. La franco-maçonnerie a fomenté dans l'ombre la désorganisation du royaume, semé la panique, continuant l'œuvre entreprise par elle depuis « près d'un demi-siècle » : éteindre ses ramifications, coloniser l'Assemblée, distiller partout son

influence, « de façon à détacher les esprits des Français de leurs vieilles traditions de foi religieuse et de fidélité dynastique ».

GEORGES LEFEBVRE, reprenant la question à travers toutes les sources disponibles, a su faire, au début des années 30, une mise au point qui reste la plus solide. Il met en cause la double affirmation de la version contre-révolutionnaire : l'universalité et la simultanéité du phénomène. Ainsi, bien des régions françaises, tout en connaissant la crainte endémique des brigands, sont épargnées par la Grande Peur : une bonne partie du Nord, de la Lorraine, de la Normandie, les Landes, le Pays basque, le bas Languedoc, le Roussillon, l'Alsace, voilà, entre autres, des terres indennes ou à peine effleurées. D'autre part, l'éclatement du phénomène au même moment tendrait à laisser croire à l'organisation occulte, mais, en réalité, son apparition s'étend du 20 juillet au 6 août. La propagation ne s'est fait pas à partir d'un unique épice, ce serait Paris en l'occurrence ; pour l'attester, il faudrait que la peur se soit répandue comme une onde, un raz de marée, au lieu qu'on la voit se diffuser à partir de plusieurs lieux d'origine - six principaux, - et que Paris même reçoit le choc plutôt qu'il ne le provoque.

L'explication par le complot rassure autant qu'elle inquiète. Elle tire son succès de ce qu'elle rend intelligibles les situations

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.
Jeudi 11 août : « La Grande Peur », avec Jacques Solé.
Vendredi 12 août : « La nuit du 4 août », avec Jacques Solé.

qui défient la raison par leur complexité. La où l'historien se perd, moyé dans une documentation contradictoire, elle utilise la puissance émotive de la causalité unique et occulte. Tout devient lumineux, du moment qu'on a elucidé ce qui est resté dans l'ombre. Le « complot aristocratique » ne manque pas de fondement, si l'on entend par là une volonté délibérée des grands vaincus de 1789, au premier rang les privilégiés, de ne pas rendre les armes. Mais, en juillet 1789, au moment où la première émigration commence, cette volonté n'est ni active ni organisée. La Cour elle-même, en provoquant la démission de Necker, est sans plan ; elle improvise.

Le complot parisien et franco-maçon peut lui aussi se prévaloir de quelques corrélatifs, même si quelques illustres frères ont versé dans la contre-révolution. Mais la thèse est flatteuse : dans sa spontanéité, le peuple de France ne désavouerait jamais ses maîtres traditionnels. Le ver n'est pas dans le fruit de l'Ancien Régime, mais dans la tête malade des sectateurs conjurés. Il est d'un grand réconfort de ne voir dans la Révolution qu'un mouvement « concerté par une minorité de gens habiles, dissimulant leurs intentions sous des dehors trompeurs ». On se console ainsi de l'effondrement de l'autorité royale et on innocente ses responsables visibles : le duc d'Orléans lui-même n'est qu'un jouet manipulé par l'entreprise souterraine qui a juré de débarrasser la France de la royauté et de la religion catholique.

Lefebvre a tenté d'éclaircir l'événement en le replaçant dans le contexte inquiétant de 1788-1789 : la famine, l'appréhension de la famine, les émeutes, les errants... La tension monte depuis des mois à cause des mauvaises récoltes et du prix du pain, qui atteint son point culminant en juillet. Bien des habitants des campagnes en souffrent comme ceux des villes. La fin de la réglementation du commerce des grains, décidée en 1787, est sans doute à terme facteur de

Un dixième de la population est composé de mendiants permanents... Population menaçante qui s'accroît un peu avant les moissons et entretient l'inquiétude des fermiers.

progrès, mais dans l'immédiat elle touche ces gens hantés par le manque. Près d'un dixième de la population est composée de mendiants permanents. Certains parcourent les campagnes, quémandant de ferme en ferme. Population flottante, qui se confond avec tous les migrants de l'intérieur, travailleurs saisonniers, colporteurs, rouliers, charriants, ménéteurs d'ours, chaudronniers ambulants, chômeurs de toute espèce, tout un monde qui s'attarde dans les cabarets, qui force les clôtures des champs, qui prend grêle dans les granges. Population menaçante qui s'accroît avant les moissons, coupant le grain à peine mûr, glanant avant même que le blé ne soit en gerbe, entretenant l'inquiétude du fermier. Certains de ces errants sont de vrais criminels, comme ces « sommers » de Picardie qui rampent les cultivateurs, en clouant à leur porte un paquet d'allumettes soufrées et le chiffre du chantage à l'incendie. Devant ces faits, la maréchaussée, trop peu nombreuse, est impuissante. L'isolement, le défaut d'information, l'interdiction de porter des armes : autant d'éléments qui renforcent l'insécurité des campagnes. La peur des « brigands » n'est pas tombée de la lune.

Pourtant, il y a du chemin de la peur à la panique. Une conjoncture particulière favorise celle-ci : que l'insurrection parisienne ait lieu au moment de la récolte. Les mesures de sécurité qui s'ensuivent donnent l'idée que Paris et les grandes villes se sont purgées de leur population criminelle, une véritable armée de mercenaires qui s'offre aux chefs de l'aristocratie vaincue et en mal de revanche ! La crise politique intensifie les effets de la crise économique. Il suffit partout d'une étincelle pour faire monter la frayeur. Mais, cette fois, l'émotion populaire cesse d'être locale. Une solidarité s'est créée entre les communes voisines, entre les villes et les villages environnants, et les « Valours ou mourir ! » et autres devises des milices en formation annoncent un patriotisme guerrier, tous sentiments dont les nobles et le haut clergé vont être victimes.

La Grande Peur a fait peu de morts, mais elle est mieux qu'un avorton d'événement : au cours de ces journées folles, les paysans se sont joints de manière active au mouvement national. L'armement des campagnes, déjà commencé au printemps, s'est accéléré. Le régime seigneurial est définitivement condamné.

Demain : la nuit du 4 août

L'Iran ra

Les sangt-qu

Recrudescenc

Etranger

La préparation du cessez-le-feu dans le Golfe

L'Iran rappelle son exigence de voir l'Irak puni en tant qu'« agresseur »

A neuf jours de la date du cessez-le-feu dans le Golfe, la « machinerie de la paix » est désormais en marche. Le secrétaire général des Nations unies a publié, le mercredi 10 août, la liste des vingt-quatre pays ayant accepté de participer au groupe d'observateurs militaires pour l'Iran et l'Irak (voir encadré). Arrivés à Bagdad et à Téhéran (le Monde du 11 août), les deux premiers détachements de bérets bleus — composés chacun de cinq officiers — ont commencé de préparer leur mission de contrôle du cessez-le-feu.

Sur le terrain comme dans les eaux du Golfe, aucune activité militaire n'a été signalée depuis quarante-huit heures par les deux belligérents. Toutefois, l'Iran a fait état du survol, mercredi matin, par des avions irakiens, dans le nord et le sud du pays, de plusieurs villes, Behbahan-Cacharan, Aghajari et Bandar-Khomeini. Selon Téhéran, ces avions ont « franchi la mur de son avant de s'éloigner ». L'Iran a protesté, mercredi, « dans les termes les plus forts » auprès du secrétaire général de l'ONU contre « cette violation de l'espace aérien ». Téhéran a, en outre, fait état du départ pour le front de volontaires « afin de défendre les frontières internationales ».

A Bagdad, la population a continué de célébrer l'annonce du cessez-le-feu et la « victoire irakienne ». 9 090 coups de canon avaient été tirés, mardi, à l'occasion. En effet, 101 coups de canon ont tonné à cinq reprises dans la journée lors des prières de l'Istisqat, à Bagdad et dans dix-sept autres provinces du pays. La présidence de la République a été contrainte de demander aux habitants de s'abstenir d'utiliser des

armes à feu et de se limiter à des « manifestations de joie inoffensives ». Au cours de cette même conférence, un responsable irakien, M. Kharrazi, a estimé que l'Irak « responsable du déclenchement du conflit », doit « verser des indemnités ». De son côté, l'Irak, manifestement pressé de sonder les intentions iraniennes, a envoyé depuis le début de la semaine un de ses cargos, le *Khousha*, à la porte du détroit d'Ormuz. Il compte selon des sources bien informées dans la région, le faire entrer dans le Golfe dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Entre-temps, les capitales des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'ONU sur le terrain d'une vaste campagne diplomatique menée par le Comité arabe des Sept (Arabie saoudite, Koweït, Maroc, Jordanie, Tunisie, Irak, Yémen du Nord), chargé par la Ligue arabe de suivre l'évolution du conflit irako-iranien.

Dans ce cadre, le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud Al Fayçal, se trouve depuis quarante-huit heures aux Etats-Unis, alors que le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Kibbi, s'est rendu au siège des Nations unies. De son côté, le ministre koweïtien des affaires étrangères, le cheikh Sabah Al Ahmad As-Sabah, s'est envolé pour Moscou, accompagné du ministre d'Etat irakien aux affaires étrangères, M. Saadoun Hamadi.

Les pays arabes sont les premiers concernés par la campagne diplomatique irakienne. Bagdad, qui multiplie les initiatives diplomatiques, a délégué des émissaires dans plusieurs capitales arabes pour obtenir le soutien de ses pairs dans ses négociations — qui risquent de s'avérer difficiles — avec l'Iran. A Moscou, l'agence Tass s'en est prise aux Etats-Unis, en les accusant de continuer à vouloir jouer les « gardiens » du Golfe en se retirant pas leur flotte de guerre.

A Paris, on indique dans les milieux autorisés que la France n'encourage pas un « retrait progressif » de la force d'intervention navale du Golfe dans l'hypothèse où la circulation maritime serait « rétablie et confirmée » dans cette région.

Cette « décision politique », qui appartient au président Mitterrand, est liée à l'évolution réelle de la situation sur le terrain et à l'amélioration éventuelle du « climat local » qui favoriserait certainement l'application d'un cessez-le-feu et des négociations de paix entre l'Irak et l'Irak, souligne-t-on dans ces mêmes milieux. A cet égard, ajoute-t-on, « les choses sont en bonne voie ». — (AFP, AP, Reuter.)

« Justice doit être rendue »

La résolution 598 du Conseil de sécurité, que l'Iran a acceptée le 18 juillet, prévoit, outre un cessez-le-feu dans le Golfe, une enquête indépendante sur les responsabilités dans le déclenchement du conflit. Téhéran avait auparavant refusé cette résolution tant que l'Irak n'aurait pas été désigné comme étant l'agresseur.

M. Rafsanjani a souligné que l'Iran avait mené une guerre défensive pour obtenir justice. « Cette justice (...) doit être rendue. »

Les vingt-quatre pays participant à la force d'observation

New-York, Nations unies (APP). — Vingt-quatre pays contribueront à la force d'observation chargée de superviser le cessez-le-feu prévu pour le 20 août entre l'Iran et l'Irak, a annoncé le mercredi 10 août le porte-parole du secrétaire général des Nations unies, M. François Gijssels.

Voici la liste des pays dont les officiers formeront le groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Iran et l'Irak (GOMNUII) : Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh,

Canada, Danemark, Finlande, Ghana, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Kenya, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Nigeria, Norvège, Pologne, Sénégal, Suède, Turquie, Yougoslavie, Zambie.

Le commandant en chef du groupe d'observateurs n'a pas encore été nommé. Selon l'agence Tass, ce devrait être le général yougoslave Slavko Jovic. Le secrétaire général de l'ONU, n'a pas encore décidé où serait établi le quartier général du GOMNUII.

Moscou s'est appliqué pendant le conflit à préserver ses relations avec les deux belligérants

MOSCOU de notre correspondant

L'Union soviétique a réussi le tour de force, pendant les huit années de guerre entre l'Iran et l'Irak, de préserver ses relations avec les deux belligérants, tout en accordant un soutien militaire considérable à Bagdad et en se rapprochant sensiblement de Téhéran à partir de 1987. L'URSS a de plus renforcé assez nettement ces dernières années sa présence dans le Golfe, en développant ses relations avec le Koweït, pays auquel elle fournit des équipements militaires, et en établissant des relations diplomatiques avec le Sultanat d'Oman, l'Emirat des Etats arabes unis (EEAU) et, tout récemment, avec le Qatar. Une petite partie des exportations pétrolières koweïtiennes est également protégée par des navires soviétiques. Des contacts exploratoires ont enfin eu lieu avec l'Arabie saoudite, en particulier lors de la visite à Riyad, en février dernier — la première depuis un demi-siècle, — d'un haut fonctionnaire du ministère soviétique des affaires étrangères.

L'URSS, qui est liée depuis 1972 à l'Irak par un traité d'amitié et de coopération, renouvelé en 1987 alors que les combats faisaient rage avec l'Iran, a assuré à Bagdad 80 % de ses fournitures d'armes pendant le conflit à partir de 1983, date à laquelle l'Iran remportait d'importants succès militaires. Le Kremlin avait suspendu son aide au début du conflit mais le soutien de Moscou à Saddam Hussein s'est également traduit par une aide économique, comme par exemple en 1985 l'octroi d'un crédit de 2 milliards de dollars à un faible taux d'intérêt.

La présence militaire américaine

L'Union soviétique semble toutefois avoir eu comme souci, pendant toute la durée du conflit, que les combats ne tournent pas définitivement à l'avantage de l'un des adversaires. Selon des sources diplomatiques occidentales, Bagdad a permis, voire même encouragé, la livraison de matériel militaire à l'Iran par des pays relevant de son influence, comme la Corée du Nord, le Vietnam, la Bulgarie, la Pologne ou l'Allemagne de l'Est.

Mais c'est à partir de juillet 1987 et l'arrivée de navires militaires américains dans le Golfe que Moscou a commencé à équilibrer davantage ses relations avec les deux belligérants. Les positions de Téhéran et de Moscou sur la présence militaire américaine dans le Golfe coïncident et les deux pays réclament leur départ. La Pravda qualifiera même cette présence d'« acte indigne d'une

grande puissance ». L'URSS ne cessera également, à partir de ce moment, de proposer l'envoi d'une flotte placée sous l'autorité des Nations unies, proposition qui recevra le soutien de l'Iran mais qui sera rejetée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la RFA. Bagdad constatera d'ailleurs avec inquiétude et irritation ce rapprochement de Moscou avec Téhéran.

C'est également en juillet 1987 que l'Union soviétique a voté, après des mois de tergiversations, la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, appelant les deux belligérants à un cessez-le-feu immédiat. Signe de son souci de ménager ses relations avec les deux adversaires, le Kremlin a cependant toujours refusé d'appuyer une nouvelle résolution du Conseil de sécurité en faveur de sanctions contre l'Iran pour la non-application de la résolution 598, malgré les demandes pressantes des Etats-Unis. Plusieurs pays arabes accusent d'ailleurs l'URSS de ne pas vouloir l'application de la résolution 598.

Le Kremlin a toujours exprimé sa crainte que la guerre s'étende aux pays voisins. C'est la raison pour laquelle Moscou avait condamné, en octobre 1987, l'attaque par un missile du terminal pétrolier de Koweït.

(Interim.)

La Croix-Rouge internationale n'a pu recenser la totalité des prisonniers

GENÈVE de notre correspondante

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), depuis le début de la guerre du Golfe, enregistré 50 182 prisonniers de guerre irakiens détenus en Iran et 19 284 prisonniers de guerre iraniens détenus en Irak. On souligne toutefois dans les milieux proches du CICR que ces deux chiffres ne représentent pas la totalité des prisonniers de guerre capturés de part et d'autre, mais seulement ceux dont la capture a été notifiée à Genève par les belligérants. On ignore le nombre des prisonniers qui, pour diverses raisons et contrairement aux conventions de Genève, ne l'ont pas été par l'un ou l'autre camp.

Les délégués du CICR ont régulièrement visité jusqu'à présent six camps et six hôpitaux militaires. Ils se sont rendu compte qu'un certain nombre de prisonniers — et même de camps — leur ont été dissimulés. Les visites ont été interrompues le 10 octobre 1984 à la suite d'une émeute dans le camp de Gorgan qui avait fait six morts

parmi les prisonniers irakiens et cinquante-six blessés auxquels les délégués avaient été empêchés par la force de porter secours. L'interdiction des visites a duré jusqu'au 4 janvier 1986, mais une délégation du CICR est toujours restée en fonction à Téhéran.

En Irak, le CICR a pu visiter les prisonniers dans dix camps et trois hôpitaux. Il a dénombré, comme dans le cas de l'Iran, « des violations graves et répétées » du droit international humanitaire (le Monde du 12 mai 1983). On a la certitude à Genève que les délégués, pas plus qu'en Iran, n'ont eu accès à tous les prisonniers.

Enfin, le CICR a procédé, depuis le début des combats, à treize opérations de rapatriement de grands blessés et de malades graves, dont ont bénéficié 693 irakiens et 613 iraniens. L'article 118 de la troisième convention de Genève (1949) stipule que, immédiatement après la fin des hostilités, les prisonniers de guerre doivent être rapatriés. Le CICR s'est déclaré « disponible » pour superviser cette opération.

I. V.

La rivière des Arabes

(Suite de la première page.) Après la chute des Ottomans, l'Iran exige un nouveau tracé puis conclut, en 1937, un compromis avec l'Irak. Mais, en avril 1969, le chah Mohamed Reza dénonce ce traité et refuse que les navires iraniens soient dorénavant contraints sur la voie d'eau — en signe d'allégeance à Bagdad — de battre pavillon irakien et d'être pilotés par des irakiens. A l'époque, à bord de petites embarcations qui relient plusieurs fois par jour une rive à l'autre, les « passeurs » usent d'une

astuce pour être en règle avec les autorités des deux pays. Ils changent prestement de drapeau au milieu du fleuve...

En novembre 1971, l'Iran et l'Irak rompent leurs relations diplomatiques après l'occupation par l'armée du chah de trois îlots stratégiques dans le détroit d'Ormuz, Abou Moussa, Grand et Petite Tumb. Le 6 mars 1975, c'est la surprise. Un accord favorable à l'Iran est annoncé à Alger à l'issue et en marge du premier sommet de

l'OCPEP. Apparemment réconciliés, le chah d'Iran et le vice-président irakien — déjà homme fort du régime — M. Saddam Hussein se donnent l'accolade sous l'œil ravi du président Houari Boumedienne, qui en tirera quelque prestige. Selon l'article 2 de l'accord d'Alger, le tracé frontalier passe désormais à la limite du Chatt-Al-Arab — et non plus sur la rive iranienne du fleuve. Ce tracé, souligne l'accord, est « intangible, permanent et définitif ».

En échange de cette importante concession de Bagdad à l'Iran, qui n'en demandait pas tant — Téhéran se serait contenté dans l'immédiat d'une liberté d'usage, sans souveraineté, dans la partie orientale du fleuve, — le chah s'engage à cesser toute aide à la guérilla kurde du général Mustapha Barzani. Promesse tenue : le souverain iranien libéra les insurgés kurdes, victimes une fois de plus de la raison d'Etat. L'accord d'Alger confirme aussi les frontières terrestres — 1 200 kilomètres — fixées en 1914.

M. Saddam Hussein ne s'est jamais pardonné d'avoir dû, en position de faiblesse du fait de la rébellion kurde, brader la souveraineté de l'Irak sur le Chatt-Al-Arab, qu'il tient pour un droit historique. Il en fit une question d'orgueil personnel et national. Pour l'Irak, il est vrai, la garantie d'une liberté d'accès au Golfe suppose un contrôle permanent de son unique débouché maritime, le Chatt-Al-Arab, entre l'Ile de Fao et Bassorah, la légendaire cité de Sindhaf le Marin devenue le seul grand port du pays. L'Iran, pour qui le Chatt-Al-Arab est un fleuve frontalier, rétorque que son souci de sécurité n'est pas moins légitime, dans une région — le nord du Golfe — abritant ses terminaux pétroliers et ses raffineries.

« Droits inaliénables »

Le 17 septembre 1980, coup de théâtre. Après plusieurs mois d'une tension accrue entre les deux voisins, le président Saddam Hussein dénonce unilatéralement l'accord d'Alger. « Le Chatt-Al-Arab », déclare-t-il, doit être irakien et arabe, de nom et de fait. Cinq jours plus tard, c'est la guerre.



L'armée irakienne envahit le Khouzistan, occupe Khorramshahr et encercle Abadan. Le 24 septembre, Bagdad, en position de force, fixe comme conditions d'un cessez-le-feu la reconnaissance de ses « droits légitimes » sur le Chatt-Al-Arab et le retour à un « contrôle arabe » des îles du détroit d'Ormuz.

Le cessez-le-feu attendra huit ans. Mais la position de l'Irak est aujourd'hui inchangée. M. Saddam Hussein a tenu à le rappeler, le samedi 6 août, en même temps qu'il acceptait l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité. « Il est normal, a-t-il souligné, que nous jouissions des droits de navigation dans le Chatt-Al-Arab et le Golfe dès l'instauration du cessez-le-feu, conformément à nos droits inaliénables et aux lois internationales. »

Autrement dit, étant par définition « inaliénables », ce droit n'est pas négociable. En conséquence, l'Irak, qui s'est vu interdire la navigation dans le Golfe par l'Iran pendant huit ans ce qui l'a obligé à exporter son pétrole via l'Arabie

saoudite et la Turquie et à importer son matériel de guerre via le port jordanien d'Aqaba, — entend bien recouvrer son droit dès le 20 août. Pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, ses observateurs seront chargés d'une « mission navale » en patrouillant dans les secteurs névralgiques du Chatt-Al-Arab. Seul bémol dans la position de Bagdad : M. Saddam Hussein ne revendique plus explicitement la totalité du fleuve comme « irakien ».

A l'ONU, on se vent néanmoins optimiste. M. Gouling, proche collaborateur du secrétaire général, estimait, mardi, que « la question de la frontière internationale ne devrait pas poser de problème majeur, même dans le Chatt-Al-Arab » (le Monde du 11 août). En tout cas, treize ans après l'accord d'Alger, l'histoire se répète : l'Irak et l'Iran se disputent une nouvelle fois la « Rivière des Arabes », tandis que, au nord, les Kurdes redoutent déjà de faire les frais de la paix.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Recrudescence des activités militaires contre les Kurdes

La fin escomptée des hostilités entre l'Iran et l'Irak suscite des inquiétudes chez les organisations kurdes qui dans les deux pays revendiquent la reconnaissance de leurs droits nationaux. Non seulement les armées des deux pays sont désormais disponibles pour des missions de mise au pas de leurs provinces kurdes respectives, mais surtout la fin de l'état de guerre risque de priver de leur base arrière des organisations qui les trouvaient depuis le début de la guerre sur le territoire du pays ennemi. Les Kurdes d'Irak n'ont pas oublié que c'est la signature des accords d'Alger en mars 1975 qui a entraîné en quelques jours l'effondrement du principal de leurs mouvements, celui du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Mustapha Barzani.

La reprise de la guérilla consécutive à la dénonciation de ces accords et au début des hostilités a assuré, avec le soutien de l'Iran, aux deux principales organisations kurdes d'Irak, qui contestent le régime d'autonomie mis en place en 1974, le contrôle sur de vastes régions « libérées » : le PDK de Mesud Barzani, le fils du fondateur du parti est implanté dans le nord du Kurdistan d'Irak à la frontière turque, tandis

que l'Union des patriotes du Kurdistan de Jalal Talabani contrôle la partie sud du Kurdistan, à la frontière iranienne. Accusant ces organisations d'être la cinquième colonne des avancées iraniennes, Bagdad n'a pas hésité récemment à employer l'arme chimique contre ses propres citoyens kurdes.

Selon le PDK, les troupes irakiennes s'efforceraient depuis le 30 juillet de déloger les « combattants kurdes » des régions frontalières de la Turquie et de l'Iran avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 20 août. Plus de quatre cents kurdes auraient franchi la frontière irako-turque pour fuir des combats dont les échos sont entendus depuis huit jours par les villageois du côté turc de la frontière. Accusant l'Irak d'employer des armes chimiques, le PDK a demandé à l'ONU d'arrêter cette « extermination planifiée ».

En Iran, une vaste offensive gouvernementale aurait été repoussée lundi 8 août dans le nord-ouest du Kurdistan d'Iran selon un communiqué du Komala, branche armée scissionniste du parti communiste iranien, engagée dans la lutte armée depuis 1983. Dans une lettre adres-

sée à M. Perez de Cuellar, M. Abdul Rahman Qassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan irakien, qui lutte pour l'autonomie depuis 1979, a appelé le secrétaire général de l'ONU à la « vigilance pour que la guerre entre l'Iran et l'Irak ne s'achève pas au détriment du peuple kurde », soulignant que « tant que les revendications légitimes du peuple kurde ne seront pas satisfaites, l'ensemble de l'Iran et les frontières irano-irakiennes ne connaîtront pas la paix ».

A Ankara, le porte-parole des affaires étrangères a exprimé sa conviction que l'arrêt de la guerre du Golfe allait rendre plus difficile les actions terroristes dans le sud-est du pays : les autorités ont toujours mis le soutien logistique dont jouit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) parti d'un Etat kurde indépendant marxiste-léniniste, sur le compte de la poussée de la guerre du Golfe et de l'existence de « zones libérées kurdes » aux frontières irakiennes de la Turquie : l'aviation turque les a bombardés à plusieurs reprises durant la guerre avec la bénédiction de Bagdad.

MICHEL FARRÈRE.

Peur

La peur est un sentiment qui nous accompagne tout au long de notre existence. Elle est une réaction naturelle à une situation dangereuse ou inconnue. Elle nous aide à nous protéger et à prendre des décisions rapides. Cependant, elle peut aussi nous empêcher de réaliser nos rêves et de vivre pleinement. Il est important de reconnaître la peur et de l'affronter avec courage. La peur est une partie de nous, et elle nous rend plus humains. Elle nous rappelle que nous sommes fragiles et que nous avons besoin de l'aide des autres. Elle nous donne la force de résister et de vaincre. Elle est le moteur de notre évolution et de notre progrès. Elle est la lumière qui guide nos pas dans l'obscurité. Elle est la force qui nous permet de surmonter nos peurs et de devenir plus forts. Elle est la force qui nous permet de vivre pleinement et de réaliser nos rêves. Elle est la force qui nous permet de devenir plus humains et plus sensibles. Elle est la force qui nous permet de devenir plus courageux et plus déterminés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus libres et plus épanouis. Elle est la force qui nous permet de devenir plus heureux et plus satisfaits. Elle est la force qui nous permet de devenir plus amoureux et plus passionnés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus généreux et plus altruistes. Elle est la force qui nous permet de devenir plus sages et plus expérimentés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus résilients et plus adaptés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus créatifs et plus innovants. Elle est la force qui nous permet de devenir plus inspirés et plus motivés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus ambitieux et plus persévérants. Elle est la force qui nous permet de devenir plus courageux et plus déterminés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus libres et plus épanouis. Elle est la force qui nous permet de devenir plus heureux et plus satisfaits. Elle est la force qui nous permet de devenir plus amoureux et plus passionnés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus généreux et plus altruistes. Elle est la force qui nous permet de devenir plus sages et plus expérimentés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus résilients et plus adaptés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus créatifs et plus innovants. Elle est la force qui nous permet de devenir plus inspirés et plus motivés. Elle est la force qui nous permet de devenir plus ambitieux et plus persévérants.

Demain : la nuit du 4 août

Proche-Orient

Après la décision du roi Hussein sur la Cisjordanie

Les Jordaniens d'origine palestinienne sont inquiets pour leur propre avenir

AMMAN de notre envoyé spécial

« Une bonne chose mais un mauvais moment... » Chez les Palestiniens de Jordanie, cette réaction revient comme un leitmotiv et cache mal leur sentiment que la décision du roi Hussein de rompre tous les liens avec la Cisjordanie n'est pas en faveur des Palestiniens et de l'OLP.

« Ils sont encore sous le choc d'une rupture que beaucoup ont du mal à croire définitive et c'est l'inquiétude qui domine chez eux, tant pour leur propre avenir en Jordanie que pour celui des Palestiniens de l'intérieur... » Certes, affirme un responsable, qui veut garder l'anonymat, comme la majorité des Palestiniens rencontrés à Amman, c'est politiquement une bonne chose pour l'OLP, mais un fardeau supplémentaire pour les habitants de Cisjordanie et de Gaza, qui souffrent déjà depuis huit mois (...). C'est un coup dur porté à l'identité, qui va ajouter aux multiples problèmes qui affligent les Palestiniens dans les territoires occupés.

« C'est une occasion donnée à Israël d'accroître encore son emprise sur la Cisjordanie et Gaza », affirme un autre, qui ajoute : « Si, par cette décision, le roi veut tester la capacité de l'OLP, il sera perdu. Mais, en attendant, il nous laisse face à des charges de gestion que nous n'avons jamais pratiquées de notre vie... »

Rayant d'un geste fataliste la mention « député » sur sa carte de visite, un représentant de la Cisjordanie au Parlement jordanien, qui vient d'être dissous, dit pour sa part : « Si, dans les territoires occupés, la politique c'est l'OLP, la vie quotidienne c'est la Jordanie. Les écoles, les hôpitaux, l'agriculture, l'état-civil, c'était l'administration jordanienne. Comment pourrions-nous faire pour remplacer tout cela ?... » Si cette mesure se voulait positive, le divorce n'aurait été que politique, affirme un jeune Palestinien, mais, comme cela, il ne fait pas de doute que le roi veut faire pression sur l'OLP et freiner le soulèvement.

Le licenciement est moins de deux semaines de 21 000 fonctionnaires et employés des institutions jordanaises prive mensuellement la Cisjordanie et Gaza d'une rentrée de près de 5 millions de dollars. La présence administrative de la Jordanie permettrait aussi de distribuer par le ministère des territoires occupés, aujourd'hui supprimé, environ 80 millions de dollars d'aide provenant d'autres pays mais qui transitent par ce canal. Pour l'instant aucune mesure n'a été décidée en ce qui concerne les exportations de la Cisjordanie vers la Jordanie, qui représentent une somme d'environ 100 millions de dollars par an, soit 8 % du PNB dans les territoires occupés. Mais chacun voit une arme, à double tranchant d'ailleurs, qui restera entre les mains du roi Hussein.

La crainte de devoir choisir

Les Palestiniens de Jordanie, intimement liés à ceux de l'autre rive et soucieux de leur sort, ne sont pas rassurés non plus quant à leur propre avenir. Les assurances répétées données par le roi Hussein sur l'égalité de traitement de tous les Jordaniens au sein du royaume, quelle que soit leur origine, convainc d'autant moins la majorité des Palestiniens que les appels à l'unité sont comme une menace à leurs oreilles : « La rupture officielle entre les deux rives du Jourdain a donné aux Transjordaniens les plus hostiles à la présence palestinienne l'occasion d'exprimer plus librement leur ressentiment... » Il est des signes révélateurs, comme, déjà, les nombreuses histoires qui se veulent drôles et concernent dans certains cercles sur les Palestiniens. Le fait qu'on affirme tout à coup dans les milieux officiels jordaniens, bien que sans référence précise, que la communauté palestinienne représente moins de 40 % de la population jordanienne, ne contribue pas à rassurer cette communauté. Comme l'affirme une jeune femme : « Il faudrait choisir entre nous accusés de faire trop d'enfants [la Jordanie est le deuxième pays au monde après le Kenya pour le taux de croissance démographique, 3,9 % par an] et affirmer que nous sommes minoritaires... »

La principale question qui hante les esprits de la majorité des Palestiniens de Jordanie est celle qu'a posée clairement le roi Hussein du choix entre l'allégeance palestinienne ou l'allégeance jordanienne. Beaucoup se demandent déjà s'ils vont devoir répondre individuellement à la question : êtes-vous Palestinien ou Jordanien ? Voulez-vous un passeport jordanien ou un simple document de voyage ? Et dans ce cas, s'interrogent-ils, devons-nous partir ? Où pourrions-nous aller ? A cette question, il n'y a d'ailleurs pas de réponse type, tant la communauté palestinienne de Jordanie est diverse. La simple idée qu'ils pourraient être placés devant un choix en

Pour l'année prochaine, aucune aide arabe n'a été décidée, puisque le sommet arabe n'a pas renouvelé les engagements d'assistance financière qui avaient été pris pour dix ans en 1978 à Bagdad en faveur des pays de la confrontation, chaque pays recevant devant désormais négocier de façon bilatérale avec les éventuels donateurs. Or on remarque dans les milieux palestiniens que l'OLP pourrait faire valoir auprès de l'Arabie saoudite que la Jordanie s'étant déchargée des territoires occupés, l'aide n'est plus aussi nécessaire. Certains interprètent d'ailleurs le fait que le roi Hussein

ait décidé de maintenir le salaire d'environ deux mille employés des institutions religieuses comme un signe à destination de Ryad. Les dépôts des Palestiniens dans les banques jordanaises sont aussi un moyen d'action qui pèse car les réserves de la Banque centrale sont au plus bas et la Jordanie n'a en caisse que de quoi financer quelques semaines d'importations. Un économiste s'interroge sur le sort de la monnaie jordanienne, qui a toujours cours dans les territoires occupés. Il est de fait que les trois quarts de l'économie jordanienne sont aux mains de Palestiniens et, même si l'on peut penser que beaucoup, parmi les riches familles installées de longue date, ont fait leur choix en faveur de la Jordanie, il suffirait de bien peu de choses pour déstabiliser un système économique très fragile, puisque dépendant presque totalement des rentrées extérieures.

« En rompant ainsi unilatéralement les liens entre les deux rives du Jourdain, le roi Hussein, explique un bon connaisseur de la scène jordanienne, a ouvert la boîte de Pandore... » Avant-il véritablement beaucoup d'autres choix ?

FRANÇOISE CHIPAUX.



quelque sorte impossible provoque un immense malaise chez les Palestiniens, désignés ainsi plus ou moins publiquement comme des citoyens pas tout à fait comme les autres.

Les moyens de pression de l'OLP

Pour l'instant, l'attitude adoptée par les responsables palestiniens est la retenue : attendre, voir jusqu'où ira le roi Hussein et comment l'OLP retiendra le défi. Mais on n'en évoque pas moins de façon feutrée les possibilités de rétorsion de la centrale palestinienne, en particulier sur l'économie déjà malade de la Jordanie. Les transferts de trois cent cinquante mille expatriés, la plupart d'origine palestinienne, ont représenté environ 800 millions de dollars en 1987, soit 15 % à peu près du produit national brut jordanien. Cette source de revenus est devenue d'autant plus précieuse que l'aide arabe s'est raréfiée au fil des années et que, en 1987, seule l'Arabie saoudite a payé sa contribution prévue par le sommet de Bagdad pour les pays de la confrontation, soit 584 millions de dollars.

M. Mitterrand se rendra aux Etats-Unis fin septembre

Le président de la République se rendra à Washington pour une visite officielle de travail, le 29 septembre prochain, à l'invitation du président Ronald Reagan, a annoncé mercredi 10 août l'Elysée. M. Mitterrand sera accompagné de son épouse, précise le communiqué de la présidence de la République. De source informée à Paris, on indique également que M. Mitterrand devrait s'exprimer auparavant à la tribune de l'ONU, le 28 septembre, pour la deuxième fois depuis 1983. Il devrait également être fait docteur honoris causa de l'université de New-York, qui fêtera son centenaire.

De son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué à Washington que le but de cette visite est de discuter notamment d'« importantes questions concernant l'alliance atlantique ». Cette visite constitue « la continuation de la tradition d'étroites consultations entre les Etats-Unis et les dirigeants français », a ajouté M. Fitzwater.

Le secrétaire général de l'ONU présente un plan de paix pour le Sahara occidental

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, devait remettre, le jeudi 11 août à New-York, aux représentants du Maroc et du Front Polisario, un plan de paix pour le Sahara occidental qui devrait aboutir au règlement d'un conflit qui dure depuis douze ans. Ce plan prévoyait l'instauration d'un cessez-le-feu au Sahara occidental suivi de la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Pour assurer la crédibilité de ce référendum, les responsables de l'ONU ont prévu que les préparatifs de cette consultation dureront environ six mois.

Les forces et l'administration marocaines seraient gelées, et non pas retirées comme le demandait le Polisario, durant les opérations de référendum, qui seront conduites par l'ONU. Environ deux mille personnes seraient chargées de la bonne marche du référendum et, au besoin, du maintien de l'ordre pendant le déroulement de la consultation, dont la date reste à fixer. - (AFP.)

BENNETON
Gruver-Héraldique
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Fais-part de mariage
Chambrières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

Asie

JAPON : la visite du prince Sihanouk

Tokyo souhaite jouer un rôle dans le règlement du conflit cambodgien

TOKYO de notre correspondant

Longtemps en retrait sur les dossiers politiques, mêmes régionaux, le Japon sort progressivement de sa réserve, et la situation au Cambodge est perçue à Tokyo comme le terrain privilégié, et prioritaire, sur lequel doit s'exercer son influence diplomatique. La visite qu'effectuera actuellement le prince Sihanouk dans la capitale japonaise (le Monde du 9 août) est symptomatique de cette volonté nouvelle des Japonais d'assumer un rôle politique à la mesure de leur puissance économique dans la région.

Au cours des entretiens que le prince a eus avec le premier ministre, M. Takeshita, puis avec le ministre des affaires étrangères, M. Uno, Tokyo a confirmé le soutien entier qu'il apporte à l'ancien chef d'Etat khmer. M. Takeshita a notamment déclaré : « Seul le prince Sihanouk est capable de jouer un rôle central et majeur dans le processus de paix au Cambodge ». Le Japon a proposé de former des parades du prince (ingénieurs, instituteurs, médecins et spécialistes) pour la reconstruction du pays. Il a, d'autre part, accepté de participer à la conférence internationale de paix proposée par le prince, qui réunirait, outre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, le Japon, l'Inde et l'Australie, les six pays de l'ASEAN (1), le Laos, le Vietnam et les quatre parties cambodgiennes.

Cette conférence aurait pour mission de définir le rôle d'une commission internationale de contrôle chargée de surveiller le retrait des troupes vietnamiennes et des élections libres. Le prince a proposé au Japon de faire partie des six pays (deux non-alignés, deux du monde libre et deux socialistes) qui composeraient cette commission. Le Japon ne s'est cependant pas engagé sur cette autre initiative du prince Sihanouk. Selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, il pourrait jouer un rôle « non militaire » au sein de cette commission le jour où ses responsabilités seraient clairement définies.

Qualifiant d'« inhumain » le régime des Khmers rouges, M. Uno a déclaré que « leur retour au pouvoir devrait être évité ». « Ce qui ne signifie pas, devait préciser son porte-parole, qu'un nouveau gouvernement au Cambodge doit éliminer tous les éléments khmers rouges », laissant ainsi la porte ouverte au gouvernement de coalition quadripartite proposé par le prince Sihanouk. « Le retrait complet des troupes vietnamiennes est une condition indispensable à une solution politique. Mais, en même temps, il faut éviter un retour du régime inhumain des Khmers rouges », avait, pour sa part, déclaré M. Takeshita.

Au cours d'une conférence de presse, le prince Sihanouk a d'autre part évoqué la possibilité d'une alliance de ses troupes avec l'armée pro-vietnamienne de M. Hun Sen afin de contrer la force militaire des Khmers rouges, après le retrait des troupes vietnamiennes.

Ménager la Chine

M. Takeshita, qui doit se rendre à Pékin à la fin août, a précisé qu'il évoquerait la question des Khmers rouges lors de ses entretiens avec les dirigeants chinois. Conscients que c'est une question particulièrement sensible, les Japonais ne semblent pas vouloir exercer de pressions trop fortes sur Pékin, qui, à leurs yeux, a déjà accompli un premier pas, le 1^{er} juillet, en déclarant que les membres du nouveau gouvernement de coalition devraient être approuvés par chaque composante (admettant implicitement l'éviction de Pol Pot et de son groupe).

Pour le prince Sihanouk, les Japonais ont manifesté une « compréhension totale » de sa position. Cette visite a surtout été l'occasion pour le Japon de confirmer son attitude à l'égard du problème cambodgien. Depuis le sommet de l'ASEAN à Manille, en décembre dernier, puis au cours de ses deux visites en Europe et enfin au sommet de Toronto, le Japon a toujours évoqué cette question, se faisant implicitement l'avocat des sihanoukistes. En juillet, lors de la réunion à Bangkok des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, M. Uno avait annoncé que son pays était prêt à assumer un rôle politique dans la région et à concourir à un règlement pacifique du conflit cambodgien.

Pour la première fois, à l'occasion de la visite du prince Sihanouk, les Japonais ont donc pris une position anti-Pol Pot, alors que, jusqu'à pré-

sent, pour ménager la Chine, ils se contentaient de dénoncer les crimes du régime sans se prononcer sur l'avenir.

Pour les Japonais, le règlement du problème cambodgien comporte deux phases distinctes : le retrait des troupes vietnamiennes et l'autodétermination. A leurs yeux, tout dépendra des entretiens que doivent avoir en novembre M. Hun Sen et le prince. Ils craignent, partageant en cela les vues du prince, qu'à la faveur du retrait vietnamien les Khmers rouges ne reprennent le pouvoir, « justifiant » un éventuel et cette fois durable retour des troupes de Hanôï.

Le Japon entend donc user de son « influence morale et économique », selon l'expression d'un haut fonctionnaire, pour faire avancer une solution de compromis. Les Japonais, qui n'ont pas la même marge de manœuvre que les Etats-Unis ou la Chine (les aides de nature militaire leur étant interdites par la Constitution), mais qui se sentent plus libres que l'ASEAN, souhaitent prendre des « initiatives plus concrètes, mais encore à la phase d'étude » en faveur du Cambodge (le Japon apporte actuellement une aide alimentaire aux réfugiés cambodgiens qui se trouvent à la frontière thaïlandaise).

La position plus claire des Japonais à l'égard du Cambodge ne devrait pas, selon Tokyo, détériorer ses relations avec le Vietnam. Depuis l'intervention de ce dernier au Cambodge, le Japon a suspendu son aide économique à Hanôï. Dans une récente interview à l'agence Kyodo, le ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Co Trach, avait cependant fermement insisté les Japonais à ne pas se mêler du problème cambodgien.

PHILIPPE PONS.

(1) Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines et Brunei.

L'opposition armée au régime militaire ne cesse de s'étendre en Birmanie

(Suite de la première page.)

Il faut dire que des éléments inquiétants sont apparus ces dernières heures. Des informations ont fait état d'unités militaires dans plusieurs régions qui ont refusé d'ouvrir le feu sur des manifestants, ou de désertions de soldats. Des hauts fonctionnaires, habituellement peu communicatifs avec les étrangers, ont fait ouvertement état de leur honte face à une telle violence. Le patriarche bouddhiste, personnalité influente dans un pays où le bouddhisme est religion d'Etat, a lancé à la radio un appel au calme, demandant à la population d'« exprimer ses revendications dans le cadre de la loi ». Mais il a également pressé

le gouvernement d'« accéder autant que possible à ces revendications ». De nombreux bonzes participent aux manifestations.

Certes, l'armée paraît toujours disciplinée et aux ordres du régime. Mais certains diplomates en poste à Rangoun n'hésitent plus aujourd'hui à envisager un « coup d'Etat légal » par lequel le Parti du programme socialiste (parti unique) destituerait le général Sein Lwin, voire même un putsch militaire. Ce qui pourrait donner au régime militaire un certain répit face à des opposants de plus en plus déterminés, et de plus en plus nombreux.

P. de B.

Diplomatie

M. de Boisdeffre nommé représentant de la France auprès du Conseil de l'Europe

M. Pierre Nerand Le Monon de Boisdeffre, diplomate et écrivain, a été nommé représentant de la France auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg, avec rang d'ambassadeur, en remplacement de M. Jacques Huyghe des Etages, a annoncé, le mercredi 10 août, le ministère français des affaires étrangères.

[Né le 11 juillet 1926, M. de Boisdeffre a été notamment directeur de la Radiodiffusion française (1964-1968), conseiller culturel à Londres (1968-1971) puis à Bruxelles (1971-1977) et membre de la délégation française à la conférence générale de l'UNESCO en 1978. Il a également été ambassadeur de France à Montevideo de 1981 à 1984 et à Bogota (Colombie) de 1984 à aujourd'hui.]

Pékin et Séoul vont échanger des missions commerciales

TOKYO de notre correspondant

Les relations entre la Corée du Sud et la Chine vont connaître un nouveau développement : les deux pays viennent en effet de décider d'ouvrir dans leurs capitales respectives des bureaux de représentation commerciale. Ces deux organismes doivent entrer en activité avant l'ouverture des Jeux olympiques, le 17 septembre. La Chine a aussi annoncé sa participation à la Foire commerciale de Séoul qui aura lieu à la fin d'octobre.

Le commerce entre les deux pays s'opère jusqu'à présent de manière indirecte, via Hongkong. Il s'élève cette année à 1,5 ou 2 milliards de dollars, et il est déjà supérieur au

montant de celui de la Chine et de la Corée du Nord. L'ouverture de bureaux de représentation laisse présager un rapide accroissement des échanges directs. Déjà, Chinois et Sud-Coréens travaillent à un projet de compagnie maritime, sous forme de « joint-venture », dont les bateaux navigueraient sous le pavillon d'un pays tiers (les deux pays n'entretenant pas de relations diplomatiques). Deux compagnies maritimes de Hongkong (Vigour Line Shipping Enterprises et Fair Weather Shipping Co), appartenant en soumission à des intérêts chinois, assurent actuellement une bonne partie du transport entre la Corée et les ports de la Chine.

La Chine et la Corée envisagent en outre de commencer un échange de touristes après les JO. Ces échanges doivent débuter par l'envoi de vingt étudiants sud-coréens en Chine et de vingt autres en URSS. Des négociations pour l'obtention des visas dans le cadre de ces visites touristiques sont actuellement en cours.

Dans un développement plus intéressant encore, une délégation d'industriels sud-coréens de l'armement pourrait être invitée à une Foire de l'armement qui se tiendra à Pékin en novembre, vient d'annoncer le quotidien sud-coréen Chung Ang.

Ph. P.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE : à l'approche du vingtième anniversaire de l'intervention des forces soviétiques

La presse concentre ses attaques sur Alexandre Dubcek

A l'approche du vingtième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, la presse tchécoslovaque concentre ses attaques sur l'homme qui présida au « printemps de Prague ».

Alexandre Dubcek. Dans un article publié, le mercredi 10 août, le quotidien du PC, *Rude Pravo*, se montre particulièrement sévère à son égard, lui reprochant d'avoir « traité les principes du marxisme-léninisme » et « pris

clairement le parti des forces opportunistes de droite ». Antoine Spire, journaliste, qui s'est récemment rendu en Tchécoslovaquie, a pu rencontrer Alexandre Dubcek dans sa retraite de Bratislava.

TÉMOIGNAGE

Une visite au reclus de Bratislava

Le quartier résidentiel est silencieux et si on ne savait pas que la situation de la Tchécoslovaquie est économiquement catastrophique, surtout pour les citoyens ordinaires, on pourrait se croire à Caen ou à Valence.

Rien ne distingue la villa de Dubcek de ses voisins mais chacune de ces dachas est faite sans ostentation un luxe qui n'aurait rien de qualitatif de bourgeois. Lorsque nous avons sonné pour la première fois à la porte de Dubcek, une petite femme boulotte, blonde, vêtue d'un ensemble bleu roi, est apparue à la fenêtre. Anna Dubcek nous conseillait d'avancer plus loin sur la colline.

Alexandre était avec son chien, parti faire un petit tour avant la tombée de la nuit. Mon guide connaissait l'histoire traditionnelle des promesses de l'homme qui incarne le printemps de Prague. Et il m'entraîne dans une longue balade où nous fûmes amenés à passer le long des dachas des principaux dirigeants du parti slovaque. Husak ? Sa maison est à quelques centaines de mètres de celle de Dubcek et, à franchement parler, elle n'est pas très différente. Son architecture est peut-être un peu plus austère et imposante, mais sans doute le regard de l'observateur est difficilement objectif. Magnifiques serpens sur les boucles du Danube, qu'on trouve dans un café à la vue imprenable où Alexandre Dubcek aurait l'habitude de boire sa bière, avant de retourner, bredouilles, sonner une deuxième fois au portail du « grand homme ». Hélas ! toujours rien.

Il nous a fallu patienter encore une bonne demi-heure, évitant de se faire repérer par d'éventuels flics en civil, avant d'être enfin introduits sans le saint des saints. Compréhensif sans doute que nous ne nous léserions pas d'attendre, M^{me} Dubcek nous autorisa à traverser le jardin et à pénétrer dans une maison pour la moins étonnante. En montant l'escalier qui conduisait à la cuisine, nous avons le regard attiré par les bois de cerisier qui décoraient les murs et prouvaient que nous étions chez un chasseur émérite. Dubcek nous a même confié que Leonid Brejnev lui avait offert un fusil il y a maintenant vingt ans et qu'il l'avait toujours gardé, ne serait-ce que comme souvenir d'un pénible passé.

Mais c'est dans sa cuisine que j'ai découvert Alexandre Dubcek. Sur

une table de formica, devant lui, deux énormes transistors, antennes tendues vers le ciel, crachotaient le programme de Voice of America. On y diffusait la version tchèque de l'interview qu'il venait de donner à *Time* Life. Anna Dubcek continuait à s'affairer autour de sa vaisselle pendant qu'Alexandre, suspendu à la radio, nous intimait l'ordre de garder le silence. Il ne voulait pas perdre une miette de ce précieux entretien retransmis par la radio américaine. La joie de l'ancien secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque faisait plaisir à voir. Périodiquement, il appelait son épouse auprès de lui pour qu'elle cessât de tourner dans la cuisine et qu'elle prêtât toute son attention à cette interview.

Le col d'une chemise à rayures bleues et rouges grand ouvert, le pantalon sport bien serré, Dubcek donnait l'impression de porter allégrement ses soixante-sept ans. Une fois la retransmission terminée, on put commencer à discuter. Il refuse catégoriquement d'être enregistré au micro de Radio France pour ne pas donner l'impression au monde entier qu'il multiplie les interviews. « Plus un mot à l'extérieur avant deux ou trois mois, m'explique-t-il. Cela fait partie de ma tactique. Je ne veux pas me disperser. »

Admiration pour Gorbatchev

De la conversation qui suivit, je conserve l'impression d'une prudence calculée, d'une retenue très politique et d'une langue de bois qui n'avait pas grand-chose à envier à celle des officiels de son pays. C'est de Gorbatchev que nous avons d'abord parlé, Dubcek lui voue une admiration sans borne. Surtout inconditionnel. Si officiellement rien n'est dit pour rapprocher la « perestroïka » du printemps de Prague, l'ancien secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque sait que les deux mouvements vont dans le même sens, que la restructuration du système économique et la démocratisation de la société sont aujourd'hui à l'ordre du jour à Moscou comme elles l'étaient à Prague il y a vingt ans. Seulement Gorbatchev se heurte à de fortes résistances dans la société civile soviétique qui n'adhèrent pas il y a vingt ans en Tchécoslovaquie. Pourtant Dubcek croit

au succès de Gorbatchev, même s'il faut du temps pour « transformer l'essai ». Lui au moins peut être sûr qu'aucun chat étranger ne viendra interrompre le processus engagé.

Quant aux conditions dans lesquelles la « glasnost » et la « perestroïka » pourraient être diffusées dans l'Europe de l'Est, il faut certainement être patient, surtout en Tchécoslovaquie où la démocratisation s'est emparée de la majorité du peuple, qui ne croit plus à un changement possible et s'est dégoûté de la politique. Pour Dubcek, l'intervention du 21 août demeure une tragédie aux conséquences incalculables. On a brisé là un mouvement exceptionnel qui, d'un même pas, allait de l'avant pour donner au peuple de nouveaux droits et rectifier les erreurs passées, entorse aux traditions démocratiques tchèques.

Dubcek, qui parle russe aussi bien que tchèque ou slovaque, garde une affection très grande pour l'Union soviétique où il a vécu au Tadjikistan de 1925 à 1938. Mais, à ses yeux, le printemps de Prague a été dramatiquement incompris par les « camarades soviétiques ». Ce qu'il souhaite avant tout aujourd'hui, c'est qu'on rende justice au rôle qu'il a joué et qu'on le réintègre lui et ses camarades dans le Parti communiste tchécoslovaque avec tous les honneurs qui leur sont dus. Depuis avril 1987, il vit plus tranquillement et apparemment sans surveillance étroite. Il n'en a pas été de même auparavant, et jusqu'en 1982, il a travaillé dans sa profession d'origine, au département forestier de Bratislava. Il a surveillé des machines et retrouvé ce qu'était sa fonction sociale dans les premières années du socialisme tchèque.

Décalage

Resté dans la réserve pendant plus de vingt ans, il n'a voulu compromettre personne et sait que d'autres camarades ont subi des conditions de vie plus éprouvantes. Ses enfants ont pu achever leurs études universitaires, mais ont des difficultés à trouver du travail. Impossible de ne pas penser ici à Jiri Hajek, son ancien ministre des affaires étrangères, dont le fils lui a été contraint d'émigrer en Norvège pour pouvoir obtenir de suivre des cours à l'université. Aujourd'hui, en parfaite condition physique, Dubcek

peut qu'il peut encore servir le pays...

C'est paradoxalement le non-dit de cette rencontre qui est le plus intéressant. En quittant Alexandre Dubcek, j'ai confié mon étonnement à mon guide. Comment ne pas constater le décalage entre le mythe qu'incarne Alexandre Dubcek, dont le nom est pieusement évoqué par tous les Tchèques, et la réalité de ce dirigeant communiste tout de prudence, surtout préoccupé de ne choquer personne et d'adopter la meilleure tactique possible ? D'ailleurs, moi aussi je sais que le roi est nu. Mais la démocratisation du peuple tchèque est si profonde, l'individualisme si fort, le marxisme ancré dans la pratique quotidienne, qu'on peut se demander s'il faut briser ce mythe. En tout cas, on peut penser qu'il est difficile de servir un vin nouveau dans de vieilles outres.

Alexandre Dubcek s'emploie à ce que s'achève enfin la longue phase de torpéur qui a commencé avec son éviction en avril 1969. Bien malin qui peut dire quand et comment elle pourra prendre fin.

ANTOINE SPIRE

Des émissions relatant le voyage d'Antoine Spire en Tchécoslovaquie ont été diffusées par France-Culture (9 à 10-11 heures) les 10 et 11 août, et une dernière émission est prévue le 12 août. Collaboration, Blanche Masson ; réalisation, Anne Kobylak.

[Elle a la tête du Parti communiste tchécoslovaque le 5 janvier 1968, en remplacement d'Antonin Novotny, rien ne présageait Alexandre Dubcek, cet « anti-héros », à devenir le symbole du « printemps de Prague ». Né en novembre 1927 dans une petite ville de Slovaquie, entré au parti à dix-sept ans, il participe pendant la guerre à la résistance et continue tout naturellement à la fin des hostilités sa carrière d'apparatchik. Devenu en 1963 chef du Parti communiste slovaque, il s'oppose à Novotny, en raison principalement de l'état de sous-développement dans lequel est maintenu la Slovaquie. C'est de cette époque que datent ses relations avec ces intellectuels communistes « libéraux », comme l'économiste Ota Sik, qui donnent l'impulsion décisive au « printemps de Prague ». Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du pacte de Varsovie en août 1968, Dubcek, d'abord amoné en URSS avec les autres dirigeants tchécoslovaques, sera maintenu jusqu'en avril 1969 à la direction du parti avant d'être remplacé par Gustav Husak.]

BIBLIOGRAPHIE

Le cri d'une Roumaine exilée

Marie Mailat, poétesse roumaine originaire de Transylvanie, a trouvé refuge à Paris il y a deux ans. Après avoir publié deux livres, nouvelles et poésie, dans son pays - tout en exerçant le métier de chroniqueur littéraire, voici que son premier roman paraît en français grâce à l'excellent travail du traducteur Alain Paruit. Bien sûr, Paul Goma, Vigil Tanase, Oana Orles, d'autres encore avaient réussi à faire connaître au public vivant du bon côté de notre Vieux Continent l'immense tragédie qui frappe la Roumanie, enclavée au milieu d'une Europe de l'Est en pleine mutation. Pourtant, le récit de Marie Mailat s'impose aujourd'hui car, depuis les témoignages des auteurs que nous venons de citer, la situation en Roumanie se détériore chaque jour davantage.

La décès de Luca Marel, intellectuel charismatique et vaguement dissident, frappé sauvagement par les navires de la police secrète du président, permet à deux de ses amis, une femme, Magda Iova, et un homme, Emil Corman, de se rencontrer à l'hôpital où les veaux avaient achevé leur besogne. Marel avait eu le tort de rédiger un journal intime relatant la condition humaine faite à ses compatriotes, et d'informer les médias européens de l'imposture d'un « conducteur » qui détruit villages et trésors architecturaux pour bâtir à leur place la cité fantasmagorique du futur. Magda et Emil s'aiment, ils souhaitent avoir un enfant ; mais avant, ils doivent donner une tombe décente au martyr ! Malgré leurs efforts, son corps sera découpé sur le table

de dissection de l'hôpital. Peu après, Magda, prise en filature par la police, connaît le sort de Luca Marel. Elle mourra en silence, car il est défendu de pleurer, mais ce silence fait plus mal au lecteur que tous les cris des habitants du pays réuni.

Cette histoire, qui s'inspire d'un fait réel (1), se déroule à Târgu Muresh, une petite ville de Transylvanie où Hongrois et Roumains, juifs et Allemands se retrouvent tous piégés par un système inhumain. Petits bureaucrates et chômeurs, femmes du monde, femmes perdues, infirmiers, vendeuses, ouvriers n'ont que trois obsessions : se nourrir, se vêtir et, suprême utopie, fuir n'importe où, fuir la Roumanie et « l'effet Tchernobyl »...

Les messages politiques récurrents parfois de nuire à la qualité esthétique de certaines œuvres. Mais surgissent quelquefois, dans le vie d'une nation, des moments cruciaux où son essence même se trouve mise en question. C'est le cas aujourd'hui de la Roumanie. Alors, l'insupportable légèreté d'être et d'écrire, s'efface devant cet insupportable effort pour exister dont témoigne la passion de Marie Mailat.

EDGAR REICHMANN

* Marie Mailat, S'il est défendu de pleurer, roman traduit du roumain par Alain Paruit, éditions Robert Laffont, 200 p., 95 F.

(1) Au début des années 80, le journal intime d'un intellectuel, l'ingénieur Ursu, a été confié par la police secrète ; arrêté, libéré, il avait encore une fois disparu ; son corps fut rendu à la famille, par la police, horriblement mutilé.

TURQUIE

Reprise du procès des membres de l'organisation d'extrême gauche Dev Yol

Le procès des membres de l'organisation d'extrême gauche Dev Yol (Voie révolutionnaire), interdite en 1980 lors du coup d'Etat militaire de l'ex-général Evren, a repris mercredi 10 août à Ankara. Dev Yol est considérée comme l'une des principales organisations responsables du terrorisme qui sévissait à gauche comme à droite à la fin des années 70. Accusés d'avoir commis eux-mêmes des actes terroristes, une soixantaine des 723 inculpés sont toujours en prison. Les autres figurent au procès comme prévenus libérés ou vivants en exil. Une dizaine seraient morts en prison, certains

des suites de tortures subies sous l'état de siège.

Pour la première fois depuis le début de la procédure, il y a huit ans, la parole est à la défense. Lors de la dernière audience, en mai dernier, le procureur militaire du tribunal chargé de juger les personnes inculpées sous l'état de siège avait terminé la lecture de son réquisitoire, qui n'occupe pas moins de 10 000 pages. Il avait réclamé la peine de mort contre 74 des inculpés, des peines allant de cinq à quinze ans de prison pour une partie des autres, et demandé la relaxe pour environ 200. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD : la nouvelle vague de violences

La révolte d'Ardoyne la catholique

Un membre de l'Armée nationale de libération irlandaise a été tué, mercredi 10 août, lors de l'attaque d'un poste de contrôle de l'armée britannique dans le sud de l'Ulster. Ce nouvel incident survient alors que la presse britannique s'interroge sur la signification de la récente vague d'attentats déclenchée par l'IRA, qui a fait six morts et plusieurs dizaines de blessés depuis le 1^{er} août en Irlande du Nord et sur le continent. Elle masquerait, selon le *Times* de Londres, une sourde lutte entre les dirigeants républicains, dont une partie seraient convaincus de l'échec de la lutte armée. Prévue de longue date, la récente série d'attentats aurait été soigneusement préparée par l'aile dure de l'IRA pour montrer qu'il fallait encore compter avec elle. La dernière nuit de violences qu'a connue Belfast, le 9 août, prouve qu'elle dispose toujours d'un soutien dans les ghettos catholiques les plus pauvres, toujours prêts à aller « casser du brit ».

BELFAST de notre envoyé spécial

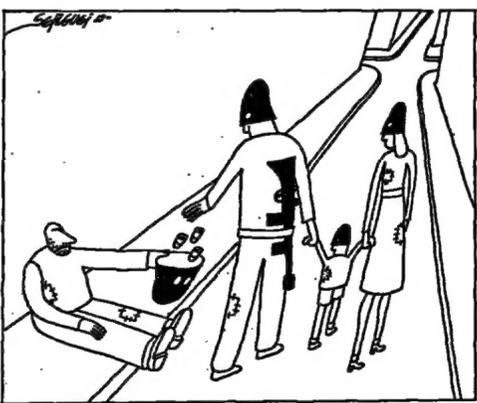
« Tant que l'Irlande ne sera pas libre, la seule attitude possible sera celle de la révolte. » Inscrit sur une échelle, Walfes (l'« Aboyeur ») donne un dernier coup de pioche à la nouvelle fresque murale qui « orne » le centre du quartier face à la permanence du Sinn Féin, le « mémorial » — une plaque de marbre scellée — rappelle les noms des personnes originaires du quartier tuées depuis le début des « troubles » à la fin des années 60 : presque une centaine de morts, membres de l'IRA avec leur grade, femmes, enfants.

Une vingtaine de familles franchissent tous les jours la porte grillagée du local du Sinn Féin pour se plaindre de l'état de leur logement, d'un retard de paiement des indemnités de chômage. Assis derrière un comptoir, le vieux Sam, le visage brûlé et placide, note consciencieusement sur un grand registre les réclamations. Derrière lui, punaisé sur le mur, un grand poster « IRA calls the shots » rappelle que les lieux ne sont pas qu'un bureau de bienfaisance. L'IRA veille invisible sur Ardoyne, mais se nourrit de la

d'hommes en arme, d'hélicoptères qui ne réveillent même plus les enfants, les feuilles au petit matin dans des maisonnettes abruptes de sommeil et de bière. Communauté butée, écorchée, soudée par « force », rabâchant de foyer en foyer les mots de Bobby Sands : « Ils ne peuvent mettre une corde autour du cou d'une idée. »

Sur le mur extérieur de la permanence du Sinn Féin, le « mémorial » — une plaque de marbre scellée — rappelle les noms des personnes originaires du quartier tuées depuis le début des « troubles » à la fin des années 60 : presque une centaine de morts, membres de l'IRA avec leur grade, femmes, enfants.

Une vingtaine de familles franchissent tous les jours la porte grillagée du local du Sinn Féin pour se plaindre de l'état de leur logement, d'un retard de paiement des indemnités de chômage. Assis derrière un comptoir, le vieux Sam, le visage brûlé et placide, note consciencieusement sur un grand registre les réclamations. Derrière lui, punaisé sur le mur, un grand poster « IRA calls the shots » rappelle que les lieux ne sont pas qu'un bureau de bienfaisance. L'IRA veille invisible sur Ardoyne, mais se nourrit de la



misère d'une population qui lui est tout acquise. Ce qu'exprime laconiquement un habitué du quartier : « Un chômeur de plus, et c'est l'IRA qui récupère une recrue... payée par la Couronne ! »

La machine infernale

A quelques minutes d'Ardoyne, New Lodge, autre enclave catholique de Belfast-Ouest, six mille habitants, 80 % de chômeurs. Les gosses accumulent au milieu d'un terrain vague des morceaux de vieux pneus, des planches, des traverses, tout ce qui pourra être brûlé pour la prochaine manifestation. A la permanence du Sinn Féin, une jeune femme vêtue d'un long manteau triste demande timidement de l'argent pour payer le passeport de son enfant qu'elle a décidé d'envoyer

aux Etats-Unis. Le père, membre présumé de l'IRA, purge une peine de prison. Son allocation de chômage lui a été momentanément coupée.

Jeanne fendus aux genoux, Rita et Digger, son mari, ont à peine vingt-cinq ans et deux enfants. Endered, le couple touche 65 livres par semaine de l'Office du chômage. Sans voiture, comme la plupart des habitants d'Ardoyne, ils descendent rarement en bus dans le centre-ville. Rita n'a jamais visité la Chaussée des Géants, à une heure de voiture de Belfast, où chaque Irlandais vient se ressourcer. Digger envisage d'aller travailler en Angleterre.

Pour rejoindre les deux foyers, Ardoyne tire les ficelles de la débouille. De nombreux voisins de Rita bricolent les compteurs électri-

ques. Pour faire face à cette hémorragie d'énergie, la compagnie du gaz a fait installer chez les mauvais payeurs des compteurs à gaz à lire dans laquelle il faut glisser quelques pence pour faire rouler la bouilloire du thé.

Caméra, judas, couloir d'accès grillagé, l'entrée du « Highfield », un des sept clubs d'Ardoyne, est sévèrement filtrée. Le pub à l'inconfort et le parfum de malaise des saloons. Au mur, encadré, le « Roll of Honour », le « martyrologe » de l'IRA. Près du bar, une affiche annonce une « grande fête de la Charité ». Jeux de fléchettes, billards et chopes de bière, mélodies des Beatles en sourdine détendent difficilement l'atmosphère. Un homme claudique sur une béquille. Seul le barman se concentre avec des gestes amoureux sur la préparation de la Guinness. Bridie et Maura sont assises dans la pénombre. Agée de trente-sept ans, Bridie se souvient du vieux Ardoyne des années 60, où plusieurs familles s'entassaient « à seize-dix-sept personnes » dans un deux-pièces cuisine. Une seule école dans le quartier, un unique bulletin de vote par logement. « Une catholique ne pouvait pas trouver de travail. Depuis que nous nous sommes soulevés, nous avons pris conscience que nous étions chez nous en Irlande. Nous avons conquis des droits... et des salles de bains. » Bridie ne voit pas de solution à l'engrenage de la violence, sauf « si les protestants abandonnent leurs prérogatives ». Le départ des « Brits » et la réunification de l'Irlande ? « Il y aurait tout d'abord un bain de sang, pendant un mois peut-être. Après, tout serait fini », ajoute cette mère rebelle.

Plus âgée, Maura, fille d'un émigré italien, a été chassée dans son enfance avec sa famille du quartier pauvre protestant de Shankill. La nuit, elle rêve qu'elle traverse Shan-

kill Road « le canon d'un fusil sur la tempe ». « Pour moi, explique-t-elle, les gens naissent sans religion. Ici, à Belfast, l'avenir d'un individu est décidé avant sa naissance... »

« Y a-t-il une vie avant la mort ? »

Vers 2 heures, la lumière brille encore chez Ding-Dong, un grand diable au cheveux ras, une croix gammée tatouée sur l'avant-bras. Un carton de boîtes de bière largement entamé est posé sur la moquette. D'origine protestante, Ding-Dong a en un ocle abattu par l'IRA. C'était un membre de l'UDA, la milice protestante loyaliste. Son père s'était marié avec une catholique : à sa mort, les loyalistes ont empêché la famille d'assister à l'enterrement. Ding-Dong a tellement souffert que, aujourd'hui, « il ne croit plus en rien ». Une seule certitude pour lui : marié à une catholique, il lui est impossible de se reloger dans un quartier protestant. Ardoyne ne lui fait pas sentir sa « différence ».

Snoyer, lui, a eu un oncle tué par les loyalistes. Postier de nuit, il travaille dans une administration où la plupart des employés sont catholiques parce que les salaires y sont « très bas ». Snoyer fait la distinction entre les protestants ultras, « membres des milices, qui n'hésitent pas à tuer, recrutés, hélas ! dans les quartiers pauvres », les protestants, qui participent aux « marches » par esprit de tradition, enfin les protestants « ordinaires » qui « acceptent sa compagnie ».

Patricia, la femme de Snoyer, qui n'a pas bronché jusque-là, recroqueville dans sa robe noire, explose soudain. Bien que « profondément nationaliste », cette fiancée macabre l'écoeure : « Y a-t-il une vie avant la mort à Belfast ? »

RÉGIS GUYOTAT

ôle nbodgien

Vertical text on the left margin, partially obscured and illegible.

● AU FIL DES LECTURES PHILOSOPHIQUES

Les leçons de Sénèque

« A quel bon d'innombrables livres, à quel bon des bibliothèques, si leur propriétaire peut à peine, en toute une vie, lire la totalité des titres ? (...) Il est nettement préférable de s'intéresser à un nombre limité d'écrivains que de se perdre à en lire beaucoup. » C'est le genre de propos que tient Sénèque à Sérénius, dans De la tranquillité de l'âme. Cette lettre ouverte d'un grand seigneur philosophe à un disciple riche, converti au stoïcisme mais encore tourmenté, fait partie de ces classiques qu'on finit par ne plus lire tant ils sont célèbres. Quand Sénèque parle de « philosophie », le terme ne désigne pas les constructions conceptuelles systématiques auxquelles les temps modernes nous ont habitués. Il renvoie plutôt à des recettes pratiques, des exercices quotidiens sur soi — toute une thérapie des passions reconstruite d'heure en heure.

Un essai de Paul Veyne rend ses arêtes vives à la silhouette du sage, et à son idéal de guérison définitive de l'âme. L'historien-philosophe souligne également leurs limites, voire leurs échecs. Cette mise en perspective redonne au texte un relief, et peut-être, paradoxalement, une forme d'actualité. Car chacun sent que des désirs de sagesse travaillent nos paysages postindustriels. Mais pouvons-nous endosser des toges, et demander simplement à la philosophie de nous consoler ? Ou bien faudrait-il réinventer la sagesse ?

Les matériaux publiés par la « Petite bibliothèque Rivages » fourniront sans doute, à leur manière, les éléments d'une réponse dispersée. Soberement élégante, cette nouvelle collection de poche, dirigée par Lidia Braida, regroupera des textes philosophiques centrés sur l'art de vivre. Vanus d'époques et d'horizons culturels différents, ils ont en commun de jeter des ponts entre éthique et esthétique. En même temps que Sénèque, on peut lire un volume d'essais du philosophe allemand Georg Simmel (1858-1918), intitulé La Tragédie de la culture, précédé d'un texte de Vladimir Jankélévitch sur Simmel, paru en 1925 (264 p., 49 F.). D'autres titres sont annoncés pour la rentrée.

★ DE LA TRANQUILLITÉ DE L'ÂME, de Sénèque. Traduit du latin par Colette Lazzar, et précédé d'un essai de Paul Veyne. Ed. Rivages, « Petite bibliothèque Rivages », 156 p., 32 F.

La bibliothèque de Descartes

L'ÉTÉ 1645, Descartes commentait Sénèque. Sa conception des passions est tout autre que celle du stoïcien. Dernier texte publié en français de son vivant (le livre sort en 1649, Descartes meurt en février 1650), les Passions de l'âme constituant une œuvre plus fameuse que vraiment fréquentée. En l'édition dans la collection « Tel », les éditions Gallimard ont eu la bonne idée d'y joindre une ample et fine étude de Jean-Maurice Monnoyer, qui dégage les fondements de la « pathétique » cartésienne (la science des passions et de leur bon usage). Avec une précision remarquable, l'auteur éclaircit le rôle capital du savoir anatomique dans la pensée de Descartes.

On ne devrait pas oublier que, lorsque Sorbière demande au philosophe, en 1645, quels livres de physique il estime le plus, celui-ci le conduit dans une armoire-ouïe et lui montre un vase en cours de dissection. « Voilà ma bibliothèque », dit-il. Sans doute a-t-on eu tort de privilégier trop souvent la seule métaphysique de Descartes au détriment de sa médecine et de sa mécanique.

Elles seules, en effet, permettant de comprendre comment il est possible d'orienter à notre profit l'union de l'âme et du corps, et de devenir « son propre médecin » en réglant l'usage de nos passions. Pour le détail des analyses — notamment celles de l'admiration, de la générosité ou de la distinction entre « estime de soi » et « amour propre », — on ne peut que renvoyer à l'étude de Jean-Maurice Monnoyer, qui, par sa taille comme par sa richesse, constitue à elle seule un livre.

★ LES PASSIONS DE L'ÂME, de Descartes, précédé de LA PATHÉTIQUE CARTÉSIENNE, par Jean-Maurice Monnoyer. Gallimard, coll. « Tel », 290 p., 53 F.

Louis Meyer, l'ami de Spinoza

La connaissance de Spinoza s'est considérablement accrue ces dernières années. On aperçoit mieux son cheminement intellectuel, les influences qu'il a subies ou renoutrées, l'environnement culturel dans lequel sa pensée s'est peu à peu construite. Rien de Spinoza n'est étranger à Pierre-François Moreau, responsable, avec Jacqueline Lagnès, du Groupe de recherches spinozistes du CNRS. Il a fait le point des dernières découvertes dans un numéro de la revue Les Études philosophiques consacré à Spinoza (oct.-nov. 1987, PUF, 200 p.). Et récemment, en traduisant, avec Jacqueline Lagnès, pour la première fois en français l'ouvrage de Louis Meyer, la Philosophie interprétée de l'Écriture sainte.

Louis Meyer fut un de proches de Spinoza durant plus de vingt ans. On connaît les lettres que le philosophe lui a adressées. On connaît moins les écrits de ce médecin, poète et homme de théâtre, qui se lançait avec fougue dans les débats de son temps. Rédigée dans le même volume que le Traité théologico-politique de Spinoza, en 1673 et 1674, la Philosophie interprétée de l'Écriture sainte fut condamnée, en même temps que le Traité de Spinoza, en 1674. Le thème de cet ouvrage est aussi simple que provocatoire : la raison seule est une norme suffisante d'interprétation des Écritures. Une fois leurs prétendus mystères élucidés de la sorte, les diverses églises chrétiennes, réconciliées, pourront unir leurs efforts pour la conversion des infidèles... Indispensable à une bonne intelligence d'une large part de l'œuvre de Spinoza, le texte contribue également à mieux faire connaître les débats opposés, à l'âge classique, tenants et adversaires de la raison.

Il faut également signaler la réimpression du grand ouvrage d'Alexandre Matheron, Individu et communauté chez Spinoza, publié en 1969 et devenu depuis un classique des études spinozistes (Éditions de Minuit, coll. « La sens commun », 652 p., 195 F.). Il convient enfin de mentionner un essai très original et vif de Jean-Claude Fiquet, professeur à l'université de Louvain. Il prend son point de départ dans un aspect peu connu de la vie de Spinoza : son activité de peintre, et son hésitation probable à en faire métier. Ce trait singulier sert de prétexte à une lecture inattendue, mais fort suggestive, de l'Éthique à la lumière de l'expérience esthétique.

★ LA PHILOSOPHIE INTERPRÉTÉE DE L'ÉCRITURE SAINTES, de Louis Meyer. Traduction du latin, notes et présentations par Jacqueline Lagnès et Pierre-François Moreau. Ed. Inter-textes, coll. « Horizons », 268 p., 149 F.

★ LE DIEU DE SPINOZA, de Jean-Claude Fiquet. Ed. Labor et Fides (1, rue Beauregard, 1204 Genève), 134 p., 82 F.

ROGER-POL DROIT.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



L'artisan du mot

Serge Koster retrace l'itinéraire de ce disciple de Malherbe et de Rimbaud qui a révolutionné la poésie française.

DANS l'ordre de la littérature, il y a quelques-uns à avoir inventé et révolutionnés ce siècle. En compagnie de Paulhan, de Michaux, de Leiris ou de Blanchot, Francis Ponge est de ceux-là. Mort le samedi 6 août, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans (voir le Monde du 9 août), Francis Ponge a été inhumé mercredi à Nîmes. Son œuvre a longuement et secrètement cheminé dans le terrain de nos lettres, qu'elle a travaillé en profondeur, avant d'émerger et d'être reconnue dans sa splendeur, qui est de célébrer le mot et le monde.

L'étrange est que la radicale rupture à partir de quel s'élabore le texte poétique aille de pair avec l'inscription dans une lignée identifiable et revendiquée par l'homme. Né à Montpellier en 1899, Ponge appartenait à une famille protestante enracinée dans le Midi modelé par les Romains. Son héritage est fait de lieux et des livres de cette région et de cette culture. La lecture de Lucrèce, d'Horace et de Tacite, la concision des formules latines sur les styles, la rigueur morale : autant de traits qui se trouvent gravés dans son style.

Sur ce matériau sensible et mental se greffe une seconde série d'impressions : il a dix ans lorsque son père, directeur d'une agence bancaire, est nommé à Caen ; la ville natale de Malherbe, le père du classicisme français, l'apôtre de la pureté de la langue, est adoptée par l'enfant comme un second berceau original. Ce transport et cette trajectoire insistent l'œuvre de Francis Ponge à travers une histoire qui, faisant l'impasse sur les romantiques, rebte et nous sert les épigrammes antiques, Malherbe, La Fontaine, Baudelaire, Lautréamont et Mallarmé. L'admirable Pour un Malherbe orchestre et condense cet idéal existentiel : « Vibration de la corde tendue. Ministre du verbe. Raison et résor. »

De tels maîtres, une telle formation, engagent une attitude globale de refus en face d'un usage dégradé de la société et de la langue française. Elle est aussi la conséquence visible d'une découverte mûrie durant l'adolescence : « Mon père avait, dans sa bibliothèque, le Littré, qui a eu une si grande importance pour moi, où j'ai trouvé un autre monde, celui des vocabulaires, des mots, mots français bien sûr, un monde aussi réel pour moi, aussi faisant partie du monde extérieur, du monde sensible, aussi physique pour moi que la nature. La plume », déclare-t-il dans un de ses entretiens radiophoniques avec Philippe Sollers en 1967, et il ajoute : « C'est-à-dire que, me plongeant dans (...) le dictionnaire Littré, parce que ce dictionnaire comporte de longs développements sur l'histoire des mots, la sémantique, et aussi sur l'étymologie (...), on verra que je n'ai jamais cherché qu'à redonner à la langue française cette densité, cette matérialité, cette épaisseur (...) qui lui vient de ses origines les plus anciennes. » Ces expériences et ces exigences sont mal compatibles avec les impératifs prosaïques de l'avenir.

Une incessante conquête

Retraité après coup, ce programme ambitieux se vérifie dans ce qui ne convient pas et apparaît inconvénient d'appeler une carrière d'homme de lettres. Après les confidentiels Douze petits écrits parus en 1926 à la NRF, il faut attendre 1942 pour que soit livré au public son plus célèbre ouvrage, Le Parti pris des choses (1). Ce n'est pas qu'il ait jamais renoncé à écrire, mais cette production est une incessante conquête.

Conquête sur l'existence quotidienne : marié en 1931, il travaille dans cette « sorte de baigne » que sont à ses yeux les Messageries Hachette, d'où il sera licencié en 1937 pour ses activités militantes (à la CGT, puis au PC) ; tâches harassantes qui, de son aveu, ne lui laissent que vingt minutes chaque soir pour écrire. De là cette brièveté des textes ; comme si, non seulement l'objet, selon la formule reprise de Braque, mais la durée même lui imposaient une rhétorique.

Conquête sur la parole d'autrui, sur la parole sociale qui parle en chaque individu aliéné : « C'est alors qu'enseigner l'art de résister aux paroles devient utile, l'art de ne dire que ce que l'on veut dire, l'art de la violence et de la soumission. Somme toute fonder une rhétorique, ou plutôt apprendre à chacun l'art de fonder sa propre rhétorique, est une œuvre de salut public », écrit-il dans les années 30 dans un des Proèmes, alors qu'il s'est rapproché



« J'ai trouvé un autre monde, celui des vocabulaires, des mots, aussi réel pour moi, aussi physique pour moi que la nature, la physique. »

des surréalistes sans adhérer à leur mouvement.

Précisément, les « proèmes » indiquent le troisième front du combat : l'ébranlement des genres, la fusion de la prose et du poème. De cette espèce de drame obscur et ardent que vit Ponge, il y a quelques témoins prestigieux : Jean Paulhan, Jacques Rivière, Bernard Groethuyzen, puis Maurice Blanchot, Albert Camus et surtout Sartre, qui salue d'une magnifique étude la considérable nouveauté du Parti pris des choses ; cet article, paru en décembre 1944, figure dans Situations I.

Un drame de la jubilation

Drame, ai-je dit : le terme pourrait égarer. Il s'agit d'un drame de la jubilation : « L'on devrait pouvoir à tous poèmes donner ce titre : Raison de vivre heureux. » Car ce bonheur textuel est un bonheur ontologique de la présence au monde. A cette époque, journaliste actif de la Résistance, Ponge s'ancre (« encre ») simultanément dans l'histoire, la matière et le mot. Ce que marque le recueil fondateur de 1942, c'est une perspective matérialiste, en

rupture avec l'anthropomorphisme qui est la règle en littérature depuis des siècles.

Fin le point de vue sentimental et philosophique de l'homme au centre de la création ! Chaque objet est appréhendé, « compte tenu des choses », selon les exigences à la fois physiques et morales que suggère son mode d'être. C'est l'objet qui suscite l'expression, laquelle en retour s'approfondit de ses strates sémantiques pour corner et épurer, si possible, l'objet. Ainsi l'étude de l'Orange est-elle « menée aussi royalement que possible », et poussée à l'« expression » de sa saveur. L'échange libidinal entre le texte et la chose est extraordinairement rendu par le début des Mûres : « Aux buissons typographiques constitués par le poème sur une route qui ne mène hors des choses ni à l'esprit, certains fruits sont formés d'une agglomération de sphères qu'une goutte d'encre remplit. »

Cette mise en abîme, que Ponge nomme l'objet, intègre à la fois les connaissances scientifiques de l'époque et les qualités d'humour et de tendresse d'un regard attentif. De surcroît, à partir de 1944, Ponge se lie d'amitié avec des peintres et des sculpteurs, tels Braque, Picasso, Fautrier, Giacometti, Dubuffet, en

Un homme ombragé

FRANCIS PONGE était un être d'accueil et de retrait.

Que ce fût dans son logis du quartier Moutferrat à Paris ou dans son plus provincial, entre la mer et les gorges du Loup, il vous ouvrirait volontiers sa porte, mais avec un mouvement de sympathie jalouse qui visait à éclairer son travail tout en préservant la sphère intime. Il entretenait des relations intermittentes, où alternaient les phases de compréhension chaleureuse et de distances silencieuses.

Les origines huguenotes, voire cathares, les épreuves laborieuses, le parcours trop longtemps souterrain d'une création tout louée par quelques-uns et tard reconnue par le public, expliquent peut-être le contraste des témoignages le concernant. Avec son aîné Jean Paulhan, le maître de l'éloge critique, ce fut une durable union, où n'ont manqué ni la rupture ni la réconciliation.

Ses contemporains sont très divisés. D'un côté les propos très crus que tient Georges Heinein dans ses lettres de 1948 à Henri Calet, lorsqu'il évoque « la compagnie harassante de M. Ponge ». De l'autre les témoignages favorables, tel celui de Georges Limbour, qui fut son voisin et celui de René Char, qui, pour le défendre des attaques de Jean Wahl dans les Temps modernes (octobre 1958), parle

du « printanier et merveilleux Ponge ».

Les rapports avec ceux de notre génération traduisent un même tumulte. Au soutien enthousiaste et militant que le groupe Tel quel apporte à Ponge succède une broulée retentissante. Alors qu'en 1983, Philippe Sollers conclut son étude sur lui par la formule : « Cet homme est maître », voici que contre tout le groupe, et en particulier Marcelin Pleynet, Ponge se déchaine en 1974, à la suite des textes tronqués, par un libelle intitulé Mais pour qui donc se prennent maintenant ces gens-là ? A telle enseigne que Pleynet, qui lui avait dédié son Lautréamont par lui-même, réécrit le livre en annulant la dédicace.

Bon, ce sont de petites histoires. Je préfère relire la lettre qu'il m'adressait le 26 septembre 1978 : il y procure une clé de ses conduites. S'excusant de « cette sorte d'écartement, non seulement géographique » dans lequel il vivait, il m'écrivait ensuite : « Il s'agit chez moi d'une sorte de réflexe ; j'ai tendance, instinctive, à décevoir ceux qui me paraissent compter un peu trop sur moi, m'accorder trop d'importance, devenir en quelque sorte mes dupes, m'obliger à jouer le rôle ou le personnage de l'ami privilégié. »

S. K.

même temps qu'il se passionne pour les auteurs de natures mortes, comme Chardin ou Cézanne : leurs œuvres, voire leurs personnes, sont autant d'« objets » qui entrent dans son champ d'écriture. L'Atelier contemporain répara en 1977 l'essentiel de ce domaine (1).

Un avertisseur cheminement

Devenu directeur de la page littéraire de l'hebdomadaire communiste Action peu après la Libération, Francis Ponge quitte le PC en 1947 (avant d'évoluer vers le gaullisme) et va connaître des difficultés pécuniaires, gagnant sa vie par diverses tâches d'enseignement. Ascès artistique, ascèse sociale, ascèse éthique. L'accès à la notoriété se fera à la faveur d'un avertisseur cheminement. Y contribuent les tenants du nouveau roman, séduits par le « regard objectif », les membres de l'équipe Tel quel, sensibles à l'union révolutionnaire de la pratique et de la théorie et qui, en 1960, inaugurent leur revue avec la Figure. Après Proèmes (1948) et la Rage de l'expression (1952) (1), cette œuvre majeure se développe notamment avec les trois volumes du Grand Recueil (Lyes, Méthodes, Pièces, 1961) (1), l'ensemble monumental de Tome premier (1965) (1), Nouveau recueil et le Savon (1967) (1).

A l'étranger (aux États-Unis particulièrement), l'œuvre pongeienne bénéficie d'un rayonnement qu'attestent les récompenses et les traductions (comme celle, en allemand, que réalise en 1981 Peter Handke) ; la France suit avec, en 1981, le Grand Prix national de poésie.

La poétique de Ponge possède une propriété singulière qui, en germe très tôt, se déploie dans la dernière phase du parcours : elle consiste, pour l'artisan du mot, à ouvrir son atelier et exhiber ses outils, ses brouillons, ses efforts, la suite des travaux et des jours qui aboutit à l'ouvrage. Du coup, se trouve mis à bas le mythe de l'inspiration et communiqués l'acharnement et l'avidité d'écrire. Cette œuvre de désir et de célébration, qui nous unit « au corps des lettres », selon la formule de Marcel Spada, devient ainsi un véritable « Work in progress », où ne se dissocient plus la réflexion critique et l'itinéraire créateur. Les admirables variations de Pour un Malherbe (1965), le somptueux objet esthétique qu'est La Fabrique du pré (1971) et Comment une figure de paroles et pourquoi (1977) (2) font du livre une totalité en devenir, un univers en expansion.

SERGE KOSTER.

— Serge Koster a publié en 1983 un essai sur Francis Ponge (Ed. H. Veyrier.)

(1) Gallimard. (2) Flammarion.

Ray Carv sa dernière

par Jean Vautrin

R

AVANT DE COMMENCER

Le

le

le

le

le

le

LA VIE LITTÉRAIRE

Ray Carver a fumé sa dernière cigarette

Après la mort du nouvelliste et poète américain Raymond Carver le mardi 2 août, des suites d'un cancer des poumons (Le Monde du 6 août 1988), le romancier Jean Vautrin, qui était son ami, évoque la figure de ce géant discret, l'un des très grands écrivains de sa génération.

par Jean Vautrin

RAY CARVER, mon ami de cœur et de bonne intelligence, ne regarde plus les hommes. Pour cause de calamine, il a laissé son blouson de cuir sur une chaise et il est entré sans frapper au paradis des gloires. Le barman lui a dit qu'il était attendu dans le coin fumeurs. Que sa place était retenue au milieu de ceux qu'il admirait le plus : Hemingway, Monsieur Faulkner et Guy de Maupassant. Des types comme lui, qui n'en finissent pas d'être immortels.



Ray Carver avait mis son talent et ses obsessions au service d'un monde sans passé et sans avenir, d'une classe sociale sans mémoire, celle des petites gens agités par les tracasseries du moment, les drames de la vie conjugale, du chômage et de l'alcoolisme.

Ray Carver vivait et respirait à Syracuse, New-York, U.S.A. Après cent boulots précaires et dix-huit tentatives pour devenir un saint, il avait vécu dans les trois États de la côte Pacifique et enseignait à l'université l'art d'écrire. Bien qu'il fût de quelques années leur cadet, il était de la génération des Barthelme, Coover, Brautigan et Psycho, mais il n'a commencé à être lu que lorsqu'ils avaient déjà pleinement donné leur mesure.

Avant de le rencontrer j'avais lu quelque part qu'il habitait une vaste maison à deux étages, au bord d'une rue calme. Qu'une Mercedes trônait dans le passage et qu'au bout de la pelouse une vieille VW terminait une existence paisible. Bon, j'avais lu cela. Et quelques interviews parues dans The Paris Review, auxquelles s'ajoutaient de rares photos en noir et blanc. Sur ces clichés, l'auteur de Parles-moi d'amour et des Vitamines du bonheur (1) ressemblait à un bon démon quotidien, un peu mélancolique. La lumière grisée, le flou s'acharnaient à confirmer son mystère. Et c'était bien ainsi. Souvent les éléments biographiques incomplets conspiraient pour donner une atmosphère.

Dans la vie courante Ray Carver était un grand type qui s'habillait avec des chemises à carreaux et des jeans. Pour quelque chose de sa taille, il était un géant, avec la voix la plus confidentielle que vous ayez pu imaginer. Elle rejoignait sa chanson intérieure, celle d'un gigantesque écrivain qui se dévouait à la cause des naiss. Car une fois pour toutes

Les 75 ans de Paul Ricoeur

PARMI les grands philosophes contemporains, aucun sans doute n'a cette forme d'attention ouverte à la diversité des savoirs, cette attitude faite de rigueur et de respect en éveil qui caractérisent Paul Ricoeur. Homme de réflexion et de foi, philosophe ne répugnant pas aux textes de circonstance ni aux engagements politiques, c'est hors des modes et des écoles qu'il a suivi son chemin de pensée, dans une double fidélité à l'héritage de la phénoménologie husserlienne et à la philosophie de l'existence inspirée de Gabriel Marcel, Emmanuel, Mounier et Karl Jaspers.

Centré sur l'herméneutique, sa réflexion croise des domaines aussi divers que l'expérience religieuse, les théories linguistiques, la psychanalyse, l'exégèse biblique, la fiction littéraire. Grand lecteur, il a su, avant beaucoup, reconnaître l'importance de la philosophie analytique avec laquelle il est entré en dialogue. Ce ne sont là que quelques facettes d'une œuvre majeure. Le numéro dou-

ble de la revue Esprit, où Ricoeur a publié tant de ses articles, permet de mieux les saisir et d'en apercevoir d'autres encore. Cet important dossier, qui rassemble la majeure partie des travaux menés au cours des journées de juin 1987, est complété par deux textes du philosophe, le Scandale du mal et l'Identité narrative. (Esprit juillet-août 1988, 328 p., 89 F.).

Il faut également signaler que cette année où le philosophe a soixante-quinze ans a été marquée par une décade au Centre de Cerisy-la-Salle, sous la direction de Jean Gracq et Richard Kearney, et par la rédaction du grand triptyque consacré à la Philosophie de la Volonté. Le premier tome, le Volontaire et l'Involontaire, paru en 1950, est réimprimé sous ce titre, tandis que l'Homme faible et Symbolique du Mal sont regroupés en un volume intitulé Finitude et culpabilité (Ed. Aubier, coll. « Philosophie de l'esprit », respectivement 466 p., 135 F. et 494 p., 140 F.).

Que le grand Cros

me croque

Il y a autour de Charles Cros comme un malentendu. On garde de lui le souvenir d'un poète fantaisiste et trépidant, « sac-sac-sac » à l'image de son héron saur. Ce n'est pourtant pas l'esprit d'invention qui lui fit défaut. Celui qu'André Breton présentait comme « un inventeur perpétuel » aurait plutôt péché par excès de créativité. Non seulement en matière de science — il eut l'idée du phonographe, fit des recherches sur la photographie en couleur, pressentit le télegraphe — mais aussi dans le domaine littéraire, où d'inattendus rebondissements verbaux viennent au service d'un humour corroïé et vertigineux, aux confins de l'absurde.

Le centenaire de sa mort (il a disparu le 9 août 1898) devrait donner l'occasion de réhabiliter ce marginal « à carie zutique » de Rimbaud, du clan des Villiers Bonhommes et des Hydropathes. Breton percuta son incongruité explosive et le mentionna dans son Anthologie de l'humour noir : « Au centre de quelques-uns des poèmes de Cros, un revolver est braqué ». Le grand Cros semblait prêt à tout pour « mettre en fureur les gens — graves, graves, graves ».

MARION VAN REUTERGHEN. * L'HOMME AUX PIEDS RETOURNÉS, de Charles Cros. Éditions La bougie du sapeur (52, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris), 173 p., 95 F. * CHARLES CROS, INVENTEUR ET POÈTE, ouvrage collectif. Éditions Atelier du gué (Villelongue-d'Aude, 11300 Limoux), 159 p., 50 F.

Double visage

pour la NRF

Pour l'été, la Nouvelle Revue française se gorge traditionnellement en un fort numéro double. Celui de cette année, Jacques Réda l'a composé assez riche et divers pour qu'il puisse constituer une « lecture d'été » qui en vaut beaucoup d'autres.

Deux noms, deux visages, ouvrent le cahier : Thomas Bernhard (traduit de l'allemand par Gilberte Lambert) tient son rôle nocturne d'orateur préposé au nihilisme ; comme crispé par un rictus de désastreuse, il plaidé pour l'abaissement, l'humiliation de quelques valeurs de la culture européenne « catholique d'Est ». Le second visage est celui de Pierre-Albert Jourdan, visage diurne, en attente d'un point calme du monde... La prose poétique — ici des lettres à sa fille — de Jourdan est tout entière dans cet appel et cette attente... Plus loin, Roger Munier analyse la pensée du lieu chez Jourdan et sa recherche, jusqu'au seuil de la mort (en septembre 1981), de ce qu'il nommait un « dieu d'herbe » (1)...

Toujours du côté poétique, où le choix est plus qu'honneur : une ample dédicace de Xavier Bordas, qui confirme sa capacité à jouer de registres variés (2) ; Yves Bichet, dont le regard aigu ne reste pas au dehors du monde et des êtres qu'il décrit (3) ; enfin, Paul de Roux, qui a traduit de l'anglais quelques poèmes de Stephen Spender dans lesquels la gravité du propos n'efface jamais le légèreté et la délicatesse du mouvement poétique.

PATRICK KÉCHICHIAN. * NRF, juillet-août 1988, N° 426-427, 256 p., 75 F.

(1) Le premier volume des œuvres de P.-A. Jourdan a été publié au Mercure de France en 1987, avec une préface d'Yves Bonnefoy, sous le titre Les Soudales de paille.

(2) Voir son recueil, La Pierre Anceur (Gallimard, 1987).

(3) Voir son très beau livre La Maison du crabe (L'Alphé, 1985).

Un Salon

du livre médiéval

Des historiens, des écrivains, des peintres, des comédiens sont réunis jusqu'au 31 août au château d'Amboise. La Comedia Nova, compagnie théâtrale implantée à Tours, est à l'origine de cette académie d'été consacrée au Moyen Âge et à la Renaissance. Point d'orgue de la cérémonie : un Salon du livre médiéval et de la Renaissance, qui sera présidé, du 13 au 16 août, par Régine Pernoud. Ces périodes de l'histoire de France sont ou seront présentées sous les facettes les plus diverses à travers des expositions, des conférences, des saynètes et une grande fête, organisée sur le modèle des divertissements médiévaux.

* Pour tout renseignement, s'adresser à la Comedia Nova. Tél. : 47-20-92-02.

ROMANS

Les spectres d'Henri Thomas

L'art d'échapper aux rendez-vous convenus.

HENRI THOMAS a soixante-seize ans. C'est un athlète complet de la littérature, à la fois poète (Joueur surpris), romancier (La Nuit de Londres), nouvelliste (Les Tours de Notre-Dame), essayiste (Tristan le dépossédé), traducteur (de Goethe, de Shakespeare, de Jung, de Melville, de Kleist, de Pouchkine). C'est également un écrivain qui n'a pas épargné les distinctions et les récompenses : prix Médicis 1960, prix Femina 1961. Ce rappel bibliographique veut simplement souligner un étonnement : après un demi-siècle d'écriture, après une bonne cinquantaine de livres dont la critique n'a jamais manqué de souligner les hautes qualités de style et d'inspiration, Henri Thomas n'occupe toujours pas, aux yeux du public, la place qui devrait être la sienne au panthéon de nos gloires artistiques contemporaines : une des toutes premières.

L'ombrageuse discrétion de l'écrivain ne suffit pas à expliquer cette pénombre : Julien Gracq n'a rien perdu de sa maîtrise obstinée à l'écart des feux médiatiques. La raison n'en est pas davantage à chercher du côté d'un avant-gardisme qui éloignerait d'Henri Thomas les lecteurs non initiés : la prose de l'auteur de John Perkins coule avec la fluidité d'une grande rivière classique.

L'infinie mémoire

du temps

Mais ce classicisme paisible n'est, il est vrai, qu'un piège ; et c'est sans doute parce qu'il joue, sans bruit, sans spectacle, sans fanfaronnerie, de toutes les ambiguïtés, de toutes les fausses nonchalance, de tous les faux semblants de la limpidité, qu'Henri Thomas désarçonne : il est toujours absent de l'endroit où on l'attend et les lecteurs n'appréhendent guère qu'on leur pose perpétuellement des lapins.

Un détour par la vie, le dernier roman d'Henri Thomas, indique jusque dans son titre cette volonté d'échapper aux rendez-vous convenus. Il existe certes, dans cette histoire très belle et très simple de quelques jeunes gens qui, étudiants à Strasbourg à la veille de la seconde guerre mondiale, assistent à la montée des périls, puis au déchaînement de la barbarie, des personnages fortement

attachants, complexes, tourmentés. Cependant, l'art de Thomas ne consiste pas à nous les rendre plus présents, plus vivants à mesure que nous avançons dans le récit, mais, au contraire, à leur ôter progressivement tous les attributs de la réalité, à nous les montrer sous leur forme la plus vraie, la plus essentielle : celle de spectres, d'existences immatérielles condamnées à faire un « détour par la vie » avant de reprendre leur place dans l'infinie mémoire du temps.

Pour Henri Thomas, comme pour les romantiques allemands, dont il est — avec Gracq précisément — le continuateur inspiré, les vies individuelles ne sont que des condensations accidentelles et passagères, les reflets éphémères d'une réalité infiniment plus vaste — dans l'espace et dans le temps — dont elles aident parfois à sonder les mystères.

Les comportements intimes, les pensées et les errements de Blécher, de Gynver et de leurs amis, leurs blessures d'enfance, leurs retournements et leurs trahisons, leur recherche, forcenée ou ironique, d'eux-mêmes ne peuvent plus se lire, dans la distance désinvolte où les maintient le romancier, comme les avatars d'une liberté mais comme les signes d'un déchirement qui s'est produit dans l'âme même du monde ; si ces personnages ont tant de peine à exister, si leur destin est à ce point évanescence que le romancier paraît toujours tenté de renoncer à en poursuivre le récit, c'est qu'ils sont eux-mêmes les enfants de la disparition, les fils de l'éclipse... Ils vivent dans une éclipse... l'éclipse de la raison. L'éclipse a commencé en Allemagne, elle débordé, elle s'étend sur la jeunesse française... C'est ce que mon oncle, le général, appelle les enfants perdus de l'histoire.

Le roman d'Henri Thomas se lit donc comme une tentative pour décrire cette formidable éclipse, pour dessiner le vide, pour matérialiser l'absence. La simplicité linéaire et presque nonchalante de la prose n'est qu'un leurre destiné à tromper le lecteur trop docile : elle ouvre sur des gouffres, sur des massacres de l'esprit. Ce roman, qui semble flâner, rêveur et narquois, dessine en creux la marque de nos angisses les plus vives, les plus actuelles.

PIERRE LEPAPE. * UN DÉTOUR PAR LA VIE d'Henri Thomas. Gallimard, 178 p., 82 F.

La barbarie, cette maladie contagieuse

Un conte philosophique de Jacques Blot.

FORBAN, le narrateur du roman de Jacques Blot, est né dissident comme d'autres naissent avec une infirmité. Ce fauteur de troubles vit dans un pays totalitaire, soumis à l'arbitraire des Bottés qui torturent, pillent et tuent selon leur bon plaisir et au son d'un ordre devenu fou à force de logique.

Poète (1) et romancier (2), Jacques Blot nous donne à lire avec ce livre une manière de conte philosophique qui aurait le pessimisme pour morale. Ses personnages aux noms imagés : Jambede-Bois, Corbeau, la Chèvre, Sans-Peur, Bonnet-Rouge, Joli-Cœur, la Sauterelle, etc., ne sont ni des héros ni des bourreaux, mais, tout simplement, des hommes et des femmes qui, quel que soit leur camp, essaient de survivre.

Forban lui-même, qui a connu l'arrestation, la torture et la déportation, n'est revenu des camps de la mort lente que parce qu'il a rendu quelques services au pouvoir, en donnant des renseignements sur certains de ses amis. Et, désormais, pour prix de sa liberté surveillée, il informe Madame la Protectrice en chef, dite la Chèvre, lorsque celle-ci le convoque pour lui rappeler qu'il n'est que ce qu'elle veut, quoi qu'il paraisse.

Forban ne nourrit d'ailleurs aucune espèce d'illusion sur l'avenir. Les Bottés, garants de la Morale collective, ont instauré dans le pays l'austérité des meurs en séparant les hommes et les femmes et en créant la « police des conduites relâchées ». Néanmoins, pour satisfaire des instincts qui ne demandaient qu'à s'exprimer, ils ont institué des jeux du cirque dont sort vainqueur celui qui a fracassé le plus grand nombre de têtes.

Ce roman pourrait être étouffant s'il n'était servi par une écriture poétique parfaitement maîtrisée qui rend tolérable la monstruosité. Forban, plus par lassitude que par un surcroît de dignité, finira par se libérer de la Chèvre en l'assassinant. Il découvrira, par la suite, que la barbarie est une maladie contagieuse et qu'elle a déjà contaminé les esprits de ses amis, car ceux-ci tuent et s'entre-tuent à l'instar des Bottés. Il ne restera plus à Forban qu'à se retirer dans les montagnes pour y vivre loin de l'humanité.

PIERRE DRACHLINE. * FORBAN, de Jacques Blot, Seuil, 249 p., 89 F.

(1) Présages de l'ombre (1976) et Le Temps et la Lumière (1983) au Seuil. (2) Marche et Jérôme (1968) et Les Processions intérieures (1972), chez le même éditeur.

revue bimestrielle le débat Directeur : Pierre Nora 50 NUMÉRO SPÉCIAL 1953-1987 TRENTE-CINQ ANS DE VIE INTELLECTUELLE FRANÇAISE les dates, les hommes, les mots Gallimard

12 % des Français déclarent vouloir lire ce roman pendant leurs vacances. Le Monde daté 10 juin Sondage SORRES pour France-Libres Le Monde RICHARD BOHRINGER C'est beau avec elle la nuit

Un Salon du livre médiéval Des historiens, des écrivains, des peintres, des comédiens sont réunis jusqu'au 31 août au château d'Amboise. La Comedia Nova, compagnie théâtrale implantée à Tours, est à l'origine de cette académie d'été consacrée au Moyen Âge et à la Renaissance. Point d'orgue de la cérémonie : un Salon du livre médiéval et de la Renaissance, qui sera présidé, du 13 au 16 août, par Régine Pernoud. Ces périodes de l'histoire de France sont ou seront présentées sous les facettes les plus diverses à travers des expositions, des conférences, des saynètes et une grande fête, organisée sur le modèle des divertissements médiévaux. * Pour tout renseignement, s'adresser à la Comedia Nova. Tél. : 47-20-92-02.

● LETTRES D'AMÉRIQUE LATINE

Les anguilles et les étoiles

EN 1968, Julio Cortazar accomplit un voyage en Inde au cours duquel il visita et photographia longuement l'observatoire de Jaipur, ces immenses et étranges machines de marbre...



C'est un livre incantatoire, dédié à la mystérieuse rencontre de phénomènes qui, pour échapper aux règles de la stricte rationalité, n'en participent pas moins d'une structure cohérente, mathématique et poétique...

complètement au mystère du monde : « Je voudrais émerger en un champ de contact que le système qui a fait de moi ce que je suis n'a avec force crié et thérâpé... »

L'exploration de Roberto Juarroz

Une tentative passionnée pour réconcilier la poésie et la pensée.

« A QUOI bon des poètes ? », se demandait Hölderlin. « Le poète est celui qui dit les choses essentielles... »

Plus qu'un plaidoyer qui voudrait convaincre, le livre de Roberto Juarroz apparaît comme un viatique pour tous ceux qui entendent ajouter du réel au réel ; pour ceux qui savent que « la poésie est beaucoup plus qu'un genre littéraire ou qu'une simple formule ludique ».

Le recueil des dialogues de Juarroz avec Guillermo Boto, qui est paru en même temps, sous le titre de Poésie et Création, poursuit, sur un mode plus spontané, la même exploration fervente et lucide.

Une mémoire trop lourde

L'enquête de l'Uruguayen Fernando Butazzoni sur une jeune femme victime des tortionnaires d'Argentine

IL est des livres dont on ne parle pas facilement. Le trouble que suscite le roman de l'Uruguayen Fernando Butazzoni coupe court aux commentaires.

coups de bâton dans les écuries, les « transferts » quotidiens où sont menés au peloton les condamnés choisis la veille par un responsable.

Il a suffi d'une armée de parade, sans qualité guerrière, pour faire le ménage en décorant de la saleté partout. Rien que de très ordinaire, dira-t-on.

● LETTRES JAPONAISES

UN ENTRETIEN AVEC RENÉ SIEFFERT, LE TRADUCTEUR

« Le Dit du Genji » : un fleuve sans fin

« Quelle originalité présente la seconde moitié du Dit du Genji par rapport à la première ? » « On peut distinguer plusieurs cycles qui diffèrent d'une manière sensible, non seulement par le contenu, ou les personnages qui tour à tour occupent le devant de la scène, mais par le style même.



Tori Kiyonobu : Scène pinxte.

« A l'arrière-plan des épisodes, toute une société courtoise revit sous nos yeux. Mais la psychologie, les comportements, sont certainement ceux des contemporains de l'auteur, qui en a saisi les traits sur le vif. Il y a une vérité psychologique incontestable du récit.

« L'auteur manipule environ trois cents personnages sur trois générations. Cela doit poser des problèmes énormes au traducteur ? » « Pendant vingt ans, j'ai reculé devant la traduction du Genji. L'expérience est éprouvante. Voilà une femme qui se met en scène elle-même, introduit une sorte de complexité avec le lecteur à travers des apartés et dépeint ses personnages avec une extrême sensibilité, mais en les tenant à une certaine distance...

La vie de cour dans l'ancien Japon

(Suite de la page 2.)

Si, à près de mille ans de distance, le Dit du Genji demeure si cher aux Japonais, c'est surtout qu'il reflète une sensibilité diffuse, mais non moins prégnante, qui constitue l'une des trames de leur culture : le sentiment de l'universelle impermanence de ce monde et de la vanité ultime de toute expérience humaine.

En outre, je me suis efforcé de franchir le vocabulaire. Certains mots sont intraduisibles (noms de plantes, de couleurs, de vêtements, d'instruments) ; il fallait trouver des solutions tenant compte de la nature de l'œuvre et du public auquel je destinais ce travail.

Autres parutions

- « Masque de femme, de Fumiko Enchi. Une variation moderne sur les masques du théâtre né par une romancière, née en 1906, qui a adapté le Roman de Genji. Traduction de René de Cocetty et Ryôji Nakamura. Gallimard, 148 p., 88 F.
- « Des Japonaises. Un ouvrage collectif sur les Japonaises des années 80, leur manière de vivre à la fois les bouleversements de l'époque et la fidélité au passé. Traduction de Hidako Fukumoto et Catherine Pigeain. Des femmes, 238 p., 105 F.

- « Connnaissance de l'Orient », 248 p., 38 F.
- « La Sumida, de Nagai Kafu. Une autre réédition importante. Un roman du début du siècle par un des auteurs les plus marquants de la génération de Meiji. Traduction, préface et commentaires de Pierre Faure. Gallimard/UNESCO, « Connnaissance de l'Orient », 158 p., 33 F.
- « Le Démon du nô, de Nobuko Albery. Exilée de son pays natal depuis les années 60, Nobuko Albery retrace dans ce roman la gestation du célèbre théâtre aux quatorzième et quinzième siècles. Traduit de l'anglais par Suzanne Mayoux. Gallimard, 366 p., 128 F.

CINÉMA

Vertical text on the far right edge of the page, partially cut off.

CINÉMA

Francis Weber tourne une nouvelle version des « Fugitifs »

Le rire français à Hollywood

A Los Angeles et à Tacoma, Francis Weber tourne et produit pour les studios Disney le remake de son propre film les Fugitifs, avec une équipe entièrement américaine...

Chèvre, reconstitue le couple en 1983 avec les les Compères et en 1986 pour les Fugitifs. Chacun de ces films dépasse le million d'entrées à Paris...

Los Angeles « Downtown », centre original de la ville. Dans un immeuble de bureaux désaffecté, à moins de 100 mètres du nouveau musée d'art contemporain et de son environnement architectural auda-

c'est le quartier des marchands de fringues importées d'Extrême-Orient et vendues par des Mexicains récemment installés. Dans les kiosques, la presse est en espagnol. Posés en vertical le long d'une cheminée d'usine en ruine, les lettres de métal formant le mot Bendix, vieilles comme la mar-



Francis Weber, Martin Short et Nick Nolte (de gauche à droite) sur le tournage.

Francis Weber n'est jamais content. Etudiant en médecine pendant quatre ans, le petit-neveu de Tristan Bernard s'ennuyait dans les amphithéâtres. Journaliste de radio, il rongea son frein. Il écrit sa première pièce à trente ans, bien tard jugé-t-il, même si l'Enlèvement se joue avec grand succès. Scénariste du Grand Blond avec une chaussure noire pour Yves Robert (1972) et de l'Emmerdeur pour Edouard Molinaro (1973), il regrette de ne pas être le metteur en scène de Pierre Richard pour le premier, de Lino Ventura et de Jacques Brel pour le second. Il ne s'émoult guère de ce que ses impeccables scénarios soient rachetés par un studio américain, que l'Emmerdeur soit offert à Billy Wilder, qui en tire Buddy Buddy, interprété par Jack Lemmon et Walter Matthau (1981).

Enfin lancé dans la réalisation pour le Jouet (1976), histoire drôle et cruelle d'un homme « acheté » pour distraire un enfant, Weber découvre en Pierre Richard un interprète de perfection, un complice, un frère, sans perdre une once de son esprit d'autocritique, favorisé par l'échec du remake hollywoodien confié à Richard Donner et Richard Pryor.

Avec les Etats-Unis, une touche plus sérieuse est donnée quand Weber adapte pour le cinéma la Cage aux folles, la pièce de Jean Poiret, qui, après Paris, triomphe partout notamment dans toutes les villes américaines à New York comme Los Angeles et Chicago comme à Boston. Le film, italo-français, est partiellement financé par les Artistes associés, et Weber lié à son succès américain alors sans égal pour une production européenne (1979).

Cependant, Weber écrit Coup de tête et Cause toujours ni m'intéresse, deux histoires douces-amères assez subtilement jouées par Patrick Dewaere d'un côté, Jean-Pierre Marielle et Annie Girardot de l'autre, mais sans vraie réponse publique: il change d'optique. Si Pierre Richard doit beaucoup à Yves Robert, Weber doit beaucoup à Richard, et le lui prouve. En 1981, il l'unit à Gérard Depardieu pour la

réalisation d'en produire lui-même le remake aux Etats-Unis, avec une équipe et une distribution entièrement américaines. Contrairement à Trois hommes et un couffin, qui a été adapté au contexte local et mis en scène par un autre réalisateur que l'original, Fugitives (titre provisoire du fait de l'existence d'une série de télévision homonyme) doit tout au seul Weber. Pigeon (Pierre Richard), devenu Perry, est joué par Martin Short, Lucas (Depardieu), reste Lucas pour Nick Nolte. Seul le personnage qu'interprétait Michel Blanc a été supprimé, et celui du policier, confié au formidable James Earl Jones (Gardens of Stone, de Coppola), sensiblement amplifié. Quant à la scène finale, qui menait Pigeon, sa fille et Lucas de France en Italie, elle se passe cette fois à la frontière américano-canadienne.

Un ouvrage récent recensait les gens du cinéma français qui ont fait carrière aux Etats-Unis (1). Parmi les metteurs en scène, très rares sont ceux qu'Hollywood a appelés au vu de leur réussite européenne: Tourneur, Duvivier, Clair, Malle, Gavras. Weber prend la suite, et s'en trouve bien. Sa tension sur le plateau n'a pas

diminué, non plus que son angoisse quant au résultat: « On n'imagine pas, explique-t-il, comme c'est difficile de diriger un film dans une langue étrangère. » Et d'ajouter: « Un metteur en scène à Hollywood, c'est « a King who can be fired », un roi qui peut être viré (par le studio). »

Los Angeles « Downtown », centre original de la ville. Dans un immeuble de bureaux désaffecté, à moins de 100 mètres du nouveau musée d'art contemporain et de son environnement architectural auda-

ceux, Francis Weber l'exigeant a fait reconstituer le commissariat de police; des clochards, des drogués, vrais ceux-là, entourent le building fatigué. Un étage entier figure le poste central de Tacoma, cette ville industrielle en déclin de l'Etat de Washington, sur le Pacifique, où l'on a tourné les extérieurs. Le moindre faux bureau où est posé l'annuaire de l'Etat, le moindre faux dossier dont la tranche porte le nom de Tacoma, débordent de ces petits détails vrais qu'on ne verra pas à l'image, mais qui assurent pourtant la véracité de l'histoire.

On tourne cette nuit dans le quartier d'Hollywood, qui, malgré son nom, ne prête plus guère au rêve; peu sûr, hanté par les drogués, les ivrognes et les voyous, le quadrilatère où se trouve l'immeuble-décor est cerné par de vrais policiers. Ici même, l'an dernier, l'équipe de Spielberg portait des gilets pare-balles: on est à un bloc de Hollywood Boulevard, du Grauman Theatre et du Walk of Fame, où sont inscrits dans les étoiles du trottoir les noms des plus célèbres personnalités du show-biz...

Le lendemain, nouveaux extérieurs dans Los Angeles Downtown: une boutique de hot-dogs minable,

MUSIQUE

« La Clémence de Titus » au Festival de Salzbourg

Un péplum abusif

A trois semaines d'intervalle, il n'est pas possible d'éviter, pour la nouvelle Clémence de Titus de Salzbourg, la comparaison avec celle d'Aix-en-Provence qui la surclasse nettement.

On n'en est plus à découvrir le dernier opéra de Mozart écrit en quelques semaines pour le couronnement de l'empereur Léopold II comme roi de Bohême à Prague, mais les problèmes d'interprétation, de mise en scène en particulier, restent toujours délicats pour une œuvre qui semble marquer un retour en arrière, vers la forme désuète de l'opéra seria.

La réalisation de Peter Breiner est tombée dans l'ornière de la fausse évocation antique, pis, du tapage à l'œil qui est souvent le péché mignon de Salzbourg. Enrico Job, le décorateur, a « complété » les admirables galeries du manège au rocher par des volées d'escaliers et malheureusement, par un petit théâtre en forme de bonbonnière installée au centre. Il fallait, certes, un lieu plus discret et intime pour les débats de conscience des personnages, mais quel dommage d'avoir planté ces trois obélisques soutenant des rideaux verts qui décrivent un ovale ventru détruisant l'harmonie de la façade rocheuse!

Le mobilier et les costumes jouent sur l'équivoque des styles antiques et Empire, avec un charme certain, mais qui accentue la distanciation. Ce ne serait pas grave si les rapports entre les personnages n'étaient pas trop stéréotypés, les gestes assez « convenus » pour « occuper » les airs plutôt que pour approfondir les sentiments, et si surtout les grandes scènes d'ensemble (la procession des offrandes, l'incendie à Rome, le pardon final) ne paraissaient aussi faibles et parfois pompiers.

Du haut de son piédestal

Peter Breiner a voulu, en effet, absolument utiliser l'espace dans toute son ampleur, mais avec des jeux de scène contestables, inutiles ou pagailleurs: le sac du palais de Titus et la riposte des troupes fidèles prêtent à rire; on ne comprend pas comment deux conjurés peuvent être arrêtés, alors que Vitellius et Sextus ont tant de mal à coordonner leurs décisions; on s'étonne que

Titus fasse grâce si facilement à tous ces gens, alors qu'ils n'ont pas les mêmes raisons de renoncer à leur dessein que les grands coupables... Enfin, le tableau ultime qui voit l'empereur abusivement statué de son vivant, et pardonnant du haut de son piédestal poussé par les conspirateurs, relève du péplum le plus ridicule.

Rappelons seulement qu'à Aix, Caopynnis avait su faire jouer cette œuvre avec une intensité, une émotion, une grandeur, qui en estompaient les côtés schématisés et formalistes, pour en extraire la vérité racine des chœurs dans les splendides décors, très stylisés, de Nicholas Georgiadis.

Ce n'est pas que la distribution de Salzbourg soit médiocre, on s'en doute, mais elle ne brille pas non plus du même éclat: la Vitellia impérieuse et brutale de Carol Vaness n'a pas la même séduction suprême et la complexité de Charlotte Margiono, même si elle témoigne d'une réelle force dramatique; Gösta Winberg correspond au portrait dessiné par le metteur en scène d'un Titus névrosé (encore un!) et implicitement plutôt que foncièrement magnanime, avec son timbre perché, un peu mince malgré sa couleur, à l'ouvrage dans les vocalises trop rapides.

Christine Barbaux, lumineuse Servilia, Martha Senn, Annis à la voix tendre et fragile, Lazo Polgar, très beau Publius, assez inquiétant, forment un ensemble de qualité. Mais on se souviendra surtout du Sextus très émouvant de Dolores Ziegler, voix claire et frémissante de jeune cantatrice pleins de flamme, mélancolique ou pathétique, au cœur labouré par cet amour pour Vitellia qui veut l'obliger à tuer Titus, son meilleur ami. Les chœurs, superbes, sont ceux de l'Opéra de Vienne.

C'est Ricardo Muti qui dirige la représentation et l'on peut imaginer toute la finesse avec laquelle il mène le Philharmonique de Vienne, la subtilité du phrasé, l'intensité à la crite de la vague. Mais elle paraît cependant trop discrète, dans le style de l'opéra seria où c'est le chanteur qui fait tout, tandis qu'Armin Jordan contribuait à la présence du drame à Aix par l'énergie, la chaleur qu'il communiquait sans cesse aux voix comme à l'orchestre, la présence même de Mozart.

JACQUES LONCHAMPT. * Prochaines représentations les 13, 21 et 28 août (19 heures).

« Le Soviet », de Mikhaïl Toumanichvili

La publicité du film de Mikhaïl Toumanichvili, déjà responsable d'un titre français particulièrement stupide, le Soviet, ajoute un sous-titre, Le Ravanche, pour faire croire à un Rambo russe d'avant Gorbachev.

Il s'agit d'un affrontement au cours de manœuvres dans le Pacifique entre soldats soviétiques et américains, dont un vétéran, affectivement inspiré de Rambo. Un soldat américain d'un côté, Jean-Pierre Marielle et Annie Girardot de l'autre, mais sans vraie réponse publique: il change d'optique. Si Pierre Richard doit beaucoup à Yves Robert, Weber doit beaucoup à Richard, et le lui prouve. En 1981, il l'unit à Gérard Depardieu pour la

C'est dire qu'il se range, et quand l'officier véreux lui propose une dernière mission, il accepte mais décide de lancer un missile nucléaire réellesment chargé, seul moyen de s'en sortir, dit-il aux marins qu'il entraîne dans sa rébellion. Raisonnablement douteux, mais qui montre bien les dangers de l'individualisme américain, alors que l'officier soviétique ne fait rien sans son équipage.

Il se portera au secours d'un sympathique jeune couple américain échoué sur une île déserte, empêchera la missile nucléaire de partir, sera abattu dans le dos, et ses compagnons iront annoncer la triste nouvelle à son père, un beau vieillard au visage creusé, qui fermera les yeux, restant ses larmes.

Décidément, le Soviet n'a rien à voir avec Rambo. Ce n'est pas un film d'action. Il est plus didactique que lyrique. Les massacres ne sont pas spectaculaires, et ne prennent qu'une faible partie de l'histoire. Le reste décrit la vie des marins soviétiques qui rêvent de revenir dans leur village, et des américains qui préparent d'un côté les manœuvres et de l'autre les magouilles. Ils parlent anglais, n'arrêtent pas de parler, et leur voix est recouverte par la traduction en russe.

Résultat: une esthétique de téléfilm, bavard, trop lent. Un divertissement sans ambition, qui n'a pas eu d'ennemi avec la censure. En ce sens, c'est intéressant à voir.

COLETTE GODARD.

EXPOSITIONS

A Carcassonne, Toulouse et Montauban

L'abstraction continue

Où sont les grands abstraits français? Réponse dans plusieurs expositions méridionales.

L'abstraction lyrique, ou informelle, ou expressionniste, peu importe le mot, ne cessait de soustraire aux règles qui commandent depuis plus d'un siècle au système esthétique et économique des avant-gardes. Moderne, ultramoderne dans les années 50, elle a connu ensuite, naturellement, désaffection et redécouverte, académismes et renouvellements. Certains de ses adeptes n'ont pas changé, d'autres ont cherché et cherchent encore à tirer de leur art des ressources inattendues. L'exercice est d'autant plus périlleux que, abstraits, ils ne peuvent jouer ni du sujet ni de la figure. De là sans doute le sentiment, fort excessif assurément, qui professe que cette abstraction a vite et mal vieilli.

Les œuvres récentes de Hans Hartung exposées à Carcassonne sont à cet égard exemplaires d'une volonté intransigeante de changement, à laquelle il peut arriver de préférer heurter plutôt que de renoncer. S'étant saisi d'un instrument singulier, un sulfateur à vigne, l'artiste lance sur le blanc de la toile préparée d'innombrables tâches de couleur qui composent une sorte de tapisserie diaphane et aérienne. Nébuloses, un peu « chinoises » et légèrement « pollockiennes », ces danses browniennes en jaune et bleu, si élégantes, si légères, manquent quelquefois de densité. On croirait que le peintre, qui dirige sans hésitation cette pluie d'éclaboussures, a jugé suffisant de démontrer encore une fois sa maîtrise et privé sa peinture de la violence qui la justifiait autrefois. Ce que l'on voit ici, ce sont des Hartung séduisants, mais des Hartung dans le style d'Hartung, des variations sur une idée

apparue dans les années 60, des abstractions obédiant à la tentation du décoratif.

Le décoratif, c'est l'ennemi présentement. On le vérifie à l'étape suivante, au réfectoire des Jacobins de Toulouse où le futur musée d'art contemporain de la ville présente sa collection de peintres abstraits. Elle a été conçue selon un schéma binaire: les années 50 d'un côté les « vieux », en somme, — les années 80 de l'autre — autrement dit les « jeunes ». Ce système, qui a la grave défaut d'ignorer les générations intermédiaires, de Hantat à Support-Surface, juxtapose Poliakoff et Aurtard, Hartung et Frydman, Bissière et Pignatelli. Il n'est pas sûr qu'une confrontation si brutale soit très nécessaire.

Il est encore plus douteux qu'elle tourne à l'avantage des « jeunes », dont quelques-uns se révèlent plus pasticheurs qu'inventifs, emprisonnés dans des références et des habitudes dont ils n'ont pas encore le temps de sortir, ni même de prendre conscience. On se dirait autant des abstraits espagnols qui complètent l'accrochage. L'hispanophilie, quand elle se permet toutes les indulgences, n'est plus qu'une manie. Et l'abstraction, quand elle se vide de sa substance, n'est plus qu'une mode et une convention.

Le même danger menaçait Olivier Debré. La solution de facilité, dans son cas, eût été de continuer à peindre de longues toiles pâles rehaussées de rares empâtements et striées de coulures habilement dirigées. Il est clair désormais que l'artiste a sa conjurer la menace et trouver à l'intérieur de son inspiration et de sa technique les moyens d'une métamorphose. Deux changements ont été sans doute décisifs, l'un affectant le chromatisme, l'autre la composition.

Abandonnant les harmonies à dominante estompées, les jaunes clairs, les terres, les bleus délavés,

Debré a peu à peu hissé ses couleurs jusqu'à une sorte de « fauvisme abstrait ». Inattendu disciple de Matisse et de Dufy, il semble se délecter désormais de roses thyriens, de verts acides, de rouges et de carmins purs qui mettent le feu à ses toiles. Les dissonances se font plus nombreuses, plus risquées et plus heureuses. On découvre ainsi un peintre qui passe de l'aigre au chaleureux, du voluptueux au froid, de la flamme à la glace. On découvre un peintre français de la qualité d'un Sam Francis ou d'un Clyfford Still.

Cette révolution des couleurs s'appuie sur un travail de construction nouveau. Au dispositif en longueur, scandé de rares obliques redressées — dispositifs qui glissent à la frise et semblaient se vouloir trace d'un mouvement du bras et du corps, — Debré substitue de plus en plus volontiers des organisations d'une géométrie complexe. Une structure se dévise, telle que les points les plus vivement colorés occupent les sommets d'un triangle ou les angles d'un carré.

Olivier Debré ne s'est point tout au fait converti à la rigueur d'une peinture au compas ou au tire-ligne. Simplement, si l'on peut dire, il a pensé que son œuvre avait besoin d'un surcroît de fermeté et d'un regain de vigueur. A la vue de ses toiles récentes, accrochées avec quelque maladresse dans les salles voûtées et roses, très roses, du musée Ingres, on ne saurait douter de la légitimité de son évolution. Il est mieux que jamais, et selon une formule qui s'applique jadis au nabi Maurice Denis, l'abstrait « aux belles images ».

PHILIPPE DAGEN. * Tours narbonnaises, cité de Carcassonne, jusqu'au 15 septembre. Et même temps, au musée des Beaux-Arts, Annam-Etra Bergman et Patrick Raynaud. * Choix d'abstrait, réfectoire des Jacobins, Toulouse, jusqu'au 30 octobre. * Musée Ingres, Montauban, jusqu'au 4 septembre.

Mort du compositeur Giacinto Scelsi

Le compositeur italien Giacinto Scelsi est mort le 9 août, à Rome. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Avec Giacinto Scelsi, né à La Spezia le 8 janvier 1905, disparaît l'une des figures les plus énigmatiques de la musique d'aujourd'hui. Il refusait obstinément de se laisser photographier et de parler de sa musique et se plaisait à brouiller les pistes quand on lui demandait la date de composition de telle ou telle de ses œuvres.

De sa brève autobiographie, rédigée sous forme poétique, on peut extraire quelques bribes qui éclaircissent déjà sur sa personnalité: « Ecriture, échecs, latin, une éducation médiévale. Un ancien châteauneuf dans le sud de l'Italie. — Vienne: travail sur la dodécaphonie. — Londres: mariage. — Inde: yoga. — Népal. — Paris. — Concerts (...) à Rome: sons, vie solitaire, sons... »

Outre son aisance à improviser au piano dès l'âge de cinq ans, on sait par ailleurs qu'il étudia la composition à Rome avec G. Salustio et fut ensuite conseillé par Ottorino Respighi et Alfredo Casella, sans devenir cependant le disciple de l'un ou de l'autre. Une de ses premières œuvres, Rotatives, fut créée à Paris en 1931. La direction de Pierre Monteux, mais n'a pas laissé de traces.

Il fut parmi les premiers compositeurs italiens à subir, indirectement, l'influence de Schönberg, puis, à partir de 1948, il semble délaisser la musique au profit de la poésie. Il ne reprendra la composition qu'en 1952, inaugurant à quarante-huit ans une nouvelle manière, la seule qu'il reconnaîtra désormais et dans laquelle il écrira près de quatre-vingts partitions dont les vingt premières sont

pour des instruments solo, comme pour expérimenter et explorer un langage neuf où le quart de ton tiendra une place de plus en plus importante.

Par la suite, les effectifs s'amplifieront jusqu'au grand orchestre tandis que l'élément vocal deviendra le véhicule privilégié d'expérimentations nouvelles grâce à la rencontre de la chanteuse japonaise Michiko Hirayama, dont les techniques si diverses et si raffinées deviendront pour Scelsi une source d'inspiration très stimulante.

Presque inconnue en France jusqu'au début des années 70 — et à peu près ignorée en Italie, — la musique de Scelsi a été d'abord révélée par les fondateurs de l'ensemble l'itinéraire qui, lors de leur séjour romain à la villa Médicis, furent tout heureux de se découvrir un grand-père spirituel. Peu à peu, des compositions parfois anciennes ont vu tardivement leur première audition, leur premier enregistrement.

On apprend ainsi à connaître l'œuvre, le style, mais le créateur demeura toujours aussi impénétrable, à l'abri derrière une sérénité orientalisante qui pouvait sembler un peu ostentatoire, gentiment réfractaire aux investigations dont il se tirait par une piroquette ou un sourire. On avait pu le voir lors des concerts-recontres à l'abbaye de Royaumont en mai 1987 assistant à l'exécution de plusieurs de ses œuvres, mais sans paraître y prendre vraiment part.

GÉRARD CONDÉ. * Les disques FY ont réalisé deux enregistrements consacrés à Scelsi: l'un comporte des œuvres chorales par le Groupe vocal de France (FY 119), l'autre des œuvres instrumentales par l'ensemble 2e2m (FY 103). La plupart des partitions de Scelsi sont éditées chez Salabert.

nde
OFFICIEL
MONDE
15 VISA

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi...

Jeudi 11 août

TF 1

20.35 Feuilleton: Le vent des moussons. De Jean Segal. Avec Jacques Duffilon, Annie Girardot...

A 2

20.35 Cinéma: La Horde sauvage. Film américain de Sam Peckinpah (1969). Avec William Holden, Ernest Borgnine...

FR 3

20.30 Téléfilm: Earth II. De Tom Gries. Avec David Seville, Jim Gapp, Loren Huxley...

CANAL PLUS

20.31 Cinéma: La Veille nocturne. Film français de Luis Buñuel (1969). Avec Laurent Terzieff, Paul Frankeur...

LA 5

20.30 Téléfilm: Maître dans le miroir. De Richard Lang. Avec Jane Seymour, Stephen Collins...

M 6

20.30 Téléfilm: Les chevaliers de Fisy express. 22.05 Série: Cagney et Lacey...

FRANCE-CULTURE

20.00 Mémoire au siècle. Jean Weinfield, architecte. 21.00 Dramatique: L'Incendie de Pierre Louÿs...

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 juin lors du Festival de Ludwigsburg): Variations pour piano sur un menuet de Dupont...

Vendredi 12 août

TF 1

13.40 Feuilleton: Côte ouest. 14.30 Série: Des agents très spéciaux. 15.15 Téléfilm: La male de corbillard...

A 2

13.35 Feuilleton: La somme patristique. 14.00 Feuilleton: Jeanne docteur...

FR 3

13.30 Série: Cap danger. Acte de courage. 14.00 Magazine: 40° à l'ouest de la 3 (suite)...

CANAL PLUS

13.30 Série: Sans. 14.00 Cinéma: Le Troc noir...

18.30 Cahier cinéma. Rambo. 18.50 Série: Trip trap. 19.00 Top 50. 19.25 Flash d'informations...

LA 5

13.30 Série: Mike Hammer. 14.30 Téléfilm: Le Justicier solitaire...

M 6

13.30 Série: Poigne de fer et séduction. 13.55 Feuilleton: Nasse le berger...

FRANCE-CULTURE

20.00 Mémoires au siècle. Henri Seguy, compositeur. 21.00 Dramatique: Les belles endormies...

FRANCE-MUSIQUE

20.45 Concert (donné le 7 juillet lors du Festival de Schleswig-Holstein): Une création montante de Rilke...

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 11 août à 6 heures et le dimanche 14 août à 24 heures.

La France restera assaillie pour les jours à venir à un courant perturbé d'ouest. Les perturbations qui vont se succéder seront plus actives et affecteront principalement la moitié nord de pays.

Vendredi: Souvent nuageux. Chaud dans le Sud-Est. Eclaircies dans le Nord-Ouest.

Sur le Bretagne, la Normandie et le Nord-Picardie, la journée débute par un temps brumeux, très chargé en nuages. Il faudra attendre l'après-midi pour voir revenir le soleil pas à pas par l'ouest.

Des côtes atlantiques, au Poitou-Charentes, au Centre, au Bassin parisien, aux Ardennes et à la Lorraine, les éclaircies matinales, interrompues de temps en temps de brèves de brumes, disparaîtront au fil des heures, laissant place à de nombreux nuages. Le soleil ne fera que de brèves apparitions l'après-midi.

Sur l'Aquitaine, les Pyrénées, la Limousin, le Massif Central, la région Rhône-Alpes, le Jura et les Vosges, les nuages se dissiperont dans la nuit. Il faudra même attendre, par endroits, un orage de l'Auvergne aux Alpes. En revanche, l'après-midi sera agréable et chaude malgré les développements nuageux.

Près de la Méditerranée, le soleil prédominera. En Corse, aucun nuage ne viendra dissiper sa suprématie.

Côté températures, la moitié sud-est connaîtra encore un temps chaud. Les températures voisines de 16 à 19°C le matin (20 à 22°C sur le littoral méditerranéen) s'élèveront rapidement pour calmer de 26 à 27°C et de 28 à 30°C (par endroits 32°C) près de la Méditerranée.

Sur les régions proches de la Manche, les températures de 12 à 14°C le matin ascendent à 17 à 19°C près des côtes et 20 à 22°C dans l'intérieur.

Sur les autres régions, des côtes atlantiques aux frontières du Nord-Est, les températures seront de 16 à 19°C le matin (14 à 15°C le matin, et de 23 à 25°C l'après-midi).

Samedi: sur l'Aquitaine, les Charentes et le Poitou, sur le Limousin.

L'Auvergne et la Lyonnais, sur le Centre et la Bourgogne, ainsi que sur l'Alsace et la Lorraine, le ciel sera très nuageux le matin, avec quelques ondées passagères. Les éclaircies feront rapidement leur apparition, et ce sera finalement une belle après-midi. Néanmoins les nuages pourront rester un peu plus nombreux sur le quart nord-est du pays.

Sur les pays de la Loire, la Bretagne et la Normandie, l'Île-de-France et la Champagne, ainsi que sur le Nord, la Picardie et les Ardennes, la matinée sera brumeuse avec un ciel assez nuageux. En cours de journée on aura une alternance de passages nuageux et d'éclaircies, puis une nouvelle aggravation nuageuse en soirée.

Sur le Midi pyrénéen, le Languedoc et le Roussillon, la Provence, la Côte d'Azur, les Alpes et la Corse, le ciel sera peu nuageux le matin, et l'après-midi

bien ensoleillé. Attention toutefois aux ondées résiduelles qui pourraient se produire le soir sur les Alpes.

Températures minimales: 12 à 15°C sur la moitié nord, 14 à 20°C sur la moitié sud.

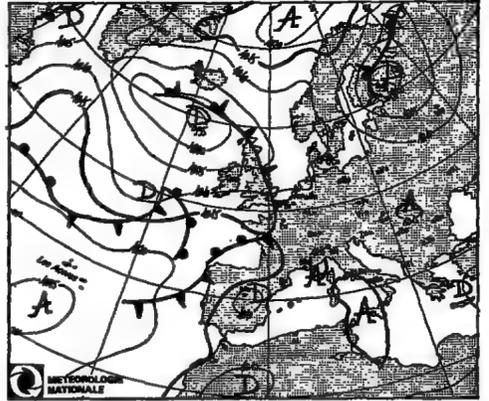
Températures maximales: 19 à 24°C sur la moitié nord, 24 à 30°C sur la moitié sud.

Dimanche: Sur la Bretagne, la Normandie, les pays de la Loire, sur l'Île-de-France, le Nord, la Picardie et les Ardennes, le ciel sera encore très nuageux le matin, avec localement quelques faibles pluies. Les éclaircies se développeront timidement l'après-midi, mais les nuages pourront être plus tenaces près des côtes de la Manche.

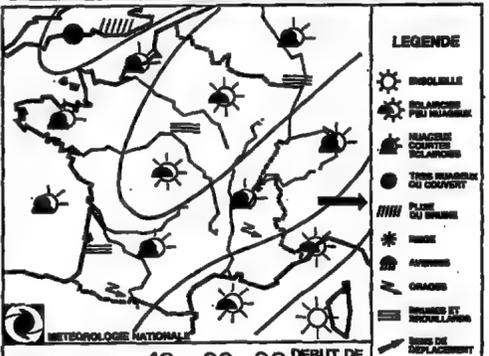
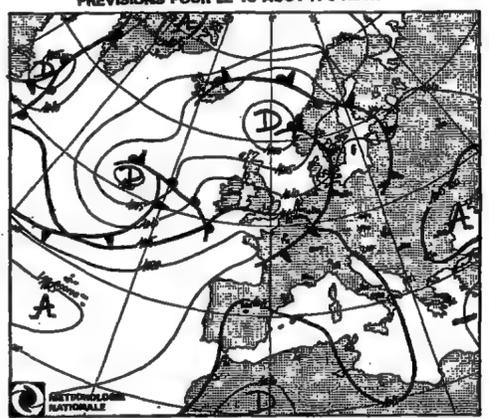
Partout ailleurs, après dissipation des brumes matinales, ce sera une belle journée ensoleillée.

Les températures seront généralement en hausse de 2 à 3 degrés.

SITUATION LE 11 AOÛT 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 AOÛT A 0 HEURE TU



TEMPS PREVU LE 12-08-88 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 11-08-1988

Table with columns for location, temperature, and weather conditions. Includes sections for France, Étranger, and a vertical list of cities.

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France: heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French. Includes a vertical section with clues like 'I. Incendie' and 'II. Adoucies'.

HORIZONTALLEMENT

I. Se donne souvent lors d'une tournée. Raccourci qui permet d'éviter les longueurs. - II. Se fixe pour longtemps. Suit donner aux hommes le meilleur de lui-même. - III. Qui a donc fini de « voir » tout en noir. Fit connaître des choses de son invention. - IV. La chute de Napoléon. Fait pour servir. - V. Est destinée à frapper. Travaille pour nous. - VI. Pronom. Conduite à faire son apparition. - VII. Certains avaient l'habitude de faire à leur côté. - VIII. Casteur et Polux. - IX. Tant qu'il dure, on va à droite et à gauche. Lettre grecque. - X. Avec lui, on ne peut pas toujours dire qu'il n'y a rien à gratter. D'aucuns ne sauraient le faire sans témérité. - XI. Fait sans la vouloir. A assisté à de réguliers changements de niveau.

VERTICALEMENT

1. C'est nous qui sommes fatigués quand c'est lui qui « court ». Participation aux frais. - 2. Partie d'un tube. Ne saurait clore le dialogue. Est employé pour tenir. - 3. Note. Incita à prendre l'habit. - 4. Homme latin. Voie d'eau. - 5. Pour certains, ce qu'il porte rapporte. Cité suisse. - 6. Preuve d'une certaine absence. Article. - 7. Possédée par celui qui a trouvé la faille. Fait beaucoup parler d'elle. - 8. Pommes rouges. Indique qu'on a peut-être pris un coup. - 9. Balancement régulierment le corps. Fait perdre l'équilibre.

Solution des problèmes n° 4896

Horizontalement: I. Incendie. - II. Adoucies. - III. Neous. Or. - IV. Ta. Glu. - V. Illustres. - VI. Piété. - VII. Assemblés. - VIII. Tôt. Avec. - IX. Hé. Ro. Ru. - X. Islandais. - XI. Osé. To.

Verticalement: 1. Antipathie. - 2. Idéologues. - 3. Nos. Les. LA. - 4. Cuscut. Rus. - 5. D. G. G. - 6. Nis. Bro. - 7. D. G. G. - 8. Isolé. Ecrit. - 9. Russes. Usé.

GUY BROUTY.

Advertisement for 'Le Pays Breton' magazine, mentioning it is the monthly journal of political documentation for tomorrow.

Advertisement for 'Le Pays Breton' magazine, featuring a quote from Jean-Yves Guéhenno and listing authors like Jean Le Goff and Jacques Le Goff.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

« Le Pays Breton » Dans le mensuel breton « Le Pays Breton » qui vient de paraître, l'historien Jean-Yves Guéhenno pose quelques questions sur la Bretagne et son histoire à propos de la revue des professeurs d'histoire et de géographie:

LES FONCTIONNAIRES

En vente dans les kiosques et par abonnement, 19, rue du Départ, 75014 Paris

Economie

SOMMAIRE

■ M. Jacques Friedman, président d'Air France, indique dans un entretien au Monde qu'il tirera au milieu de septembre les conclusions de l'accident de l'Airbus A-320 survenu en juin dernier, afin de

conserver à sa compagnie un excellent niveau de sécurité (lire en première page et ci-dessous). ■ Reprise sur le marché de la moto en France. Honda et Yamaha continuent d'assurer, à 83 %, la meilleure part des

ventes (lire en page 17). ■ Les commandes passées à des groupes étrangers de micro-ordinateurs destinés aux lycées et collèges suscitent de vives réactions parmi les fabricants français (lire ci-contre).

Un entretien avec le président d'Air France

L'obsession de la sécurité aérienne

(Suite de la première page.)

« Sur la base de son rapport, poursuit M. Friedman, je déciderai vers le 15 septembre s'il convient d'adapter les procédures et les structures et, éventuellement, de changer des hommes. Des sanctions contre les pilotes sont-elles prévisibles ? - Oui. »

« Mais pourquoi ne pas aller plus vite pour battre la fer tant qu'il est chaud ? - Il n'y a pas d'urgence, puisqu'il a été mis fin à une utilisation des avions de notre flotte pour ce type de vol. Je veux prendre des mesures, mais des mesures réfléchies pour que les mécanismes de la compagnie soient les mieux à même de garantir, dans l'avenir, la sécurité. D'ores et déjà, nous avons des indications sur des améliorations possibles. »

« Lesquelles ? - Manifestement, la procédure orale est beaucoup trop utilisée, notamment entre les services de la navigation aérienne et nous-mêmes. Il ne reste pas toujours de traces suffisamment précises qui permettraient de faire apparaître d'éventuelles anomalies. »

« Il semblerait de plus que l'équipage de l'Airbus A-320 accidenté n'ait pas reçu les documents nécessaires de la part des responsables du meeting et qu'ils n'aient pas tenu avant le vol le briefing obligatoire avec les personnes impliquées. En outre, nous avons constaté l'existence d'un problème de réglementation dont l'interprétation nous sépare

de la direction générale de l'aviation civile. Celle-ci nous dit qu'il était interdit de voler à vue au-dessous de 50 mètres d'altitude. Nous lui rétorquons que l'altitude minimale de 30 mètres que nous autorisons est l'altitude requise pour un avion se présentant train sorti, comme pour un atterrissage, et au-dessus d'une piste en dur. Cela veut-il dire que le pilote a survolé par erreur la piste en herbe de l'aérodrome d'Habbema, plus courte, et non la piste principale en ciment ? - La piste en herbe ne devait pas, en effet, être survolée. Par ailleurs, personne à la DGAC nous a jamais dit que notre règle des 30 mètres en configuration atterrissage au-dessus d'une piste en dur était erronée. Revenant aux mesures que j'ai décidées à la suite de l'accident, j'indiquerai que la troisième concerne les vols « spéciaux », c'est-à-dire les vols qui ne font pas partie de notre programme normal, par exemple un vol de Concorde au-dessus du Mont-Saint-Michel. Ceux-ci sont tous soumis, depuis le 1^{er} août, à l'approbation de la direction générale, et nous avons déjà fait modifier deux vols de ce genre. »

« Enfin, notre commission interne d'investigation en cas d'accident ne pourra pas remettre ses conclusions avant la fin du mois d'août, en raison des difficultés qu'a connues l'enquête judiciaire, qui ont retardé au 27 juillet la remise à Air France

des boîtes noires de l'Airbus. J'attends de cette enquête qu'elle recherche les causes de l'accident et que ceux qui en sont chargés ne proposent les mesures correctives qui pourraient s'imposer, qu'il s'agisse de l'adaptation de nos procédures de certains des équipements de l'avion - le micro de bord n'a pas parfaitement fonctionné - que de la question de la formation des per-



sonnels navigants qui entre dans le cadre de la mission confiée à M. Pioger. Quand un accident de cette nature survient, il faut en profiter pour se remettre en cause et vérifier que sont bien utilisés les 320 millions de francs dépensés pour la formation des navigants, soit 33,5 % de leur masse salariale, et les 11,6 % de nos coûts d'exploitation (hors amortissement et hors frais financiers) consacrés à la maintenance et à l'entretien. »

Foncièrement individualiste

L'accident de l'A-320 souligne la tentation des pilotes en général à croire que leurs capacités, allées à leur machine, les autorisent à repousser la limite des interdits. Est-ce que Air France se prémuait contre les conséquences de cette ivresse ? - Il y a toujours eu chez certains bons pilotes la volonté de se surpasser, répond le président. Il nous faut faire très attention, car, avec les avions modernes, ils peuvent avoir le sentiment de disposer d'un filet de sécurité supplémentaire et avoir envie d'aller encore plus loin. C'est

pour cela que j'ai demandé à M. Pioger d'examiner la politique de sélection et de formation du personnel navigant. »

Les pilotes qui n'en font qu'à leur tête n'ont-ils pas quelques excuses ? La direction des opérations aériennes d'Air France a-t-elle les moyens de discipliner cette catégorie de personnel ? - Cette population est foncièrement individualiste à cause de son métier même, reconnaît M. Friedman. Les commandants se rend à la direction des opérations, prépare son vol, fait son briefing et décolle. Il n'a qu'un contact épisodique avec l'entreprise. Je me soucie de ce problème de communication et je vais accélérer la réflexion en cours. En effet, comment intégrer les personnels navigants, puisque, par définition, ils sont en l'air ?

Maîtriser la déréglementation

L'accroissement rapide du trafic (entre 12 et 13 % de mieux depuis le début de l'année), et les perspectives de guerre tarifaire en Europe, à cause du grand marché de 1993 - menace la sécurité. Comme leurs concurrents américains, les compagnies européennes peuvent être tentées d'embaucher des pilotes moins coûteux, puisque moins formés, ou de réviser moins souvent les compresseurs des réacteurs pour abaisser leurs coûts.

Quelle attitude adoptera Air France pour résister à la concurrence des outsiders britanniques ou néerlandais ? La sécurité est pour nous une obligation absolue, rétorque le président d'Air France. Je préférerais supprimer des vols plutôt que de prendre le moindre risque. Pour faire face à la concurrence, certains domaines devront s'adapter, mais pas la sécurité. Il n'y a pas de fatalité au sujet de 1993 : Air France, comme les meilleures de ses concurrents, restera une compagnie très sûre, à condition que la déréglementation aérienne soit maîtrisée, et non sauvage comme aux Etats-Unis. La sécurité demeurera alors un de nos meilleurs arguments commerciaux. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

BILLET

Informatique : la « préférence nationale » ?

Aux Français, les miertes ! La commande des trente mille micro-ordinateurs destinés à être installés dans les lycées et collèges à la rentrée, passée à 60 % à des groupes étrangers, a soulevé un concert de protestations. Les fabricants français Bull, Thomson ou Goupil sont-ils donc incapables de fournir ? L'éducation dite « nationale » peut-elle comme cela, sans y regarder à deux fois, commander des matériels importés, pour presque une moitié, d'Asie du Sud-Est ? Le gouvernement socialiste a-t-il approuvé un tel choix d'apparence si peu « national » ?

Interrogations légitimes sur les performances de l'industrie informatique française et sur la politique des pouvoirs publics, mais aussi très esquivées. D'abord parce que le contrat est de faible ampleur : 150 millions de francs. Ensuite parce que les « gagnants », Victor et Olivetti, sont suédois et italiens, c'est-à-dire européens. On a beau préciser que la Suède ne compte pas parmi les Douze, les protestations tricolores parlent que l'on chante, par ailleurs, et à toutes occasions, l'Europe de 93, et de quoi inquiéter un peu. C'est oublier que, à partir de 1993, les marchés publics précieusement ne devront plus faire apparaître de « préférence nationale ».

C'est oublier enfin que sur les cent mille micro-ordinateurs déjà livrés à l'éducation, beaucoup sont français, fabriqués par Thomson en particulier, mais aussi par Bull qui, en 1987, a fourni ceux destinés aux grandes écoles. Des institutions d'importance, car elles forment les « élites », c'est-à-dire les très bons clients de demain.

Reste donc la politique informatique. Tout laisse à penser que l'organisme acheteur, l'UGAP (Union des groupements des achats publics), qui, comme son nom l'indique, centralise les commandes des administrations, a appliqué, sans consultation ministérielle, les règles du gouvernement précédent. Le choix fait n'éclaircit donc rien sur la politique que suivront M. Jospin, ministre de l'éducation nationale, et M. Faureux, ministre de l'industrie, et qui fera l'objet de concertations à la rentrée.

Sur quelles bases ? La réponse n'est pas simple parce que l'horizon 1993 est contraignant comme on l'a vu, mais surtout parce que, paradoxalement, l'informatique française est dans un bien meilleur état qu'il y a dix ans. A cette date, la politique définie par M. Giscard d'Estaing était simple : les administrations devaient acheter des ordinateurs de CI-Horwell Bull, sauf à inventer de complexes stratagèmes. Les clients étaient souvent mécontents, car les machines en question ne fonctionnaient pas toujours bien. En 1981, les socialistes ont assoupli

la règle et obtenu, sur le modèle précédemment retenu à EDF, un engagement-cadre des administrations et entreprises publiques : elles pouvaient choisir tel ou tel ordinateur, au coup par coup, à condition que leurs dépenses annuelles soient à 50 %, 60 % ou 70 %, suivant les cas, françaises. Cette libéralisation a satisfait les acheteurs, d'autant que Bull se redressait en même temps et que ses machines rattrapaient le niveau des meilleures.

Sans naïveté

En 1988, MM. Chirac et Madelin ont abandonné ce système de quotas pour une liberté totale et des achats au meilleur coût. D'où la décision des trente mille micros.

Les ministres DPS 7 de Bull ont été classés numéro 1 mondial par l'organisme américain qui répertorie, Datapro. Le micro TO 16 de Thomson est classé « meilleur compromis » par la revue 50 millions de consommateurs, connue elle aussi pour son indépendance. Les fabricants français sont donc capables de faire de très bons ordinateurs. Leur problème - pour les micros - est celui des coûts de fabrication nettement plus élevés qu'au Japon, de l'autre. Mais le passé ayant été douloureux, tout retour aujourd'hui à un système plus contraignant risque d'être interprété comme la défense... de mauvais ordinateurs français. Tel est le diable.

Personne ne peut se priver sans naïveté d'une politique cohérente d'achats publics. Aux Etats-Unis et au Japon, les ordinateurs des administrations sont à près de 100 % nationaux. D'où, en France, une politique qui doit se garder aussi des effets d'annonce aux retombées négatives, mais qui se doit aussi d'être sans complexe. A commencer, par exemple, au regard du déficit commercial de ce secteur, par exiger que soit enfin bête en France une usine de micros d'origine japonaise ou américaine, IBM, Apple ou Toshiba.

ÉRIC LE BOUCHER.

● La déception de la FEN. - M. Yanick Simbron, secrétaire général de la FEN, a regretté, mercredi 10 août, le choix par l'éducation nationale de constructeurs étrangers pour équiper le programme des 13 000 ordinateurs dans les lycées et les collèges décidé par M. Lionel Jospin. Le responsable de la Fédération de l'éducation nationale a souhaité que le matériel français soit le dernier à fonctionner pas toujours bien. En 1981, les socialistes ont assoupli

La troisième boîte noire

L'avion commercial évolue dans une logique dangereuse. Il vole vite, à 800-900 km/h, parfois dans un ciel encombré, et il vole presque tout le temps. Ses organes subissent des contraintes thermiques et mécaniques exceptionnelles. Air France, comme les autres compagnies aériennes, a développé une doctrine sécuritaire très sophistiquée et constamment remise sur le métier pour prévenir penes et erreurs.

Trois principes le sous-tendent. Premièrement, « l'accident est rarement le résultat d'une simple cause, mais plutôt de la conjonction de facteurs dépendant de l'homme, de la machine et de l'environnement ». Deuxièmement, « l'accident résulte d'une chaîne d'événements déjà connus et n'est provoqué que par l'ultime incident, parfois mineur ». Troisièmement, « il existe une relation évidente entre la fréquence des incidents survenant dans une compagnie et leur gravité, autrement dit plus on relève d'incidents mineurs, plus le risque d'accidents graves est élevé ».

Air France traque donc l'incident pour éviter l'accident. Les directions techniques les passent à la loupe. La direction générale et la direction de l'aviation civile sont tenues informées des plus inquiétants et des parades imaginées.

D'autre part, la compagnie nationale a élargi ses investigations aux simples anomalies en se livrant à des analyses systématiques de ses vols. L'équipage est le dernier rempart avant l'accident, et il est important de savoir quand et pourquoi il risque de céder. On sait que le pilote est sûr lorsqu'il dispose d'une réserve de capacités par rapport aux difficultés du vol. Pas de problème en vol mais, au moment de l'approche et de l'atterrissage, la phase plus exigeante, on sait que le tabac, l'excès de poids, la fatigue, la gueule de bois ou le stress du mariage amoindrissent ses performances. Pour peu que l'avion se trouve confronté à un environnement complexe, comme de mauvaises conditions météo ou un manque

de carburant, un enchevêtrement d'omissions et d'erreurs légères peut alors conduire à la catastrophe.

Comme le note M. Jacques Gauthier, officier de sécurité des vols et chef du service sécurité et analyse des vols, « ce qui concerne la fatigue, les efforts les plus importants ne sont pas le manque de performances ou d'habileté gestuelle dans le pilotage, mais bien la difficulté de capter toutes les informations disponibles - notamment les alarmes - et d'en faire la synthèse et d'en établir un bon diagnostic, et surtout l'aptitude pouvant éventuellement toute volonté de réaction », jusqu'à rendre impossible une remise des gaz salvatrice. Ces effets sont inhérents à la nature humaine, mais il faut les connaître pour comprendre et prévenir le phénomène de l'entournoir qui conduit à l'accident.

L'analyse des vols repose sur le décryptage systématique de la troisième « boîte noire » de chaque appareil. Celle-ci contient plus de cent vingt paramètres (position des volets, du train d'atterrissage, marche du moteur). L'ordinateur sort toutes les anomalies, concernant notamment l'altitude ou la vitesse trop basses, qui sont visualisées sur un écran pouvant reconstituer le tracé et le profil de la trajectoire de l'avion. Une commission est saisie des cas les plus graves pour en déterminer les causes et proposer des mesures correctives, mais cette procédure ne débouche pas sur des sanctions, car les syndicats de navigants n'ont accepté la présence de ce « mouchard » à bord à la condition que soit protégé l'anonymat de l'équipage et que les remarques qui lui sont faites par une voie détournée ne donnent suite à aucune procédure disciplinaire. L'officier de sécurité entend le commandant de bord, si celui-ci le souhaite, mais n'a pas le droit de communiquer son nom à la hiérarchie. Selon M. Gauthier, ce système protège à l'avantage d'entraîner l'adhésion des équipages pour identifier les défaillances humaines.

AL F.

Le Monde

Révisé par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bour-Méry (1944-1969), Jacques Favre (1969-1982), André Larrous (1982-1985)
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, président, et Hubert Bour-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wons.
Rédacteur en chef : Daniel Veruet.
Correspondant en chef : Claude Sales.
ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taped LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Reproduction interdite de vos articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Microfilms et index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Taped LEMONDE
Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Tél : MONDPUB 286 136 F

PECHE

● Vers un renouvellement des accords CEE-Groenland. - Le gouvernement local du Groenland, qui est une province autonome du Danemark, a l'intention de prolonger jusqu'en 1995 les accords de pêche conclus avec la CEE, et qui viennent à expiration en 1989. Le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, actuellement en visite dans l'île, a discuté avec M. Jonathan Motzfeldt, chef du gouvernement local, des prochaines négociations avec Bruxelles. Les eaux froides du Groenland sont riches en ressources halieutiques, notamment en crevettes. Plusieurs chalutiers français y font périodiquement des campagnes. - (AFP.)

● Surveillance renforcée dans le golfe de Gascogne. - Le gouvernement français a pris, le 10 août, les dispositions nécessaires pour éviter que ne se reproduisent les incidents des derniers jours entre pêcheurs espagnols et français dans le golfe de Gascogne. Pendant tout le week-end, du 12 au 15 août, un navire de la marine nationale et une vedette des affaires maritimes seront en permanence « sur zone », c'est-à-dire dans la zone économique française où ont eu lieu les incidents, et se tiendront prêts à intervenir. De plus, un avion de l'aéronavale effectuera régulièrement des patrouilles. Pêcheurs français et espagnols pratiquent des techniques différentes de pêche au thon, et les Espagnols reprochent aux chalutiers français une pêche trop productive.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois
6 mois
9 mois
1 an
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72
Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : MONDPA 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
Commandes d'abonnements effectuées en gros lettres : nos abonnés sont invités à formuler leur demande dans une lettre avec leur adresse. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

AFFAIRES

Le marché

Tire par le regain qu'il a connu, le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Le marché de la moto redonne de la place aux constructeurs japonais. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987. Les ventes de motos ont augmenté de 10 % en juillet par rapport à juillet 1987.

Économie

AFFAIRES

Après avoir été cinq ans au point mort

Le marché français de la moto redémarre

Tiré par le regain général de la consommation, le marché de la moto redémarre. Les derniers statistiques de la Chambre syndicale des importateurs d'automobiles et de motocyclettes confirment la progression enregistrée depuis 1986. Pour les six premiers mois de l'année, les immatriculations sont en hausse de 15,6 % par rapport à la période correspondante de 1987. Honda reste toujours en tête avec 31,5 % des ventes, devant Yamaha et Suzuki.

1980, le marché de la moto est en plein boom. Les immatriculations atteignent le chiffre record de 134 666 unités. Un an plus tard, renversement complet de tendance. Le nombre des immatriculations de véhicules neufs tombe progressivement à 71 556 en 1985.

Principal accusé : le nouveau permis instauré le 1^{er} mars 1980. Il « tue les 125 centimètres cubes » en la voyant dans la catégorie dite A2 (de 81 à 400 centimètres cubes). Autrefois accessible à seize ans, la 125 est l'âge le plus jeune des importateurs et les moniteurs d'écoles qui, comme les conducteurs,

attendent la prochaine réforme. Elle vient en 1985 et recrée une catégorie des « moins de 125 centimètres cubes », accessible à seize ans pour les 80 centimètres cubes et dix-sept ans pour les 125 centimètres cubes.

Ces titonnements ont fait beaucoup de mal aux importations mais ils ont été payés sur le plan de la sécurité. Depuis 1980, le nombre de motocyclistes impliqués dans les accidents est en diminution, même en 1986 malgré le regain des ventes.

Regain d'abord des petites 125 centimètres cubes qui ont été les principales victimes de la crise. Elles représentent 55 % des immatriculations en 1980 et seulement 25 % en 1984. En unités, la chute est encore plus impressionnante : 75 268 en 1980, elles ne sont plus que 19 878 quatre ans plus tard. Pour relancer le marché, les constructeurs décident de séduire une nouvelle clientèle. Plus question de rester confiné au « ghetto motorisé » et de réserver sa publicité aux revues spécialisées.

Le nouveau conducteur est le cadre dynamique qui, en sortant de son bureau, enfourche son deux-roues et se faufile joyeusement dans les embouteillages. Honda, Yamaha et Peugeot renouvellent leurs modèles. Rebaptisés « motomobiles » ou « citybikes », elles sont présentées comme le complément indispensable pour les automobilistes lassés des parcmètres, des contraventions et des bouchons.

D'autant que les 125 centimètres cubes sont accessibles sans formalités à ceux qui ont passé leur permis auto avant mars 1980. Du coup, les 125 centimètres cubes regagnent leur part de marché et représentent 32 % du total des immatriculations en 1987.

L'attrait des grosses cylindrées

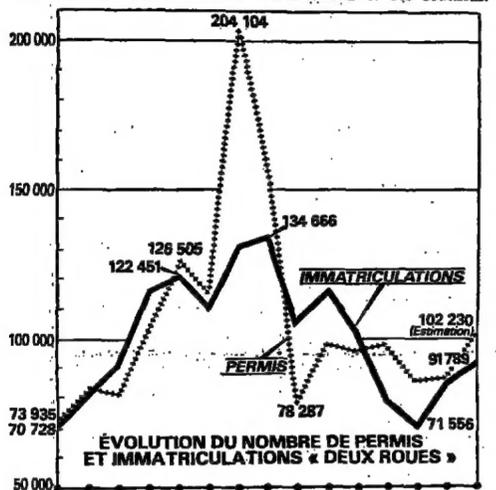
L'apparition des nouveaux adeptes du deux-roues n'explique pourtant pas à elle seule la relance des ventes. Les grosses cylindrées ont également pris un nouveau départ grâce essentiellement au développement des « trails » (1). Ces modèles, qui associent puissance des routes et manœuvrabilité de tout-terrain ont séduit un large public. Honda et Yamaha en ont fait un de leurs chevaux de bataille et même la très sérieuse marque ouest-allemande BMW s'est lancée sur le créneau avec la R 100 GS.

Dernier secteur porteur, les très grosses cylindrées. Malgré leurs prix élevés, elles se classent en troisième position pour le nombre d'immatriculations derrière les 125 et les 750 centimètres cubes. Les constructeurs rivalisent d'imagination pour présenter des modèles toujours plus perfectionnés, qui laissent rêver. Stéréo, grands coffres et, sur plus ultra, marche arrière pour la Goldwing 1500. Joker sécurité pour la K 100 BMW avec le système de freinage ABS.

L'acquisition des gros cubes est devenue plus facile grâce à de meilleures conditions de leasing. La TVA sur une moto neuve est de 28 %. Pour un achat en leasing elle n'est plus que de 18 %. Sur quatre ans, avec un apport initial de 30 %, une moto achetée par ce moyen coûte le même prix qu'en cas de paiement comptant. Un avantage énorme, d'autant que l'apport initial représente souvent pour les grosses cylindrées le prix de reprise de l'ancienne moto.

Dernier facteur qui a favorisé la relance du marché : la stabilisation des tarifs d'assurance. Il est toujours aussi difficile pour un jeune conducteur de trouver un assureur qui accepte le permis en classe. Mais, pour les autres, la concurrence entre compagnies et la baisse des accidents de moto ont permis de freiner la hausse des tarifs. Du coup, les importateurs développent des formules « moto clés en main ». Le concessionnaire propose au client un choix de motos assorti des modalités de financement et d'assurance, voire bientôt la possibilité de passer son permis à des tarifs préférentiels.

FANNY GUBERT.



Source : Chambre syndicale des importateurs de motocyclettes

REPÈRES

Agents immobiliers

Cinquante-sept transactions en moyenne

Une enquête de l'Union de crédit pour le bâtiment (UCB) auprès de cinq mille cent soixante-quinze agents immobiliers réalisant au moins dix transactions par an révèle que celui-ci est réalisé en 1987 plus de deux cent onze mille transactions sur des logements anciens, soit une moyenne de cinquante-sept transactions par agent, pour un prix moyen de transaction de 433 000 F. Cependant, il existe de fortes disparités entre agences, 46 % d'entre elles seulement réalisant plus de cinquante transactions par an. Par ailleurs, trois agents immobiliers sur quatre font de la location, et un sur trois une activité de marchand de biens. Cependant, les transactions représentant 70 % du chiffre d'affaires de la profession, contre 10 % pour la location, 7 % pour la gérance, 7 % pour l'activité de marchand de biens et 3 % pour l'activité de syndic de copropriété. Selon les agents immobiliers interrogés, ils assurent 49 % du marché immobilier de l'ancien, 35 % des transactions se faisant de particulier à particulier. Plus de la moitié des agences ont plus de dix ans d'existence, mais 30 % moins de cinq ans. Enfin, les trois quarts des agences emploient moins de cinq personnes.

Automobile

L'Irak négocie l'achat de voitures

L'Irak pense déjà à la paix : Autolatina, filiale commune de Volkswagen et Ford au Brésil et en Argentine, est en pourparlers avec ce pays pour lui fournir 100 000 voitures et des pièces détachées, soit un contrat qui pourrait élever 900 millions de dollars (5,8 milliards de francs). Selon le président de l'entreprise, M. Wolfgang Bauer, « les discussions ont

Balance des paiements courants

Léger déficit en avril pour la France

Le solde des paiements courants de la France serait légèrement déficitaire (450 millions de francs) au mois d'avril, en données corrigées des variations saisonnières, après un fort excédent de 6,08 milliards de francs en mars (chiffres révisés), selon des données préliminaires du ministère de l'économie.

Toujours en données brutes, le solde des échanges de marchandises (en données brutes de paiements) serait déficitaire de 3,5 milliards en avril. L'excédent des services et autres biens et services atteindrait 5,4 milliards. Le déficit des transferts unilatéraux serait de 2,04 milliards.

Pour les quatre premiers mois de l'année, le solde cumulé des paiements courants serait excédentaire de 5,7 milliards de francs en données corrigées contre un excédent de 2,3 milliards pour les quatre premiers mois de 1987.

Chômage

Diminution en juin dans la CEE

Le nombre de chômeurs inscrits dans les douze pays de la Communauté économique européenne a diminué de cinquante-cinq mille personnes (-0,4 %) au mois de juin par rapport à mai, en données brutes, pour atteindre 15 405 000 personnes, selon Eurostat, l'office européen de statistique. En données corrigées des variations saisonnières, le taux de chômage de la CEE est estimé à 10,4 % de la population active, soit le même niveau que pour les trois premiers mois de 1988,

Inflation

Au plus bas depuis sept ans pour le Mexique

La hausse des prix au Mexique a été en juillet de 1,7 %, son niveau le plus bas depuis sept ans, a annoncé la Banque centrale mexicaine. L'inflation se monte toutefois à 43,3 % pour les sept premiers mois de l'année et à 121,9 % entre juillet 1987 et juillet 1988.

En décembre dernier, le président Miguel de La Madrid avait lancé le « pacte de solidarité économique » pour lutter contre la hausse des prix, le problème numéro un dans son pays. Après avoir atteint son objectif préliminaire d'une inflation en dessous de 2 % par mois, M. Miguel de La Madrid s'est déclaré déterminé à aller plus loin, pour être en adéquation avec les partenaires commerciaux du Mexique dont les taux d'inflation se situent entre 5 % et 8 %.

Les propriétaires de Primistères sont regroupés dans une société néerlandaise

Le montage financier prévu pour le groupe succursalistes Primistères, qui comprend cent cinquante supermarchés Radar et un millier de magasins Félix Poin (Le Monde du 3 août), vient de se mettre en place. C'est la société néerlandaise First Anglo-Dutch Securities NV qui, jouant le rôle de holding, possède 90 % du capital de Primistères, dans lequel l'homme d'affaires saoudien Gaith Pharaon ne détient plus aucune action. En particulier, la First Anglo-Dutch Securities NV a racheté l'intégralité du capital de la société de droit suisse Danilow, qui détenait 64 % du capital de Primistères.

Travail temporaire

RMO mise sur la mobilisation

Dreie d'entreprise que RMO, quatrième groupe français du travail temporaire, dirigé par son unique propriétaire, M. Marc Brillon, qui se veut d'abord gestionnaire. Créée en 1964, la société croît rapidement et espère encore réaliser des progressions de 40 % à 50 % de son chiffre d'affaires alors que, avec ses filiales, le groupe a atteint 1,3 milliard de francs en 1987. Pour faire face à ses besoins en personnel permanent, RMO vient de lancer une opération en recrutant cent cinquante jeunes avec un contrat de qualification de six mois, rémunérés 5 000 francs par mois. Peu de critères de sélection ont été utilisés, l'accord étant mis sur la motivation. Avec de la formation, ces jeunes pourront devenir « des petits managers » et étofferont le réseau actuel de cent soixante-dix agences. Parmi les candidats à l'expérience, on trouve beaucoup de non-diplômés ou de « peu diplômés ».

Cette action s'intègre bien à une entreprise qui préfère miser sur la mobilisation de ses équipes plutôt que sur les modes de management. Ancien sportif, M. Marc Brillon s'intéresse d'abord à l'animation des hommes, « la plus difficile », et a d'ailleurs fondé sa communication externe sur le parrainage (1 % de son chiffre d'affaires).

« Les entreprises qui ne font que du fric finissent par décourager leurs collaborateurs », déclare-t-il sans précaution, en se comparant aux sociétés qui ont des actionnaires et doivent donc distribuer des dividendes. « Nous, on fait du capital soft... et on gagne », dit-il, parce que les hommes auront été respectés. L'année prochaine, il envisage d'associer ses collaborateurs au capital. Sans RES, cette « dépense »...

● Hausse du chiffre d'affaires semestriel des laboratoires homéopathiques Dolios et Boiron. — Les laboratoires homéopathiques Dolios ont réalisé au premier semestre de cette année un chiffre d'affaires consolidé de 211,17 millions de francs, en hausse de 13,7 % par rapport aux six premiers mois de 1987.

Par ailleurs, le groupe Boiron a réalisé au cours du premier semestre un chiffre d'affaires consolidé de 374,8 millions de francs, en hausse de 55,1 % par rapport à la même période de 1987. A structure compo-

ETRANGER

Croissance soutenue en RFA

Le revenu disponible des ménages ouest-allemands devrait croître de 3 % en termes réels sur l'ensemble de l'année 1988, estime l'Institut économique HWWA de Hambourg, dans son dernier rapport publié mercredi 10 août.

La progression du pouvoir d'achat des ménages restera donc très soutenue, confortant ainsi leur consommation. Celle-ci devrait progresser de 3 à 3,5 % en 1988 après une augmentation de 3,1 % en 1987. Par comparaison, rappelons que l'INSEE prévoit une augmentation en moyenne de 2,1 % du pouvoir d'achat des ménages pour la France en 1988 (contre 1 % en 1987) et une croissance de la consommation de 2,2 %.

Pour l'Allemagne, l'Institut de Hambourg prévoit une évolution moins favorable pour 1989. En raison de l'augmentation de la pression fiscale, les salaires nets devraient croître l'an prochain à un rythme de moitié inférieur à celui de l'année en cours et le revenu disponible des ménages ne devrait progresser que de 1 % en termes réels du fait d'une reprise de l'inflation.

Le projet de loi américain sur le commerce n'est pas protectionniste selon M. Clayton Yeutter

Le projet de loi sur le commerce, que doit signer prochainement le président Ronald Reagan, n'est pas protectionniste et les Etats-Unis continueront de faire preuve « de fermeté » dans leurs négociations commerciales avec leurs partenaires, a déclaré, mercredi 10 août, le représentant spécial du président pour le commerce, M. Clayton Yeutter. « Rien dans ce projet n'oblige le président à être protectionniste », a ajouté le responsable américain. Cependant, a-t-il reconnu, le projet « permet » au président de « prendre des mesures protectionnistes » dans des situations bien déterminées. Mais les partenaires des Etats-Unis n'ont rien à craindre tant que leurs pratiques commerciales ne sont pas déloyales, a ajouté M. Clayton Yeutter.

Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

78-Yvelines

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Appr 180 m², CHAUFF. TRÈS RÉGULIERS, 5° RÉG. éd. 55 m², 4 ch., jardin 90 m², 3 100 000 F.
DE HAVILLAND 49-02-80-80.

92-Hauts-de-Seine

A VENDRE CHATELAIN
Appr 70 m² sur 2^e et der. ét., 1^{er} étage, Verrière, très beaux appartements, 11 ch., ent. comm., cuisine, salle de bain, av. bal., 2 ch. s.d.b., w.-c., ch. coll., cave, Dom. : 9 h 30-11 h 30, 21 h 30-23 h 45-47-58.
Prix : 898 000 F.

ST-CLOUD 3/4 F. 90 m² + 10 p., 2 s.d.b., w.-c., cuisine, salle de bain, ent. comm., 1750 000 F. TRANS. OPÉRA 43-45-23-15.

95-Val-d'Oise

CERGY CENTRE-VILLE

Part. vend. de résidence calme, standing, F. 3, 74 m², 2 s.d.b., cuisine, salle de bain, ent. comm., chauffage indiv. 740 000 F. — 30-38-07-12.

Province

GRASSE

proche centre-ville en situation exceptionnelle, terrain de 100 m², magnif. parc, piscine, sport, vue sur mer, 2 s.d.b., w.-c., chaudière, chauffage central, 950 000 F. — 70-17-88 et La Rédaction de Grasse à 31, avenue Henri-Dunant, 06130 GRASSE.

échanges

Collaborateur journal échangeant APPT LYONNAIS A 8 GARE BERTHIER
Tél. : (1) 40-55-45-58 ou (1) 87-42-30-60.

maisons individuelles

CHAVILLE, r.d. résidence, 5 m² gara St-Louis, particulier, 3 s.d.b., w.-c., chauffage central, 120 m², conv. 9/10, imp. 42-55-00-08 de préférence soit sur week-end ou répondre. France Connat 43-28-00-75

maisons de campagne

CHAMPIGNY-CEZILLY Val-de-Marne (94500). A vendre pavillon 1980. Sur terrain 4 étages, 2 s. de b., cuis. équipée, salle de séjour, 2 w.-c., 2 terrasses, terrasse, terrain 720 m². Prix : 1 000 000 F. Téléphones : 43-00-35-02. Après 18 heures.

maisons de ville

300 m² centre-ville 500 m² plage, maison indiv. meublée avec terrasse ensoleil., 2 p. + meublement antiquaire, table, bain, w.-c., gran. garage, 250 000 F. 43-05-12-02. bur. 43-55-56-93 le soir.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATION

Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

DOMICILIATION

DEPUIS 80 F/M.S. PARIS 1^{er}, 9^e, 9^e, 12^e ou 19^e. WYTER DOM 43-40-51-42.

DOMICILIATION & AGECO 42-94-95-28.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureau, secrétaire, secr. CONSTITUTION STÉS Prix comp. Déliv. rapides. ASPAC 42-93-60-50 +

BULLETIN BONNEMENT

LIBRE CHOISIE

LIBRE DE SUITE

LIBRE DE SUITE

LIBRE DE SUITE

LIBRE DE SUITE

LIBRE DE SUITE

Marchés financiers

BOURSE DU 10 AOUT

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % variations. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Cours relevés à 17 h 53'.

Comptant (réduction) SICAV (réduction) 10/8

Table of financial instruments including Obligations, Actions, and SICAV funds, with columns for Valeurs, Cours, and Rendement.

Cote des changes Marché libre de l'or

Table of exchange rates and gold market prices, including 'MARCHÉ OFFICIEL' and 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

PARIS 16 BOURSE SUR MINUTEL 6-15 TAPÉZ LE MONDE négoce de devises BOURSES

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La préparation du cessez-le-feu dans le Golfe. 4 La visite du prince Sihanouk au Japon. 5 Rencontre avec Alexandre Dubcek.	6 M. Le Pensec pourrait se rendre en Nouvelle-Calédonie avec M. Rocard avant la fin du mois d'août. - En 800 fiches, un bréviaire à l'usage des candidats aux élections cantonales et municipales.	7 Ecologie franco-allemande : un camp de jeunes dans le marais poitevin. - Venise asphyxiée. 8 Le problème des nominations de policiers sera réglé avec la plus grande rigueur.	13 Francis Weber tourne une nouvelle version des <i>Fugitifs</i> , à Hollywood. - La <i>Clémence de Titus</i> , au Festival de Salzbourg. - Expositions à Carcassonne, Toulouse et Montauban. 6 COMMUNICATION : l'augmentation de la redevance audiovisuelle.	16 La polémique sur le choix de constructeurs étrangers pour fournir des micro-ordinateurs à l'éducation nationale. 17 Le marché français de la moto redémarre. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements 16 Annonces classées 17 Carnet 8 Météorologie 15 Mots croisés 15 Radio-télévision 15 Spectacles 14	• Jouez avec le Monde JEUX • La messagerie internationale DIA 36-15 tapes LM • Le mini-journal de la rédaction JOUR • Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapes LEMONDE

Israël et l'avenir de la Cisjordanie Pour M. Shamir, le désengagement jordanien n'a rien changé

JÉRUSALEM
de notre correspondant

On continue « comme avant », puisque rien n'a changé ici. Tel est le message délivré, mercredi 10 août, par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, en réponse à la décision du roi Hussein de Jordanie de rompre « les liens légaux et administratifs » entre son pays et la Cisjordanie. Le chef du Likoud, la droite nationaliste, ne voit pas de tournant historique dans la nouvelle politique annoncée à Amman ni de bouleversement radical qui doivent préoccuper Israël outre mesure. Il l'a dit sans état d'âme, du haut de la tribune de la Knesset, le Parlement, en session extraordinaire pour entendre pour la première fois le point de vue du chef du gouvernement sur le « désengagement » jordanien.

Sans jamais se départir de son habituelle placidité, M. Shamir a observé : « Les mesures que vient de prendre la Jordanie sont d'abord, et avant tout, dirigées contre l'O.L.P. ». Or, a-t-il poursuivi, « les relations entre la Jordanie et l'O.L.P. ne nous concernent pas ; la seule chose qui nous importe est que la Jordanie continue à maintenir la sécurité le long de la frontière. Il n'y a pas à priori de modification de la politique du gouvernement dans les territoires occupés... ». Le désengagement annoncé par le roi Hussein, a expliqué M. Shamir, n'a pas créé de

vide légal, puisque le système de pouvoir existant [en Cisjordanie] va continuer à fonctionner comme avant.

Une « poigne de fer »

Autrement dit, l'administration israélienne installée depuis l'occupation de la Cisjordanie en 1967 s'occupera de la gestion du territoire. « Si la Jordanie est effectivement décidée à ce désengagement, cela va nuire aux résidents arabes [de Cisjordanie], et non pas à l'Etat d'Israël, qui, comme par le passé, va maintenir son système de contrôle et de sécurité ». Toute tentative de l'O.L.P. pour promouvoir un gouvernement palestinien « indépendant » dans les territoires occupés sera réprimée sans merci. « S'il y a des gens assez fous pour lancer de telles idées, a affirmé le premier ministre, ils se heurteront à une poigne de fer ».

Le chef du Likoud est fidèle à la ligne de son parti : les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza doivent rester dans l'ensemble israélien ; il ne saurait y avoir de compromis territorial ni avec la Jordanie ni, bien sûr, avec l'O.L.P. : les seuls arabes aptes à négocier avec les Israéliens, a-t-il dit, sont les dirigeants de l'O.L.P. Le premier ministre a expliqué qu'Israël était toujours disposé à négocier avec la Jordanie — dans le

cadre des accords de Camp David, — mais il a averti que cet « engagement unilatéral ne serait pas éternel ».

A mots couverts, c'est laisser planer la menace qu'un gouvernement du Likoud pourrait décider un jour d'annexer purement et simplement la Cisjordanie et Gaza.

M. Shamir a donc choisi de répondre avec indifférence et sérénité à la renonciation par Amman à ses prétentions historiques sur la Cisjordanie. Le coup est évidemment beaucoup plus dur pour les partisans-adversaires travaillistes du Likoud au sein du gouvernement d'union nationale : ils ont fondé toute leur politique sur la négociation d'un compromis territorial avec Amman — la fameuse « option jordanienne ».

En principe celle-ci n'existe plus — le roi étant toute « responsabilité » sur la Cisjordanie — mais le chef travailliste, M. Shimon Peres, ministre des affaires étrangères, se refuse encore à y croire vraiment. Il a forgé cette formule optimiste (de son point de vue) pour masquer le désarroi certain qu'il s'est emparé de son parti : « S'il y a une option israélienne en novembre, dit-il, alors il y aura de nouveau une option jordanienne ». Autrement dit : si les travaillistes gagnent les élections, le processus de paix sera débloqué et le roi Hussein voudra bien reconsidérer sa décision.

ALAIN FRACHON.

Après avoir dérivé plus d'un mois Des « boat people » reconnaissent s'être livrés au cannibalisme

Des « boat people » vietnamiens, réfugiés aux Philippines, ont affirmé avoir eu recours au cannibalisme pour survivre, après avoir dérivé en mer pendant trente-sept jours.

Les cinquante-deux réfugiés — ils étaient cent dix au départ, sur un bateau de 11 mètres de long dont le moteur a lâché au bout de deux à trois jours de navigation — ont accusé l'équipage du navire de guerre américain Dubuque d'avoir refusé de les prendre à bord malgré leur état (famine, déshydratation) et celui de leur embarcation. « Il y avait un mort à bord, le bateau dérivait depuis dix-neuf jours, des gens souffraient de la soif et de la faim » lorsqu'ils ont croisé le Dubuque.

L'équipage du navire, selon la marine américaine, qui a ouvert une enquête, a fourni des vivres aux réfugiés, jugeant cependant qu'ils pouvaient poursuivre leur voyage. C'est par la suite que des « boat people » ont tué une partie de leurs compagnons et les ont mangés.

Les enquêteurs ne savent pas combien de personnes auraient été tuées, les déclarations des réfugiés étant contradictoires. « Certains disent plus de trois, les autres moins », a affirmé M. Robert Cooper, représentant à Manille du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). — (AP.)

Après le relèvement du taux d'escompte américain

La décision de la Réserve fédérale provoque une hausse générale des taux d'intérêt

La France pourra-t-elle échapper au mouvement général de hausse des taux d'intérêt relancé, le mardi 9 août, par le relèvement du taux d'escompte américain ? Jeudi dans la matinée, le franc français perdait du terrain vis-à-vis du deutschemark. La devise allemande, qui était repassée mercredi pour la première fois depuis plusieurs semaines au-dessus de 3,38 FF, était négociée jeudi autour de 3,39 FF. Sur le marché monétaire français, le taux de l'argent au jour le jour, déjà en hausse mercredi, continuait à se tendre jeudi (autour de 7 5/8 et 7 3/4).

En fait, la décision de la Réserve fédérale de relever d'un demi-point son taux d'escompte a provoqué une hausse générale des taux d'intérêt dans le monde. Certes, seule des principales banques centrales, la Banque nationale de Belgique a réagi officiellement pour l'instant. Elle a annoncé un relèvement de 0,25 %, à compter de jeudi, de son taux d'escompte. Il est ainsi porté à 7,25 %. Mais sur tous les marchés monétaires et obligataires, le coût de l'argent est en hausse.

Ainsi, au Japon, malgré une tension sur les taux à court terme, les autorités monétaires — le ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, notamment — ont réaffirmé qu'elles n'avaient pas l'intention de procéder à une relèvement du taux de l'escompte. Il a été fixé en avril 1987 à 2,5 % et n'a pas bougé depuis cette date. En Allemagne, les rumeurs quant à une éventuelle hausse du taux de l'escompte (actuellement de 3 %) se répandent. Le conseil de la Bundesbank ne doit cependant tenir sa prochaine réunion que le 25 août.

Aux Etats-Unis, le relèvement du principal taux directeur a naturellement eu un effet de contagion sur les autres taux d'intérêt. Le rendement sur les bons du Trésor à treize ans a enregistré une augmentation sensible, approchant, à 9,36 %, son

niveau du 14 décembre dernier (9,38 %). Le Trésor américain a dû, en outre, payer un taux de 9,27 % lors de l'adjudication de bons à dix ans, mercredi. Il s'agit du prix le plus élevé que l'Etat américain paie depuis trois ans pour ce type de produits.

Reflex du dollar

Sur le marché des changes, le dollar, qui avait connu une flambée mardi, à l'annonce du relèvement du taux de l'escompte, a accusé un reflux, mercredi, à New-York, confirmé jeudi sur les principales places asiatiques et européennes. A New-York, il terminait à 1,9068 deutschemark (contre 1,92), 133,67 francs (contre 135,13) et 6,44 francs français (contre 6,47). Trois facteurs expliquent le reflux du billet vert. Certains opérateurs ont vendu pour prendre leurs bénéfices. Dans la journée de mercredi ensuite, des informations ont circulé selon lesquelles une réunion du G-7 (les ministres des finances des sept grands pays industriels) allait avoir lieu au cours du week-end du 15 août. Cette rumeur a été démentie, jeudi, par le ministre japonais des finances. Enfin, l'annonce d'un excédent commercial japonais en forte hausse en juillet (7,2 milliards de dollars, après 5,9 milliards) laisse craindre sur les marchés un chiffre du commerce extérieur américain « très mauvais ». Le résultat de juin doit être rendu public le 16 août.

Dans ce environnement, la France pourra-t-elle faire bande à part ? Rue de Rivoli, les conseillers de M. Pierre Bérégovoy (le ministre est en vacances) affirment, mercredi, que la décision américaine ne devrait conduire à « aucun changement dans la politique économique de la France en faveur d'un crédit bon marché ».

En fait, selon l'analyse des conseillers du ministre, les hausses de taux actuelles sont liées à la chute de certaines situations économiques nationales particulières. En relevant leurs taux, les Allemands veulent retenir les capitaux qui ont tendance à fuir, les Anglais cherchent à ralentir leur croissance et les Américains à étouffer les pressions inflationnistes. Pour la Rue de Rivoli, aucun élément, dans la situation économique française, ne justifie une hausse des taux d'intérêt.

Quant à la position du franc au sein du système monétaire européen, les conseillers de M. Bérégovoy estiment qu'il y a actuellement une « certaine déconnexion » entre taux d'intérêt et taux de change et que, globalement, le franc se comporte bien vis-à-vis des autres monnaies européennes, notamment du deutschemark.

Sur les marchés des actions, après la chute, mercredi, du Dow Jones, le baromètre de Wall Street (-2,2 %). Tokyo reprenait son souffle jeudi (+0,8 %) alors que Paris continuait à baisser (-1,3 % à 11 heures).

E. L.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 août

La baisse s'accélère

Le mouvement de baisse s'accroît dans la matinée de jeudi à la Bourse de Paris. En retrait de 1,18 %, déjà, à l'ouverture, l'indice instantané de tendance accusait un recul voisin de 1,3 % à 11 heures. Les hausses ont été à peu près inexistantes. A l'inverse, les baisses ont été légères, affectant Crouzet, BISS, Lebon, Geophysical, CGE, Raffinage-Distribution, Nord-Est, BAFIP, Dumex.

A B C D E F G

« Les travaillistes devront repenser leur politique » déclare le roi Hussein à « Washington Post »

Dans une interview accordée à l'envoyé spécial du *Washington Post* à Amman et publiée jeudi 11 août, le roi Hussein de Jordanie confirme le caractère « stratégique » de sa décision de désengager son pays de Cisjordanie. Le souverain se montre pessimiste quant aux chances d'une relance rapide du processus de paix au Proche-Orient.

« L'option israélienne n'existe pas, dit-il. Nous ne l'avons pas vue malgré tous nos efforts au fil des années. ». Le roi espère qu'elle « émergera maintenant d'une façon ou d'une autre » au cours de la période de « réflexion » provoquée par sa décision. Conscient de l'effet dévastateur que son désengagement provoque parmi les dirigeants travaillistes israéliens, le roi Hussein souligne que « les travaillistes comme le Likoud devront repenser leur politique ».

Le roi ne cache pas sa déception à l'égard des Etats-Unis. A une question portant sur la politique américaine, il interroge, « Quelle politique ? ». Le soutien inconditionnel des Etats-Unis à Israël, ajoute le roi, « a encouragé ce pays à ne pas penser à son propre avenir ». « Rien », ajoute le souverain, « de très important ne peut arriver avant les élections américaines et israéliennes ». Mais, estime-t-il, les deux candidats américains devraient réaliser que « le problème du Proche-Orient est si délicat qu'il ne devrait pas être un sujet de campagne électorale ».

Un Palestinien tué par balle près de Naplouse. — Un Palestinien de dix-sept ans a été tué, le mercredi 10 août, dans le village de Tubas, proche de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, lors d'un violent affrontement entre manifestants et forces de l'ordre israéliennes. Ahmed Daraghmah a été atteint d'une balle dans la poitrine.

Le sort des otages britanniques au Liban L'archevêque de Cantorbéry a reçu un diplomate iranien

Londres (AFP). — Un diplomate iranien, M. Mohamed Reza Sâid Mohammadi, s'est rendu le mercredi 10 août à Londres, au siège de l'Eglise d'Angleterre, où il a eu des entretiens pendant une heure et quart avec l'archevêque de Cantorbéry, le docteur Robert Runcie.

Cette visite fait suite à une série de missions de bons offices de dignitaires anglicans au Proche-Orient. L'archevêque anglican de Melbourne, le docteur David Penman, s'est récemment rendu, sur instruction de l'archevêque de Cantorbéry, à Téhéran.

Parallèlement, l'évêque anglican de Chypre, le docteur John Brown, a passé trois jours au Liban pour s'entretenir avec des dirigeants chrétiens libanais du sort de quatre Iraniens disparus dans ce pays depuis juillet 1982.

Jeudi, pour la première fois depuis plus d'un an, un diplomate britannique, M. David Reddaway, devait quitter Londres pour Téhéran, où il séjournera trois semaines, afin d'amorcer la normalisation des relations diplomatiques.

EN BREF

● **AFGHANISTAN** : la résistance entre dans la ville de Kunduz. — La résistance afghane a reculé mercredi 10 août à forcer un cordon militaire et à entrer dans la ville de Kunduz, près de la frontière soviétique, a annoncé Radio-Kaboul. Les moudjahidines avaient assiégé la ville dès le départ des troupes soviétiques il y a deux jours. La contre-offensive lancée par les forces gouvernementales a fait trente-cinq morts, a précisé la radio. Par ailleurs, la *Pravda* a confirmé mercredi que l'armée rouge avait subi des pertes lors de l'évacuation de la ville de Kandahar. Enfin, cinq personnes ont été tuées et onze autres blessées, mercredi, par des roquettes tirées par

ANGOLA Le soutien des Etats-Unis à l'UNITA est « complètement stupide » estime le président du Zimbabwe

Les forces cubaines pourraient se retirer d'Angola « d'ici six ou sept mois », a déclaré le président zimbabwéen, M. Robert Mugabe, lors d'une conférence de presse réunie le mercredi 10 août à Harare. Conformément à l'accord de Genève approuvé par Luanda, La Havane et Pretoria, l'Angola et Cuba doivent soumettre, le 1^{er} septembre, un calendrier de retrait du contingent cubain (environ cinquante mille hommes) « acceptable par toutes les parties ».

M. Mugabe a qualifié de « retraite » le repli des troupes sud-africaines du sud de l'Angola. « La moral des combattants [sud-africains] baissait, l'opinion publique se posait des questions sur le bien-fondé de la lutte en Angola », a-t-il affirmé. Selon le président zimbabwéen, les forces sud-africaines « se sont cassé le nez » en Angola, elles étaient « encerclées, et la supériorité des Mig-23 sur les Mirage » a donné l'initiative aux forces anglo-cubaines.

M. Mugabe a qualifié de « complètement stupide » le soutien apporté par les Etats-Unis aux rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). « Il est maintenant temps pour eux [les Etats-Unis] d'essayer d'améliorer leurs relations avec l'Angola », a-t-il ajouté.

De son côté, le Congrès national africain (ANC) s'en est pris, dans un communiqué rendu public le 10 août à Lusaka, aux autorités de Pretoria qui, selon lui, entravent le processus de paix dans la région. Réagissant aux demandes faites par l'Afrique du Sud dans le cadre d'un futur accord de paix, de suppression des sept camps dont disposerait l'ANC en Angola, le mouvement anti-apartheid a estimé que ces exigences n'ont pas de raison d'être car cette question n'a jamais figuré sur l'agenda des discussions officielles. — (AFP.)

● **Suicide à la maison d'arrêt** des Baumettes. — Patrick Montéma, trente-quatre ans, détenu à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, s'est pendu à l'aide de sa chemise mercredi 10 août, dans sa cellule où il était resté seul.

Incarcéré depuis le mois de juin 1987, sous l'inculpation de vols aggravés, Patrick Montéma attendait d'être jugé.

● **BOTSWANA** : l'avion du président Masire pris pour un « avion ennemi ». — Le gouvernement angolais a officiellement reconnu qu'un de ses chasseurs avait tiré, le dimanche 7 août, sur l'avion privé du président botswanaïse, M. Quett Masire, alors que l'appareil survolait l'Angola. « Je suis sûr que mercredi 10 août un communiqué de la présidence de Botswana, selon Luanda, un avion de combat angolais avait pris par erreur l'avion du président Masire pour un avion ennemi ». Une explosion à bord a obligé l'appareil présidentiel, qui se dirigeait vers Luanda, à atterrir d'urgence. M. Masire a été légèrement blessé par l'explosion. — (AFP.)

● **Décla d'un ancien président panaméen**. — M. Arnulfo Arias Madrid, trois fois président du Panama et trois fois déposé par les militaires, est décédé mercredi 10 août à Miami où il vivait en exil, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Son

En Allemagne fédérale 4 200 veaux élevés aux hormones vont être abattus

Une affaire d'élevage de veaux aux hormones vient d'être découverte en Allemagne fédérale, dans la Land de Rhénanie-Westphalie, près de Münster. Le parquet de Münster a arrêté mardi 9 août M. Félix Hying, propriétaire d'un important élevage de veaux situé à Südlohn-Oedingen, à proximité de la frontière néerlandaise.

La police et les services vétérinaires ont établi qu'au moins 4 200 des 14 000 veaux de M. Hying avaient été piqués aux hormones, vraisemblablement avec un mélange à base de cyponate et de propionate de testosterone. Les veaux traités, représentant un capital de 30 millions de deutschemark (plus d'un million de francs) doivent être abattus dans les prochains jours et leur viande détruite. Tout le cheptel de M. Hying a en outre été placé sous séquestre.

SUPER PROMOTION

19 995 F ht
23 000 F ht
MACINTOSH SE
1 Mo de mémoire et disque dur
Interne 20 Mo Apple + clavier + souris
+ Modem + Hypercard

Jusqu'au 13 août inclus
9 h - 19 h

KA - 14 rue Magellan - 75008 Paris
téléphone 47 23 70 00
mètre George V - Parking gratuit

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN
exceptionnellement
soldés à
30% 50%
et à
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

exemples :
GRON sole 160 x 100
20.000 F - 20.000 F
NAIN laine et sole
106 x 115
36.000 F - 18.000 F
HAKEDAN laine
205 x 125
6.000 F - 3.000 F
CHIRAZ laine 300 x 200
24.000 F - 12.000 F

Le numéro du « Monde »
daté 11 août 1988
a été tiré à 454 968 exemplaires